



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



General Fisheries Commission
for the Mediterranean
Commission générale des pêches
pour la Méditerranée

ISSN 1020-7244

COMMISSION GÉNÉRALE DES PÊCHES POUR LA MÉDITERRANÉE



Rapport de la quarante-deuxième session

Siège de la FAO, Rome, Italie, 22-26 octobre 2018

42

COMMISSION GÉNÉRALE DES PÊCHES POUR LA MÉDITERRANÉE

RAPPORT DE LA QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

Siège de la FAO, Rome, Italie , 22-26 octobre 2018

Citation requise:

FAO. 2019. *Rapport de la quarante-deuxième session, Rome, Italie, 22-26 octobre 2018.* Commission générale des pêches pour la Méditerranée no. 42. Rome. 156 pp.

Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-131533-0

© FAO, 2019



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO); <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>.

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité.»

Tout litige relatif à la licence ne pouvant être réglé à l'amiable sera soumis à une procédure de médiation et d'arbitrage au sens de l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire aux présentes. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

PRÉPARATION DE CE DOCUMENT

Le présent document est la version finale du rapport adopté en décembre 2018 par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée à sa quarante-deuxième session tenue au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome (Italie).

RÉSUMÉ

La quarante-deuxième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée ainsi que la neuvième session du Comité de l'administration et des finances ont réuni les délégués de 22 parties contractantes, ainsi que les délégués de quatre parties non contractantes coopérantes et de deux parties non contractantes. Les représentants de 15 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ses projets régionaux ainsi que des bureaux de la Commission et de ses organes subsidiaires étaient également présents.

Au cours de la session, les progrès accomplis dans les activités liées à la pêche, l'aquaculture, la conformité et dans d'autres domaines stratégiques ont été examinés. Par ailleurs, les activités de coopération menées dans le cadre d'accords avec des parties contractantes, des parties non contractantes coopérantes et des organisations partenaires ont été examinées. Au vu de sa coopération croissante avec la CGPM, la Commission a accordé à la Jordanie le statut de partie non contractante coopérante.

S'agissant de la gestion des pêches et de l'aquaculture dans la zone d'application de la CGPM, la Commission a adopté onze recommandations contraignantes au total et portant sur les aspects suivants: mise en place de plans de gestion pluriannuels de l'anguille, des crevettes rouges dans la mer du Levant et la mer Ionienne ainsi que des pêcheries exploitant les stocks démersaux dans le canal de Sicile; conservation des requins et des raies; programme international conjoint d'inspection et de surveillance dans le canal de Sicile; programmes de recherche régionaux sur le crabe bleu en mer Méditerranée et sur les pêcheries exploitant le rapana veiné en mer Noire; mesures d'urgences supplémentaires pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique; accès aux informations et aux données en matière d'inspection et de surveillance; et marquage régional des engins de pêche. En outre, la Commission a décidé de lancer une deuxième évaluation de ses performances en 2019 et a approuvé la mise en place de cinq nouvelles unités techniques sous-régionales en Bulgarie, en Croatie, au Liban, en Espagne et en Tunisie.

Enfin, la Commission est convenue de son programme de travail pour la prochaine période intersessions et a adopté son budget, s'élevant à 2 537 241 USD pour l'année 2019, ainsi qu'une série d'actions stratégiques qui seront financées au moyen de ressources extrabudgétaires. Elle a également approuvé à l'unanimité la nouvelle composition des bureaux du Comité scientifique consultatif de la pêche, du Groupe de travail sur la mer Noire et du Comité de l'administration et des finances. À l'occasion de la reprise de sa session, tenue en décembre 2018, la Commission a élu à l'unanimité son nouveau président et ses vice-présidents.

TABLE DES MATIÈRES

OUVERTURE ET ORGANISATION DE LA SESSION	1
PROGRÈS EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS DE COOPÉRATION	2
RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS INTERSESSIONS DE 2017-2018 EN MATIÈRE DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE	3
Comité scientifique consultatif de l'aquaculture	3
Comité scientifique consultatif des pêches	4
Groupe de travail sur la mer Noire	5
Comité d'application	6
Autres activités stratégiques	6
GESTION DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE	6
Avis en matière de gestion de l'aquaculture	6
Avis relatifs à la gestion des pêches et à la conservation des ressources halieutiques	7
Avis en matière d'application	15
QUESTIONS ÉMANANT DU COMITÉ D'APPLICATION	16
Processus d'identification et d'éclaircissements	16
Liste CGPM des navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM	17
Système de surveillance des navires par satellite et systèmes de contrôle connexes	17
Célébration de la journée internationale de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	18
Lancement de la deuxième évaluation des performances de la CGPM, y compris l'évaluation de la mise en œuvre de l'approche sous-régionale	18
PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE 2018-2020	19
CAQ et Groupe de travail sur la mer Noire (aquaculture)	19
CSC et Groupe de travail sur la mer Noire (pêche)	21
Comité d'application (application)	24
Réunions	25
NEUVIÈME SESSION DU COMITÉ DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	28
Rapport sur les questions administratives et financières	28
Budget de la CGPM et contributions des parties contractantes pour 2019-2020	29
Élection du bureau du Comité de l'administration et des finances	29
ÉLECTION DU BUREAU DE LA CGPM ET APPROBATION DES BUREAUX DU COMITÉ SCIENTIFIQUE CONSULTATIF DES PÊCHES, DU GROUPE DE TRAVAIL AD HOC SUR LA MER NOIRE ET DU COMITÉ DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	30
AUTRES QUESTIONS	31
DATE ET LIEU DE LA QUARANTE-TROISIÈME SESSION	31
ADOPTION DU RAPPORT	31

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 – Ordre du jour	34
ANNEXE 2 – Liste des participants	35
ANNEXE 3 – Liste des documents	46
ANNEXE 4 – Discours prononcés à la quarante-deuxième session de la Commission	48
ANNEXE 5 – Recommandation CGPM/42/2018/1 relative à un plan de gestion pluriannuel de l’anguille d’Europe en mer Méditerranée	68
ANNEXE 6 – Recommandation CGPM/42/2018/2 relative à des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d’application de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/36/2012/3	77
ANNEXE 7 – Recommandation CGPM/42/2018/3 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer du Levant (sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27)	80
ANNEXE 8 – Recommandation CGPM/42/2018/4 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer Ionienne (sous-régions géographiques 19, 20 et 21)	90
ANNEXE 9 – Recommandation CGPM/42/2018/5 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut de fond exploitant les stocks demersaux dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), abrogeant les Recommandations CGPM/39/2015/2 et CGPM/40/2016/4	100
ANNEXE 10 – Recommandation CGPM/42/2018/6 relative à un programme international conjoint d’inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), modifiant la Recommandation CGPM/41/2017/8	110
ANNEXE 11 – Recommandation CGPM/42/2018/7 relative à un programme de recherche régional sur le crabe bleu en mer Méditerranée	111
ANNEXE 12 – Recommandation CGPM/42/2018/8 relative à de nouvelles mesures d’urgence en 2019–2021 pour les stocks de petits pelagiques en mer Adriatique (sous-régions géographiques 17 et 18)	116
ANNEXE 13 – Recommandation CGPM/42/2018/9 relative à un programme de recherche régional pour les pêches exploitant le rapana veine en mer Noire (sous-région géographique 29)	124
ANNEXE 14 – Recommandation CGPM/42/2018/10 relative à l’accès aux informations et aux données liées au suivi, au contrôle et à la surveillance dans le cadre de programmes conjoints d’inspection et de surveillance	130
ANNEXE 15 – Recommandation CGPM/42/2018/11 relative au marquage régional des engins de pêche	132
ANNEXE 16 – Proposition en attente relative à l’établissement d’une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en mer Méditerranée	134
ANNEXE 17 – Protocoles pour la protection des écosystèmes marins vulnérables dans la zone d’application de la CGPM	136
ANNEXE 18 – Tableau des espèces prioritaires (nouvelles espèces en gras)	144
ANNEXE 19 – Mandats relatifs à certaines activités	145

ANNEXE 20 (1) – Budget autonome de la CGPM et contributions pour 2019	147
ANNEXE 20 (2) – Contributions au budget de la CGPM pour 2019 (sur la base des moyennes 2014-2016)	148

OUVERTURE ET ORGANISATION DE LA SESSION

1. La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) et son Comité de l'administration et des finances (CAF) ont tenu, au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (Italie), du 22 au 26 octobre 2018, leurs quarante-deuxième et neuvième sessions, respectivement. Ont participé des délégués de 22 parties contractantes, de quatre parties non contractantes coopérantes et de deux parties non contractantes, ainsi que des observateurs, parmi lesquels des représentants de 15 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de la FAO et de ses quatre projets régionaux, des bureaux de la Commission et de ses organes subsidiaires et du Secrétariat de la CGPM. On trouvera la liste des participants à l'annexe 2.

2. M. Árni M. Mathiesen, Sous-Directeur général chargé du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO, s'est adressé aux participants au nom du Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva, déclarant à cette occasion que la CGPM s'imposait comme l'un des fers de lance des initiatives de la FAO au niveau régional. Il a souligné l'importance des déclarations de haut niveau récemment adoptées, à commencer par la Déclaration ministérielle relative à un Plan d'action régional pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire. Enfin, il a insisté sur le rôle de premier plan que la CGPM était appelée à jouer dans la promotion de moyens d'existence durables dans la région.

3. M. Stefano Cataudella, Président de la CGPM, a souligné les réalisations majeures de la Commission au cours des dix dernières années, évoquant notamment le renforcement de la coopération en mer Noire, la mobilisation d'une volonté politique en faveur de la pêche artisanale et l'engagement systématique des parties prenantes dans le cadre d'une approche participative. Il a fait remarquer que la CGPM était devenue une plateforme qui favorisait les interactions entre les parties prenantes ainsi que la participation de ces dernières aux processus décisionnels, y compris dans le contexte des stratégies qui avaient été adoptées dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture. Le Président a par ailleurs insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts s'agissant de formuler des avis scientifiques indépendants sur les mesures à prendre pour inverser l'évolution alarmante de l'état des stocks.

4. La déléguée de l'Union européenne (UE [organisation membre]) s'est félicitée de l'adoption récente de déclarations ministérielles sur la mer Noire et la pêche artisanale, en rappelant toutefois que cet engagement politique renouvelé devait s'accompagner d'avancées concrètes en matière de gestion et de conservation. Dans le même esprit, elle a fait valoir que les avis éclairés formulés par les organes subsidiaires de la CGPM devaient être transposés dans de nouvelles mesures contraignantes. Elle a par ailleurs indiqué que l'UE appuyait fermement les travaux menés par la CGPM en matière de renforcement des capacités, en soulignant qu'une coopération plus poussée sous-tendrait la mise en œuvre des déclarations mentionnées.

5. La délégation du Maroc a souligné le travail considérable que la CGPM avait effectué dans des domaines tels que la pêche artisanale et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR). Le Maroc a fait remarquer que sa stratégie nationale cadrerait parfaitement avec les priorités régionales, et que l'exécution de la lettre d'accord qu'il avait signée avec la CGPM ne ferait que renforcer cette convergence.

6. Le délégué de la Tunisie a salué les efforts plus soutenus que la CGPM avait déployés au service d'une gestion des pêches solide et d'un développement durable de l'aquaculture. Certains objectifs en matière de conservation étant encore loin d'être atteints, il a exhorté la Commission à définir les priorités de son action, y compris à l'échelle sous-régionale.

7. La délégation algérienne a attiré l'attention sur l'engagement politique croissant en faveur d'une pêche et d'une aquaculture durables. Au niveau national, l'Algérie s'est attachée à encourager l'adoption d'une approche participative dans le cadre d'une stratégie déployée à l'échelle du pays dans la droite ligne des objectifs de la CGPM, en particulier au chapitre de la pêche artisanale.

8. Les allocutions d'ouverture sont reproduites intégralement, dans leur langue d'origine, à l'annexe 4.

9. À l'issue de ces allocutions, M. Abdellah Srour, Secrétaire exécutif de la CGPM, a présenté les délégations et les observateurs, les a informés de l'organisation de la réunion, puis a fait rapport sur les pouvoirs des représentants.

10. La Commission a été informée de la déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'UE et ses États membres. L'ordre du jour, reproduit à l'annexe 1, a été adopté avec de légères modifications. La liste de tous les documents mis à la disposition de la Commission figure à l'annexe 3.

PROGRÈS EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS DE COOPÉRATION

11. En s'appuyant sur le document GFCM:42/2018/Inf.5, le Secrétariat de la CGPM a fait le point sur les questions de coopération, notamment avec les pays dans le cadre des lettres d'accord adoptées. Des informations sur la participation du Secrétariat de la CGPM aux instances mondiales et régionales pertinentes ont également été présentées, accompagnées d'un rapport intérimaire sur la mise en œuvre des protocoles d'accord existants avec les organisations partenaires.

12. Concernant les lettres d'accord signées avec la CGPM, les délégués de l'Albanie et de la Tunisie ont souligné combien leur mise en œuvre soutenait les efforts de leurs pays. Ils ont insisté sur l'importance des consultations annuelles et des rapports intérimaires sur l'état d'avancement de l'exécution des lettres d'accord.

13. La déléguée de l'Algérie a remercié la CGPM de l'assistance technique qu'elle se montrait disposée à fournir à son pays et a indiqué que ce dernier allait prochainement signer une lettre d'accord avec la Commission.

14. La déléguée de la République de Moldova a insisté sur l'importance de la coopération avec la CGPM. Elle a indiqué que son pays, après avoir signé la Déclaration de Sofia, avait accordé la priorité à certains domaines essentiels dans lesquels des progrès étaient nécessaires, dans l'objectif d'atteindre les cibles fixées dans la déclaration.

15. Le délégué de l'Ukraine a rappelé combien la coopération jouait un rôle majeur dans les questions liées à la pêche et à l'aquaculture en mer Noire. Son pays était devenu partie non contractante coopérante à la CGPM compte tenu de l'importance qu'il attachait à ces questions. Il a invité instamment la Commission à se conformer strictement aux principes du droit international et aux dispositions de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, notamment en reconnaissant la nature illicite des activités de pêche menées par la Fédération de Russie dans la région de Crimée, étant donné qu'une coopération à part entière ne serait possible que lorsque l'occupation de la région aurait pris fin et l'intégrité territoriale de l'Ukraine serait restaurée.

16. Le délégué de la Fédération de Russie a souligné que les questions de nature politique ne relevaient pas de la compétence de la CGPM et a proposé que celles-ci soient réglées de manière bilatérale ou dans le cadre des organisations internationales compétentes. Il a déclaré que seules les

résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives aux pêches durables étaient pertinentes dans le contexte des travaux de la Commission.

17. Le délégué de la Jordanie a rappelé que son pays avait sollicité l'octroi du statut de partie non contractante coopérante auprès de la CGPM dans l'objectif de promouvoir le développement de l'aquaculture. Il a fait savoir qu'il espérait que la Commission accèderait à cette demande.

18. La Commission est convenue à l'unanimité d'accorder le statut de partie non contractante coopérante à la Jordanie. Elle a par ailleurs invité les pays intéressés à signer une lettre d'accord avec la CGPM pour qu'ils puissent bénéficier de son assistance technique.

19. On a insisté sur le fait qu'il était important que le Secrétariat de la CGPM se tienne au courant des faits nouveaux pertinents à l'échelle régionale et internationale et qu'il en informe la Commission, notamment en ce qui concernait les négociations en cours en vue de l'adoption d'un accord juridiquement contraignant relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

20. Plusieurs organisations partenaires, dont l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS), l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), l'Organisation internationale pour le développement des pêches en Europe orientale et centrale (Eurofish), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Oceana, OceanCare, Shark Trust et le Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU Environnement-PAM), sont intervenues pour saluer les efforts de coopération avec la CGPM, y compris dans le contexte des protocoles d'accord en vigueur. Les déclarations des organisations partenaires sont reproduites intégralement, dans leur langue d'origine, à l'annexe 4.

21. Conformément à la décision qui avait été prise à sa précédente session, la Commission a signé un protocole d'accord avec l'OADA, visant à favoriser l'exécution conjointe d'activités liées, entre autres, à la collecte des données, à la pêche artisanale et à l'aquaculture. La Commission s'est déclarée satisfaite des efforts entrepris en vue de stimuler la coopération d'une manière générale, notamment par l'intermédiaire de nouveaux protocoles d'accord qui devraient être signés pendant la période intersessions avec les organisations désireuses d'officialiser la coopération déjà en place (en l'occurrence, le Conseil consultatif de la mer Noire [BISAC] et LIFE).

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS INTERSESSIONS DE 2017-2018 EN MATIÈRE DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE

Comité scientifique consultatif de l'aquaculture

22. Le Secrétariat de la CGPM, au nom de M. Ramón De La Figuera Morales, Président du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture (CAQ), a fait le point sur les activités intersessions en s'appuyant sur les documents GFCM:42/2018/3 et GFCM:42/2018/Inf.10. Parmi ces activités figuraient la mise en œuvre de la stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire, les activités des centres de démonstration de l'aquaculture en mer Noire et d'autres activités liées au marché, à la gouvernance et à la santé des animaux aquatiques.

23. Le délégué de la Tunisie a remercié la CGPM de l'appui qu'elle apportait à l'activité pilote visant à établir des zones affectées à l'aquaculture (AZA) dans la baie de Monastir, a noté que les résultats de l'activité pourraient servir d'exemple pour la région et a souligné que son pays était disposé à mener à bien cette action. En outre, il a demandé à la CGPM d'apporter un appui s'agissant des étapes suivantes, notamment l'élaboration d'orientations sur l'introduction d'espèces exotiques en vue de prendre des mesures de précaution à cet égard et d'éviter les effets négatifs sur les espèces locales.

24. La déléguée de l'UE a félicité le CAQ des travaux réalisés en vue de mettre en œuvre la stratégie pour l'aquaculture et a souligné qu'il fallait poursuivre les efforts déployés pour améliorer l'aspect relatif à la gouvernance. La liste d'indicateurs devant permettre de suivre les progrès de la stratégie était un pas important vers l'action.

25. Les délégations de l'Algérie, du Liban, du Maroc et du Monténégro ont mis l'accent sur le rôle important de l'aquaculture dans leur stratégie nationale ainsi que sur l'efficacité des activités menées par la CGPM pour mobiliser des soutiens en faveur du développement et du suivi de l'aquaculture. En particulier, les délégués du Liban et du Monténégro ont demandé qu'un appui soit apporté dans le domaine de l'aménagement de l'espace consacré à l'aquaculture et le délégué du Monténégro a constaté l'efficacité de la coopération avec le projet régional AdriaMed relatif au suivi de l'aquaculture.

26. Le représentant de l'UICN a souligné que son organisation œuvrait en faveur du développement durable de l'aquaculture en menant des activités de conservation de l'environnement dans le contexte de l'économie bleue et a dit espérer que la collaboration avec le CAQ se poursuive.

27. La représentante d'Eurofish a rappelé qu'un protocole d'accord était en cours avec la CGPM et a évoqué les activités qui avaient été menées en coopération, en particulier s'agissant des questions relatives au marché de l'aquaculture. Elle a signalé à la Commission qu'une conférence sur l'innovation dans le marché et l'innovation technologique aurait lieu en 2019 en Italie et a invité la CGPM à collaborer à cette initiative.

28. La Commission a salué les activités intersessions menées par le CAQ en vue de mettre en œuvre la stratégie pour l'aquaculture.

Comité scientifique consultatif des pêches

29. M. Othman Jarboui, Président du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC), a fait le point sur les activités intersessions en s'appuyant sur les documents GFCM:42/2018/2 et GFCM:42/2018/Inf.9. Il a, en particulier, mentionné les activités régionales et sous-régionales menées dans les domaines de l'évaluation des stocks, de l'environnement et des écosystèmes marins, de la collecte de données et de la pêche artisanale et de loisir ainsi que de l'évaluation de la pêche INDNR.

30. La déléguée de l'Algérie a insisté sur les efforts considérables déployés par son pays pour améliorer la collecte de données statistiques, avec l'appui de la CGPM, des projets régionaux de la FAO et de la Commission européenne.

31. Le délégué du Maroc a constaté que l'approche sous-régionale était efficace pour déterminer les activités prioritaires à mener par les pays qui participaient à la gestion commune des ressources. Rappelant que son pays avait veillé à la cohérence entre les plans d'action nationaux et la stratégie à moyen terme, il a évoqué les travaux qui étaient menés avec la CGPM en vue de réaliser une enquête conjointe sur les espèces démersales, l'enquête socio-économique et la feuille de route relative à la dorade rose, qui comprenait le renforcement de l'échantillonnage biologique aux fins d'un plan général de gestion adaptative de l'espèce. Il a également mentionné le projet, ambitieux, relatif aux captures accessoires d'espèces vulnérables, mené conjointement avec la CGPM et d'autres partenaires, et s'est dit convaincu qu'il déboucherait sur des résultats importants.

32. Le délégué de l'Égypte a salué la coopération entre la CGPM et les projets régionaux de la FAO et a noté qu'elle permettait de réaliser des progrès dans de nombreux domaines clés. De même, la coopération avec les organisations de protection de l'environnement avait donné des résultats encourageants.

33. La déléguée de l'Union européenne a elle aussi constaté les progrès réalisés par le CSC et a fait observer que le nombre de stocks évalués avait atteint un niveau record. Elle a toutefois appelé à redoubler d'efforts en faveur des espèces prioritaires afin d'atteindre les cibles définies dans la Déclaration MedFish4Ever. Elle a également mis l'accent sur les grandes avancées réalisées dans l'amélioration des plans de gestion pluriannuels existants (par exemple, celui relatif à la dorade rose en Méditerranée occidentale) et a souligné qu'il importait d'élaborer un plan de gestion pour la crevette rouge du large en Méditerranée orientale, une fois que les données nécessaires auraient été recueillies dans le cadre d'un programme de recherche. S'agissant de la fosse de Pomo/Jabuka dans la mer Adriatique, elle a indiqué qu'il fallait contrôler les activités de pêche et étudier l'incidence des mesures en place. Enfin, elle a encouragé le CSC à continuer d'établir des aires protégées, notamment dans les canyons de Bari et d'Otrante.

34. Le délégué de la Tunisie s'est également félicité des travaux du CSC, dans le cadre desquels les données disponibles étaient utilisées au mieux aux fins de la gestion des stocks au moyen de plans de gestion pluriannuels. Il a fait remarquer que, pour de nombreuses espèces prioritaires, la question de l'état des stocks devait également être abordée sous l'angle des aspects technologiques du matériel de pêche et de leur éventuelle intégration dans des plans de gestion.

35. La représentante d'OceanCare a attiré l'attention de la Commission sur les répercussions négatives du bruit en milieu marin sur les ressources biologiques marines, problème qui faisait l'objet d'une prise de conscience croissante, y compris au sein du Comité des pêches de la FAO et de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle a demandé au CSC d'apporter un appui aux travaux menés sur la question et a indiqué qu'OceanCare était prête à coopérer dans ce domaine.

36. Le représentant de l'UICN a encouragé la CGPM à poursuivre son travail sur la conservation de la biodiversité en reliant les processus de désignation de zones de pêche réglementées, d'écosystèmes marins vulnérables et d'aires spécialement protégées d'intérêt méditerranéen (ASPIM) afin d'avancer vers la mise en place d'un réseau d'aires marines protégées et d'autres mécanismes de gestion des pêches par zone.

37. La Commission a constaté la pertinence de l'approche sous-régionale, dans la mesure où les comités sous-régionaux et les groupes techniques ad hoc avaient amélioré la qualité de leurs avis scientifiques. Il a également été souligné qu'il convenait d'intensifier les activités du CSC à l'appui des plans de gestion pluriannuels.

Groupe de travail sur la mer Noire

37. M. Simion Nicolaev, Coordonnateur du Groupe de travail sur la mer Noire, a fait le point sur les activités intersessions, en s'appuyant sur les documents GFCM:42/2018/2 et GFCM:42/2018/Inf.7. Il a donné un aperçu des principaux éléments du projet BlackSea4Fish et des activités mises en œuvre pendant la première année, et a communiqué l'avis relatif à l'appui de la gestion.

38. La déléguée de l'UE a salué les travaux menés par le Groupe de travail et la contribution des experts nationaux dans le cadre du projet BlackSea4Fish. Elle a mentionné l'adoption récente de la Déclaration de Sofia et les différentes cibles qui y figurent, notamment quant à l'évaluation des stocks du bassin de la mer Noire.

39. Suite à une demande d'éclaircissements de la délégation de la Roumanie, les progrès en cours s'agissant de la création d'un centre de démonstration aquacole en Roumanie ont été brièvement présentés, en notant que ce centre représenterait un appui important à la diffusion de pratiques optimales dans la région.

40. Le Secrétaire exécutif a communiqué les avancées obtenues s'agissant de la mise en œuvre de l'approche sous-régionale. Après l'inauguration du premier bureau sous-régional de la CGPM, celui pour la mer Noire à Bourgas (Bulgarie), la Croatie a proposé d'accueillir une unité du même type pour la mer Adriatique, à Split, où les locaux nécessaires ont été trouvés. En ce qui concerne la Méditerranée occidentale, la municipalité de Malaga a proposé des locaux situés dans un centre international créé dans le cadre d'un protocole d'accord avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). S'agissant de la Méditerranée orientale, les échanges se poursuivent avec le Bureau de la FAO au Liban et avec les autorités libanaises, aux fins du lancement d'une unité. Enfin, pour la Méditerranée centrale, Malte et la Tunisie ont fait part de leur intérêt d'accueillir une unité sous-régionale.

Comité d'application

41. M. Randall Caruana, Président du Comité d'application, a fait un point rapide sur les activités relatives à l'application menées pendant la période intersessions, en s'appuyant sur les documents GFCM:42/2018/4 et GFCM:42/2018/Inf.8. Il a en particulier rendu compte des progrès obtenus dans la lutte contre la pêche INDNR et concernant le système de surveillance des navires par satellite (SSN).

42. La Commission a pris acte avec satisfaction des avancées importantes réalisées dans le cadre du Comité.

Autres activités stratégiques

43. Le Secrétariat de la CGPM a fait rapport sur les progrès accomplis dans certaines activités stratégiques, notamment les avancées relatives à l'organisation du Forum sur les sciences halieutiques en mer Méditerranée et en mer Noire, la prochaine édition de *La situation des pêches en Méditerranée et en mer Noire 2018* (SoMFi 2018) et les mesures prises dans le cadre du Plan d'action régional pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire.

44. La délégation de l'UE s'est félicitée de l'intérêt manifesté pour le forum susmentionné et a fait remarquer que cette manifestation ne devrait pas être limitée à des échanges de travaux scientifiques, mais qu'elle devrait aussi permettre de parvenir à des conclusions claires et concrètes, y compris quant aux futures méthodes de travail.

45. Le Président de la CGPM a exprimé le souhait que le forum contribue à la définition d'un plan par étapes visant à améliorer la qualité des activités scientifiques en Méditerranée et en mer Noire, et a demandé aux PCC de renforcer le rôle de la science dans la prise de décisions à tous les niveaux.

46. La délégation de l'UE a aussi rappelé la voie à suivre quant au Plan d'action régional pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire et a souligné qu'il fallait, tout en saluant les progrès accomplis, montrer que des avancées étaient rapidement obtenues dans la mise en œuvre des mesures et qu'elles s'accompagnaient de résultats concrets en faveur des pêcheurs. Elle a ainsi noté que des progrès étaient en cours, y compris la planification d'une conférence sur le développement social, pendant la période intersessions.

GESTION DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE

Avis en matière de gestion de l'aquaculture

47. Le Secrétariat de la CGPM, au nom du Président du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture (CAQ) et rappelant que les sessions du Comité avaient lieu tous les deux ans, a présenté

les principales conclusions et les principaux avis émanant des organes subsidiaires du Comité, en s'appuyant sur les documents GFCM:42/2018/3, GFCM:42/2018/Inf.10 et GFCM:42/2018/Inf.12, et a abordé les principaux volets de la stratégie en faveur de l'aquaculture.

48. Sur la base des bons résultats obtenus en mer Noire, la Commission a approuvé la création de nouveaux centres de démonstration de l'aquaculture dans diverses zones de la Méditerranée, en notant qu'ils permettraient aussi d'améliorer l'échange d'expériences entre les deux bassins. La Commission est aussi convenue d'élargir l'éventail des bénéficiaires des activités de ces centres afin d'y intégrer des techniciens, des administrateurs, le secteur privé (en particulier les petits producteurs), des investisseurs existants et potentiels et d'autres acteurs.

49. La Commission a encouragé la création d'un cadre régional sur l'introduction d'espèces non indigènes et la translocation d'espèces absentes dans la région pour leur utilisation en aquaculture, ainsi que sur les fugitifs et sur le repeuplement, afin de réduire au minimum les risques pour les écosystèmes et les habitats naturels.

50. Enfin, la Commission a reconnu que l'utilisation de l'analyse des risques en aquaculture était nécessaire en Méditerranée et en mer Noire comme outil de gestion à l'appui des mesures de biosécurité, y compris la mise en place de plans de surveillance visant à repérer l'apparition et la diffusion de maladies.

Avis relatifs à la gestion des pêches et à la conservation des ressources halieutiques

51. Le Président du Comité scientifique consultatif et le coordonnateur du Groupe de travail sur la mer Noire ont présenté, en s'appuyant sur les documents GFCM:42/2018/2, GFCM:42/2018/Inf.7 et GFCM:42/2018/Inf.9, les avis concernant l'état des stocks des espèces prioritaires, la gestion de certaines pêches au niveau sous-régional, la collecte des données, la pêche artisanale et de loisir et les interactions entre la pêche et les écosystèmes marins.

52. À l'issue d'un débat approfondi, la Commission est convenue des décisions et des recommandations ci-après.

Anguille d'Europe

53. À la lumière de la situation critique de l'anguille d'Europe en Méditerranée, la Commission a reconnu qu'il était nécessaire d'agir. À cet égard, la délégation de l'UE, conjointement avec l'Algérie et la Tunisie, a présenté une proposition en faveur de l'adoption d'un plan de gestion pluriannuel de l'anguille d'Europe en Méditerranée. Cette proposition visait à assurer la reconstitution des stocks au moyen d'une approche en deux étapes, prévoyant d'abord la mise en œuvre de mesures de gestion générales (autorisations de pêche, déclaration des débarquements, diminution des captures et restrictions temporaires), l'établissement de programmes nationaux et le lancement d'un projet de recherche, puis un renforcement des mesures de gestion pour l'avenir. La délégation de l'UE a fait remarquer que le champ d'application de la proposition englobait les eaux marines, saumâtres et les eaux douces de transition dans toute la Méditerranée.

54. Le délégué de l'Égypte s'est dit préoccupé par l'application des mesures de gestion de l'anguille d'Europe dans les lacs égyptiens, où se trouvaient un certain nombre non enregistré de navires de pêche utilisant divers métiers et techniques de pêche sans contrôle strict de l'effort de pêche; dans ce contexte, plusieurs années seraient nécessaires avant la mise en œuvre d'un plan de gestion quel qu'il soit. Il a expliqué cependant que des améliorations étaient en train d'être apportées à la législation nationale afin que celle-ci soit alignée sur les objectifs généraux et spécifiques des plans de gestion pluriannuels proposés.

55. La déléguée de la Turquie a rappelé que son pays avait mis en œuvre plusieurs mesures de gestion pour assurer la viabilité de la pêche à l'anguille d'Europe, y compris des restrictions concernant la taille des prises, ce qui avait permis d'imposer un véritable contrôle sur le volume total des captures au niveau national.

56. Le Secrétariat de la CGPM a été invité à communiquer à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) les informations pertinentes relatives à la préservation de l'anguille européennes et aux actions en cours menées par la CGPM.

57. Au terme de discussions approfondies entre les délégués de l'Égypte, de la Tunisie et de la Turquie, le délégué de l'Égypte a suggéré une mise en œuvre progressive des mesures de gestion à partir de 2019.

58. Après quelques modifications apportées à la lumière des observations formulées, la Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/1 relative à un plan de gestion pluriannuel de l'anguille d'Europe en mer Méditerranée, dont le texte est reproduit à l'annexe 5.

Corail rouge

59. S'agissant du corail rouge et de la Recommandation CGPM/41/2017/5, le Président du CSC a noté que, compte tenu du fait qu'aucune information n'avait été communiquée par les PCC sur l'utilisation de véhicules commandés à distance, le Comité n'était pas en mesure de formuler les avis qui étaient attendus aux termes de la recommandation.

60. Les délégués de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ont mentionné le fait que leurs pays étaient désireux d'utiliser des véhicules commandés à distance pour évaluer l'état des ressources, et ce, à compter de 2019.

61. Rappelant les dispositions de la recommandation, la Commission a souligné qu'il était important de faire avancer, autant que possible durant la période intersessions à venir, les travaux visant à collecter des données pertinentes sur le corail rouge. Elle est convenue que, pour y parvenir, il faudrait, entre autres, lancer un programme de recherche en tenant compte des éléments fournis par le CSC, plutôt que de passer par un appel d'offres comme cela était initialement prévu dans la recommandation. La Commission est également convenue qu'il importait de faire rapport sur les travaux menés et les progrès accomplis aux organes compétents, tels que la CITES.

Écosystèmes marins vulnérables

62. Le Président du CSC a rappelé les travaux effectués pendant la période intersessions sur les écosystèmes marins vulnérables, qui avaient abouti à un avis recommandant l'adoption de divers éléments pour la protection de ces écosystèmes, notamment l'établissement d'un protocole de signalement en cas de rencontre d'un écosystème marin vulnérable, la cartographie des zones de pêche en eaux profondes existantes et la mise au point d'un protocole de compte rendu des activités exploratoires sur la pêche en eaux profondes.

63. La délégation de l'UE, dont les vues étaient partagées par l'Égypte, a estimé qu'il était important de poursuivre les travaux visant à établir des zones de pêche réglementées et à faire en sorte qu'elles soient dûment mises en œuvre et contrôlées.

64. Concernant les initiatives régionales en cours pour établir des zones de pêche réglementées, le délégué du Maroc a souligné qu'un grand nombre d'aires protégées avaient déjà été créées au niveau

national. Il a demandé un soutien pour que ces aires marines protégées soient prises en compte dans l'appréciation de la cible de 10 pour cent de zones côtières et marines protégées (Objectif d'Aichi 11).

65. La Commission a approuvé la proposition relative à l'établissement de protocoles sur les écosystèmes marins vulnérables et les activités de pêche exploratoire, de même que les éléments concernant la cartographie des zones de pêche en eaux profondes, tels que présentés à l'annexe 17.

Pêche au requin

66. La délégation de l'UE a présenté une proposition d'amendement à la Recommandation CGPM/36/2012/3 concernant des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d'application de la CGPM.

67. Le délégué du Maroc a pleinement appuyé la proposition en faisant valoir qu'elle pouvait contribuer à l'exploitation durable des requins et des raies dans la région. Il a toutefois demandé une dérogation concernant l'interdiction de pêcher à moins de trois milles marins du littoral, compte tenu du fait que le Maroc avait instauré un zonage côtier autorisant certaines activités de pêche dans des zones particulières situées à une distance inférieure à la limite proposée.

68. La délégation de l'UE a fait remarquer que le texte de la proposition stipulait également les motifs pouvant justifier l'application de dérogations spécifiques et géographiquement limitées.

69. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/2 relative à des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d'application de la CPGM, modifiant la Recommandation CGPM/36/2012/3, dont le texte figure à l'annexe 6.

Pêche de gambons et de crevettes rouges en eaux profondes en Méditerranée orientale et centrale

70. La déléguée de l'UE a présenté deux propositions en faveur de l'établissement de plans de gestion pluriannuels pour la pêche au chalut durable du gambon rouge et de la crevette rouge en eaux profondes en Méditerranée orientale et centrale. Elle a souligné que des plans identiques étaient proposés pour les deux zones de pêche afin de promouvoir une approche de précaution pour la gestion de ces deux espèces importantes. À l'instar des mesures proposées pour d'autres pêches, ces plans étaient fondés sur une approche en deux étapes prévoyant, dans un premier temps, la mise en œuvre progressive de mesures de gestion générales (autorisations de pêche), le recensement des lieux de pêche, la collecte de données et la mise en place de programmes d'inspection pilotes en haute mer, puis dans un second temps, la définition et la proposition de mesures à caractère plus permanent en fonction des résultats obtenus.

71. Le délégué de l'Égypte a souligné qu'il était important de gérer cette ressource mais qu'il convenait de mettre en place, dans un premier temps, des autorisations de pêche et, par la suite, un programme d'une année afin d'étudier le stock en vue de l'élaboration de nouvelles mesures. Les délégués de l'Égypte et de la Turquie ont expliqué qu'il n'existait pas encore de liste des navires autorisés pour la pêche aux gambons et aux crevettes rouges et que celle-ci devrait être dressée dans le courant de l'année prochaine.

72. Au cours du débat qui a suivi, la déléguée de l'UE a fourni des précisions sur les principales étapes du plan de gestion, qui comprenait notamment une première phase durant laquelle des mesures transitoires de précaution, telles que la mise en place d'une liste des navires autorisés, seraient mises en œuvre, dans l'attente d'un avis plus précis du CSC; après cette phase, des mesures permanentes devraient être adoptées sur la base des avis scientifiques. La Commission a noté que l'Égypte et la

Turquie pourraient rencontrer des difficultés quant à l'application des mesures concernant la période de référence 2014–2017.

73. La représentante d'Oceana a salué ces propositions et a insisté sur la nécessité d'assurer une protection systématique des nourriceries plutôt que d'une mesure complémentaire dans le cadre des plans de gestion pluriannuels. Elle a également rappelé l'engagement pris d'établir un réseau d'habitats halieutiques essentiels d'ici 2018, conformément à la Déclaration MedFish4Ever et à la Résolution CGPM/41/2017/5 relative à l'établissement d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels dans la zone d'application de la CGPM.

74. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/3 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer du Levant (sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27), dont le texte figure à l'annexe 7, ainsi que la Recommandation CGPM/42/2018/4 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer Ionienne (sous-régions géographiques 19, 20 et 21), dont le texte figure à l'annexe 8.

Pêche démersale en Méditerranée centrale

75. La déléguée de l'UE a présenté une proposition en faveur de l'établissement d'un plan de gestion pluriannuel pour la pêche au chalut de fond des stocks démersaux dans le canal de Sicile. Elle a précisé que cette proposition abrogeait les Recommandations CGPM/39/2015/2 et CGPM/40/2016/4 et en regroupait les dispositions, tout en simplifiant la portée de la nouvelle recommandation et en la rendant applicable quelle que soit la composition par espèces des captures.

76. La délégation de la Tunisie, dont la position était partagée par l'UE et le Fonds mondial pour la nature (WWF), a souligné à quel point il était important d'améliorer la sélectivité des engins de pêche, notamment au moyen de grilles et de panneaux, et de promouvoir la réduction des rejets. La délégation de l'UE a proposé de faire de la sélectivité des engins de pêche une priorité du projet régional d'évaluation et contrôle des écosystèmes et des ressources des pêches dans le détroit de Sicile (MedSudMed), en veillant à rendre compte des résultats obtenus et à les intégrer dans les avis formulés par le Groupe de travail sur la technologie des pêches (WGFiT).

77. Après quelques modifications apportées à la lumière des observations formulées par la Tunisie, la Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/5 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut de fond exploitant les stocks démersaux dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), abrogeant les Recommandations CGPM/39/2015/2 et CGPM/40/2016/4, dont le texte figure à l'annexe 9.

78. La délégation de l'UE a également présenté une proposition de modification de la Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16).

79. La représentante de MedReact, au nom de Greenpeace Italie, a remarqué que l'établissement, en 2016, de zones de pêche réglementées protégeant trois zones de nourriceries dans le canal de Sicile avait été suivi par une augmentation de la pêche au chalut de fond dans ces zones par rapport à l'année précédant leur adoption. Elle a en outre souligné que, si ce problème d'application par les PCC n'était pas examiné d'urgence, l'efficacité et la crédibilité des plans de gestion pluriannuels de la CGPM serait remises en cause.

80. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/6 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), modifiant la Recommandation CGPM/41/2017/8, dont le texte figure à l'annexe 10.

Crabe bleu en Méditerranée centrale

81. La déléguée de l'Union européenne a présenté, conjointement avec la délégation de la Tunisie, une proposition relative à la création d'un programme de recherche régional et à l'adoption de mesures de transition concernant le crabe bleu (*Portunus segnis*) en Méditerranée centrale. Elle a souligné qu'il fallait effectuer davantage de recherches sur cette espèce lessepsienne afin de mieux connaître ses incidences sur les écosystèmes et sur la pêche, en particulier la pêche artisanale. Elle a également fait observer qu'une seconde espèce non indigène, originaire de l'Atlantique, *Callinectes sapidus*, était présente et avait des effets notables en Méditerranée occidentale, et a proposé que la recommandation porte également sur cette espèce.

82. Le délégué de la Tunisie a souligné qu'il importait de mener des interventions à un stade précoce s'agissant des espèces non indigènes et a proposé de mettre en place un réseau régional de suivi des espèces non indigènes, dont le mandat, la structure et le fonctionnement devaient être clairement définis; les délégations de l'Égypte et de l'Union européenne ainsi que l'UICN ont fait écho à ce point de vue. Le Secrétariat de la CGPM a rappelé à cet égard que les activités menées conjointement par la CGPM et l'ONU Environnement-PAM avaient débouché sur l'établissement d'un plan pilote de suivi des espèces non indigènes en Méditerranée orientale et que le Comité sous-régional pour la Méditerranée centrale avait proposé d'inclure la Méditerranée centrale dans la zone géographique couverte par le plan. Le plan et la proposition avaient été approuvés par le CSC.

83. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/7 relative à un programme de recherche régional sur le crabe bleu en mer Méditerranée, qui portera sur *Portunus segnis* et *Callinectes sapidus*, telle que reproduite à l'annexe 11. La Commission est en outre convenue de mettre en place un réseau de suivi en élargissant la couverture géographique du réseau créé dans le cadre du projet pilote en Méditerranée orientale. Le réseau se servirait des bases de données et des plateformes d'observation existantes, dont le Cadre de référence pour la collecte de données (DCRF) et la base de données MAMIAS (relative aux espèces marines non indigènes et envahissantes en Méditerranée) du Plan d'action pour la Méditerranée, ainsi que des campagnes en mer prévues. La coordination avec ONU Environnement-MAP devra se faire durant la période intersessions, conformément au protocole d'accord en vigueur, afin de déterminer le mode de fonctionnement du réseau et de manière à obtenir des avis qui soient utiles aux deux organisations.

Pêche démersale en mer Adriatique

84. Il a été rappelé à la Commission que les ressources démersales de l'Adriatique étaient en mauvais état et que la zone de pêche réglementée de la fosse de Pomo/Jabuka revêtait un rôle important dans la protection des populations juvéniles de merlu européen dans la sous-région. Un projet de programme de suivi scientifique avait été élaboré afin d'aider le CSC à évaluer l'efficacité de la zone de pêche réglementée et, à cet égard, il a été souligné qu'il importait que les scientifiques collaborent efficacement.

85. La déléguée de l'Union européenne a souligné le rôle du projet régional AdriaMed dans ce contexte, et a rappelé que la reprise des activités du Groupe de travail sur les aires marines protégées (WGMPPA) permettrait de disposer d'une enceinte adéquate pour examiner les résultats obtenus dans le cadre de ce programme en particulier et, de manière générale, dans le cadre de toutes les zones de pêche réglementées.

86. Le représentant du Conseil consultatif de la Méditerranée (MEDAC) a indiqué que le MEDAC avait créé un groupe de travail ad hoc chargé des questions relatives à la fosse de Pomo/Jabuka en vue de définir un système de cogestion faisant intervenir scientifiques, parties prenantes et administrations. Le coordonnateur du projet régional AdriaMed a également indiqué que des réunions, des activités de collecte de données et des travaux préliminaires visant à évaluer la zone de pêche réglementée de la fosse de Pomo/Jabuka avaient eu lieu et que leurs résultats seraient présentés aux organes subsidiaires du CSC.

Pêche de petits pélagiques en mer Adriatique

87. La déléguée de l'Union européenne a présenté une proposition tendant à élaborer de nouvelles mesures d'urgence pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique (sous-régions géographiques 17 et 18). Elle a rappelé que les mesures d'urgence en place allaient prendre fin et que le mauvais état des stocks, en particulier des stocks d'anchois, nécessitait de prendre de nouvelles mesures. Par conséquent, la proposition prévoyait une nouvelle réduction des niveaux de captures, le gel de l'effort de pêche, de nouvelles fermetures spatiales et temporelles ainsi que des avis améliorés et la mise en place d'un programme d'inspection. Enfin, la déléguée de l'Union européenne a souligné que ces mesures devraient être appliquées à compter du 1^{er} janvier 2019.

88. Le délégué de l'Albanie a fait observer que l'Albanie était un petit pays dans lequel le secteur de la pêche, en développement, se caractérisait par un faible niveau de captures, d'effort de pêche et de capacité de pêche et dans lequel le secteur de la transformation, en cours de renforcement, était à l'origine de nombreux emplois. Il a également souligné que la plupart des mesures proposées par l'Union européenne avaient déjà été transposées dans la législation nationale et que l'Albanie était favorable à la proposition.

89. La déléguée du Monténégro a fait remarquer que la majorité des mesures d'urgence spatiales et temporelles proposées avaient déjà été adoptées par son pays et qu'il ne serait pas difficile d'adopter des mesures supplémentaires. S'agissant de la limite de captures, elle a indiqué que, compte tenu du manque de données statistiques valides sur les captures réalisées en 2014, le Monténégro ne pourrait pas établir de limite de captures sur la base des captures de 2014. Dans la mesure où le Monténégro réalisait moins d'un pour cent des captures totales de petits pélagiques en Adriatique, elle a demandé qu'il soit tenu compte des particularités de son pays dans la recommandation et que celle-ci soit adaptée en conséquence.

90. La Commission, après l'avoir modifiée conformément aux observations de l'Albanie et du Monténégro, a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/8 relative à de nouvelles mesures d'urgence en 2019–2021 pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique (sous-régions géographiques 17 et 18), reproduite à l'annexe 12.

91. La représentante du WWF a fait observer que l'adoption de la recommandation était importante et opportune compte tenu de l'état actuel des ressources. Elle a également souligné que le WWF était favorable à une réduction annuelle des captures de cinq pour cent par rapport au niveau des captures de 2014, conformément aux avis scientifiques disponibles.

Dorade rose en Méditerranée occidentale

92. La Commission a examiné la proposition mise en attente relative à l'établissement d'une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en Méditerranée, dont le texte est reproduit à l'annexe 16.

93. La déléguée du Maroc a souligné que son pays ainsi que l'Espagne étaient en train de travailler à la collecte et l'analyse d'informations sur cette pêche, y compris les aspects biologiques de cette espèce. Elle a fait observer que ces informations devraient être analysées en détail afin d'obtenir une estimation solide de la taille minimale de référence de conservation. À cet égard, il a été convenu que le CSC donnerait un avis sur la taille minimale de référence en 2019.

94. Le Secrétaire exécutif de la CGPM, eu égard aux débats sur les stocks de dorade rose dans la mer d'Alboran, a appelé l'attention des PCC sur les questions relatives à la limite occidentale de la zone de compétence de la CGPM. Il a rappelé qu'il avait été demandé au Secrétariat de la CGPM de solliciter l'avis du Bureau juridique de la FAO au sujet des limites précises de la zone, en particulier la limite avec l'océan Atlantique. Il a signalé que le Bureau juridique de la FAO avait confirmé que l'Accord portant création de la CGPM n'indiquait pas expressément que le détroit de Gibraltar ne faisait pas partie de la zone de compétence de la CGPM. Cependant, la Commission, par sa Recommandation CGPM/33/2009/2, avait créé des sous-régions géographiques sur la base des limites de la zone statistique 37 de la FAO. Le Bureau juridique de la FAO a donc proposé aux parties contractantes de mieux définir la limite occidentale de la zone de compétence de la CGPM soit en modifiant l'Accord portant création de la CGPM, soit en modifiant la Recommandation CGPM/33/2009/2, soit en ajoutant un critère géographique relatif à la gestion de la dorade rose dans le plan de gestion correspondant. S'agissant des mandats des organes régionaux des pêches compétents, en particulier la Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE) et le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE), une partie du détroit de Gibraltar pourrait soit relever du mandat de la CGPM, soit ne relever d'aucun mandat de gestion. Il s'agit de la portion du détroit au sud qui s'étend au-delà de la limite occidentale de la zone statistique 37 de la FAO jusqu'à la ligne qui relie le cap Spartel au cap de Trafalgar, à proximité de la côte marocaine.

95. La déléguée du Maroc était également d'avis que l'Accord portant création de la CGPM ne déterminait pas clairement la limite occidentale de la zone de compétence de la CGPM. Toutefois, l'Organisation hydrographique internationale avait délimité la mer Méditerranée à partir d'une limite occidentale représentée par la ligne qui reliait le cap Spartel au cap de Trafalgar, c'est-à-dire au-delà des limites de la zone statistique 37 de la FAO. La déléguée du Maroc a expliqué que, en termes de gestion, son pays considérait que cette limite (le cap Spartel) était celle qui s'appliquait aux activités de gestion de la dorade rose. Elle a ajouté qu'une approche similaire était utilisée par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) aux fins des activités de gestion de l'espadon.

96. La déléguée de l'Union européenne s'est dite favorable au maintien de la délimitation actuelle de la zone d'application de la CGPM conformément aux sous-régions géographiques et aux divisions statistiques de la FAO existantes, étant donné que cela était également en accord avec les règles de l'UE dans le cadre de la politique commune de la pêche et avec les compétences des autres organisations internationales. Elle a suggéré de renvoyer toute décision sur cette question à la prochaine session de la Commission.

97. La déléguée du Maroc s'est dite préoccupée à l'idée que la CGPM puisse adopter un plan de gestion portant sur une zone qui ne relèverait pas complètement de son mandat ni du mandat d'un autre organe régional des pêches compétent. Elle a expliqué que le Maroc considérait que la totalité du détroit de Gibraltar faisait partie de la zone de compétence de la CGPM à des fins scientifiques et que, dans ces conditions, le Maroc mènerait des activités à des fins scientifiques en considérant le cap Spartel comme la limite occidentale de la zone.

98. La Commission, eu égard également au lancement d'une deuxième évaluation de performances, est convenue que la question serait reportée à la session annuelle suivante en vue de déterminer la limite occidentale de la zone de compétence de la CGPM.

Rapana veiné en mer Noire

99. La déléguée de l'Union européenne a présenté une proposition de programme de recherche sur le rapana veiné en mer Noire. Prenant acte des mesures de conservation appliquées par les différentes PCC, elle a souligné qu'il importait de disposer d'un ensemble de mesures de conservation communes élaborées avec toutes les PCC et validées par le Groupe de travail ad hoc sur la mer Noire.

100. La délégation de la Turquie s'est félicitée de la proposition, a insisté sur les incidences négatives de la pêche du rapana veiné sur les autres ressources démersales et a proposé de protéger ces dernières au moyen d'un arrêt temporaire de la pêche.

101. À l'issue des débats, les délégués sont convenus de mettre l'accent sur la collecte d'informations et l'amélioration des avis donnés. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/9 relative à un programme de recherche régional et à des mesures transitoires pour les pêches exploitant le rapana veiné en mer Noire (sous-région géographique 29), reproduite à l'annexe 13.

Pêche artisanale et pêche de loisir

102. Le Président du CSC a rappelé que la proposition relative aux mesures concernant la pêche de loisir en Méditerranée était en suspens depuis la tenue de la quarante et unième session de la Commission. La déléguée de l'UE a indiqué que cette proposition n'était pas adaptée à la situation actuelle de la région; elle a proposé que soient plutôt poursuivies les activités consacrées au projet de manuel sur la pêche de loisir, à la lumière de l'avis du Comité, et qu'une nouvelle recommandation soit éventuellement adoptée, compte tenu de l'impact de ces activités.

103. Les délégations du Liban, du Maroc et de la Turquie sont aussi convenues de consacrer des efforts supplémentaires à l'enrichissement des connaissances sur la pêche de loisir, en testant les méthodes proposées et en formulant des avis sur les mesures de suivi. En particulier, la déléguée de la Turquie a signalé le règlement de son pays en matière de pêche de loisir et a exprimé son désir de partager des compétences spécialisées.

104. Le Président du CSC a rappelé le rôle que la Commission jouait à l'appui de la mise en œuvre du Plan d'action régional pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire, y compris la définition de cibles et d'un calendrier. Le Président de la CGPM a noté que la mise en œuvre du Plan d'action régional était un processus complexe, qui exigeait un examen approfondi des activités en cours et une analyse des besoins, en accord avec les organisations partenaires.

105. Les délégations de l'Algérie, du Maroc et de l'UE ont signalé qu'elles soutenaient l'établissement d'un calendrier, y compris la définition de priorités à court et moyen termes, aux fins de la mise en œuvre efficace et efficiente du Plan d'action régional.

Collecte de données et indicateurs de qualité

106. La Commission a décidé de prolonger l'étude de faisabilité concernant l'application d'indicateurs de qualité (actualité, exhaustivité, conformité, stabilité et cohérence) relatifs aux données transmises par toutes les PCC au moyen de la plateforme en ligne du DCRF, conformément à la Recommandation CGPM/41/2017/6. L'étude se poursuivra pendant la prochaine période intersessions, en vue d'appliquer régulièrement ces indicateurs de qualité des données à l'avenir.

Pêche illícite, non déclarée et non réglementée

107. La Commission a approuvé le plan de travail concernant l'évaluation/la quantification de la pêche INDNR, y compris l'enquête destinée à faciliter l'évaluation de la pêche INDNR en Méditerranée

et en mer Noire, et a décidé d'un commun accord que les trois premières activités du plan de travail devaient être mises en œuvre. Sur la base des résultats obtenus, le CSC, en coopération avec le Comité d'application selon qu'il conviendra, formulera des avis sur les autres activités qui seront nécessaires pour achever l'évaluation.

Autres questions intéressant la gestion des pêches

108. Sur la base des débats tenus au sein du CSC, du Groupe de travail sur la mer Noire et de leurs organes subsidiaires, un tableau actualisé des espèces prioritaires a été présenté et examiné, aux fins de la formulation d'avis.

109. Le délégué de la Tunisie a souligné l'importance de la pieuvre et de la langouste pour la pêche artisanale dans les eaux tunisiennes. Il a remarqué qu'il était nécessaire d'évaluer l'état du stock et qu'il faudrait adopter des mesures de gestion de ces espèces à l'avenir, et a invité la Commission à examiner l'intégration de ces espèces dans la nouvelle liste des espèces prioritaires. La Commission a reconnu l'importance de ces deux espèces et a suggéré que la question soit de nouveau envisagée au cours de la prochaine session annuelle, après examen au sein du CSC et de ses organes subsidiaires.

110. La délégation du Maroc a souligné que la coryphène ne devrait pas être considérée comme une espèce prioritaire dans l'ensemble de la Méditerranée occidentale. À cet égard, le Secrétariat de la CGPM a rappelé à la Commission que la Recommandation CGPM/30/2006/2 sur l'établissement d'une saison de fermeture pour les pêcheries de coryphène utilisant des dispositifs de concentration du poisson s'appliquait à toute flottille pêchant cette espèce et a demandé que des informations sur les prises de cette pêche soient communiquées.

111. La Commission a adopté une liste révisée des espèces prioritaires, qui figure à l'annexe 18.

112. À l'issue des débats sur les avis relatifs à la gestion des pêches, la délégation de la Libye a demandé une assistance technique adaptée dans ce domaine, en particulier à la lumière de la situation actuelle de son pays. Les délégations de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie et de l'UE ont exprimé leur soutien. La délégation du Liban a mentionné l'expérience positive de l'initiative «Action concertée pour le Liban» et a encouragé la Libye à suivre un processus analogue. La Commission a décidé de procéder selon ce qui précède et a invité le Secrétariat de la CGPM à suivre la question, y compris au moyen d'une réunion initiale visant à définir les éléments d'un plan par étapes d'assistance technique.

Avis en matière d'application

113. Le Président du Comité d'application a présenté les grandes lignes de l'avis émanant du Comité concernant la gestion des pêches, qui a conduit à la présentation de propositions de décisions qui soutiendraient les travaux de la Commission aux fins de l'application des mesures en vigueur.

114. Sur la base du document GFCM/42/2018/7, il a été rappelé que, en conséquence de l'adoption de la Recommandation CGPM/41/2017/6 relative à la communication de données concernant les activités de pêche dans la zone d'application de la CGPM et de la Résolution CGPM/41/2017/6 relative à l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale, le Comité, à sa douzième session, était convenu de la nécessité d'adapter certains champs de données figurant dans des décisions antérieures de la CGPM aux nouvelles obligations relatives aux données.

115. La Commission a décidé d'adapter les champs de données concernés dans ces décisions aux nouvelles exigences relatives aux données.

116. La déléguée de l'UE a présenté une proposition relative à l'accès aux informations et aux données concernant le suivi, le contrôle et la surveillance dans le cadre des programmes conjoints d'inspection et de surveillance. Elle a signalé que certaines interactions entre le Secrétariat de la CGPM et les PCC devraient être améliorées dans le cadre de la mise en œuvre de ces programmes, y compris au moyen de l'établissement de listes de bateaux de pêche autorisés. Elle a expliqué que la proposition prévoyait la communication d'informations uniquement à titre volontaire, lorsque l'État du pavillon était d'accord, et dans le cadre des programmes d'inspection en vigueur.

117. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/10 relative à l'accès aux informations et aux données concernant le suivi, le contrôle et la surveillance dans le cadre des programmes conjoints d'inspection et de surveillance, telle qu'elle figure à l'annexe 14.

118. La délégation du Liban a souligné qu'elle vérifierait la conformité de cette recommandation avec la législation libanaise et qu'elle ferait rapport au Secrétariat de la CGPM en temps voulu.

119. Le représentant d'Oceana s'est félicité de l'adoption de cette recommandation, compte tenu de la nécessité de promouvoir la transparence au niveau régional. Il a encouragé la CGPM à élargir cette approche de manière à englober toutes les navires sur le registre régional des navires de pêche de la CGPM, conformément aux dispositions pertinentes du plan d'action régional pour la lutte contre la pêche INDNR.

120. La délégation de l'UE a ensuite présenté une proposition relative au marquage régional des engins de pêche, dans le but, au bout du compte, de mieux contrôler les activités de pêche. Des recommandations analogues existent déjà depuis un certain temps dans d'autres organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et, plus récemment, la FAO a adopté un ensemble de directives relatives à cette question. Il était temps que la CGPM prenne elle aussi des mesures sur le marquage des engins de pêche afin d'amorcer des processus dans ce domaine au niveau national.

121. Les délégations de l'Égypte et de la Tunisie ont noté qu'il pourrait être difficile de convaincre les pêcheurs de respecter les dispositions de la proposition. Elles ont par conséquent suggéré qu'une phase pilote puisse être lancée afin d'évaluer la mise en œuvre de la recommandation, y compris au niveau sous-régional. Le Groupe de travail sur la technologie des pêches pourrait être chargé d'examiner les résultats de cette phase pilote et faire rapport au Comité.

122. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/42/2018/11 relative au marquage régional des engins de pêche, dont le texte est reproduit à l'annexe 15.

QUESTIONS ÉMANANT DU COMITÉ D'APPLICATION

123. Le Président du Comité d'application a mentionné les questions pertinentes émanant du Comité, à sa douzième session, qui étaient en rapport avec le processus d'identification et d'éclaircissements, la liste CGPM des navires impliqués dans des activités de pêche INDNR, la mise en place du système de surveillance des navires par satellite et des systèmes de contrôle connexes et la célébration de la Journée internationale de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Processus d'identification et d'éclaircissements

124. Le délégué de l'Ukraine a indiqué que son pays demeurerait fermement résolu à mettre en œuvre les recommandations de la CGPM mais a exprimé de profondes préoccupations quant aux dispositions de la Recommandation CGPM/41/2017/4 relative à un plan de gestion pluriannuel pour les pêcheries de turbot en mer Noire (sous-région géographique 29), son pays considérant que ces dispositions n'étaient pas conformes avec le droit international, tel que présenté dans les résolutions pertinentes de

l'Assemblée générale des Nations Unies. De ce fait, il a communiqué que l'Ukraine ne pourrait pas appliquer cette recommandation. Il a informé la Commission que l'Ukraine était prête à collaborer avec les PCC concernées pendant la période intersessions en vue d'apporter à la recommandation les modifications qui permettraient à son pays de mettre en œuvre des mesures de gestion relatives au turbot correspondant à des chiffres de captures précis.

125. La représentante de Shark Trust a rappelé qu'il restait encore beaucoup à faire s'agissant de la communication de comptes rendus détaillés sur les textes de loi nationaux en vigueur aux fins de la protection des élasmobranches, conformément aux recommandations actuelles de la CGPM. Elle a demandé que davantage d'efforts soient consentis aux fins de la collecte de données sur ces espèces.

126. La Commission a décidé d'un commun accord que des lettres de préoccupation seraient envoyées aux PCC ayant déclaré au Comité d'application ne pas avoir appliqué certaines recommandations de la CGPM, y compris la non-transmission de données. Par ailleurs, une lettre de préoccupation sera envoyée à Monaco et à la République de Moldova, qui n'ont pas présenté leur rapport national au Comité d'application, à sa douzième session.

127. La Commission est aussi convenue que des lettres signées par le Président de la CGPM seraient envoyées pendant la période intersessions, par les voies diplomatiques officielles, afin d'inviter les parties non contractantes coopérantes à devenir membres de la Commission.

Liste CGPM des navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM

128. La liste CGPM provisoire des navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (liste CGPM des navires INDNR) a été présentée avec, comme support, le document GFCM:42/2018/Inf.11.

129. La délégation de l'UE a attiré l'attention de la Commission sur plusieurs inexactitudes dans la liste et a demandé au Secrétariat de la CGPM de modifier celle-ci, conformément aux observations communiquées.

130. Le délégué de l'Ukraine a informé la Commission que l'agence d'État chargée de la pêche s'employait à mettre en lumière les activités du navire de pêche Nefelin et communiquerait à cet égard des informations à l'attention du Secrétariat en temps voulu.

131. La Commission a décidé d'inscrire provisoirement le Nefelin sur la liste CGPM des navires INDNR. Elle a demandé au Secrétariat de la CGPM de modifier la liste conformément aux observations reçues et de la transmettre, une fois adoptée, aux autres ORGP, à des fins de recoupement entre les différentes listes.

Système de surveillance des navires par satellite et systèmes de contrôle connexes

132. La Commission s'est félicitée de l'état d'avancement de la réalisation d'une étude régionale pilote sur le SSN et les systèmes de contrôle connexes et a demandé que cette activité soit poursuivie pendant la période intersessions, en se concentrant sur l'amélioration de l'interopérabilité entre les systèmes de contrôle mis en place au niveau régional.

133. Le représentant d'Oceana a appuyé la proposition visant à ce que, dans le cadre de l'étude régionale pilote en cours sur le SSN et les systèmes de contrôle connexes, le Comité surveille de manière efficace les zones de pêche réglementées.

Célébration de la Journée internationale de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

134. La Commission s'est félicitée de la célébration de la Journée internationale de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et a encouragé les PCC à soutenir activement cette initiative, y compris aux niveaux national et régional, en organisant des manifestations spéciales.

135. Les délégations de l'Égypte, de la Tunisie et de l'UE ont avancé l'idée que cette célébration devrait être l'occasion de faire le point sur les progrès obtenus dans la lutte contre la pêche INDNR et ont indiqué plus particulièrement que les pratiques optimales pourraient être distinguées.

Lancement de la deuxième évaluation des performances de la CGPM, y compris l'évaluation de la mise en œuvre de l'approche sous-régionale

136. Le Secrétariat de la CGPM a présenté les grandes lignes d'une proposition visant à lancer une deuxième évaluation des performances de la CGPM, conformément aux récentes directives de l'Assemblée générale des Nations Unies. Une première évaluation de ce type a été réalisée en 2009 et il est temps de faire le point sur les dernières évolutions en vue d'évaluer l'efficacité du travail de la Commission. Les domaines et les critères proposés pour cette deuxième évaluation ont été établis à partir de ce qui se faisait dans d'autres ORGP. Des consultants aux compétences spécialisées et connaissant très bien la région seront retenus pour faire partie du groupe indépendant chargé de l'évaluation des performances de la CGPM.

137. La délégation de l'UE s'est déclarée très favorable à la réalisation de cette deuxième évaluation. Elle a souligné qu'il importait que les critères proposés et le mandat des experts indépendants soient arrêtés définitivement, y compris les qualifications et les compétences requises, et que les PCC devraient participer à ces importantes activités préparatoires.

138. La délégation de la Tunisie a aussi soutenu la réalisation d'un examen de ce type et a suggéré qu'un groupe de travail informel soit créé afin de faciliter les consultations relatives aux critères proposés et au mandat des experts.

139. La délégation du Maroc a souligné qu'il importait que les experts indépendants viennent de la région ou la connaissent très bien.

140. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a précisé que les experts indépendants seraient recrutés conformément aux règles et procédures de la FAO, que des consultations contribueraient à l'élaboration de la version définitive de leur mandat, qui serait publié dans l'appel à candidatures, et que les PCC seraient ensuite invitées à encourager la candidature d'experts nationaux.

141. La Commission est convenue de lancer immédiatement des consultations officielles. Celles-ci se poursuivront jusqu'au 21 décembre 2018 et le Président du CAF les facilitera. Après cette date, le Secrétariat de la Commission mettra au point une version définitive des critères et du mandat des experts, puis lancera la deuxième évaluation des performances de la CGPM, au début de l'année 2019. Cette évaluation favorisera une approche participative en Méditerranée et en mer Noire, y compris des consultations sous-régionales.

142. La délégation de la Fédération de Russie a rappelé que son pays avait présenté une proposition visant à renforcer davantage l'approche sous-régionale au sein de la CGPM en mer Noire. Cette proposition devrait être examinée dans le cadre de l'évaluation des performances.

143. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a précisé que l'approche sous-régionale était une priorité non seulement dans le cadre de la deuxième évaluation des performances de la CGPM, mais aussi dans le contexte général de la Commission, car des avancées ont été réalisées s'agissant de la reconnaissance des particularités de chaque sous-région.

144. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a ensuite rendu compte des avancées réalisées dans la mise en œuvre de l'approche sous-régionale. Après l'inauguration du premier bureau sous-régional de la CGPM à Bourgas (Bulgarie), la Croatie s'était portée volontaire pour accueillir une unité analogue pour la mer Adriatique à Split et les locaux à cet effet avaient déjà été retenus. En ce qui concerne la Méditerranée occidentale, la municipalité de Malaga avait offert des bureaux dans le cadre d'un centre international établi dans le cadre d'une lettre d'accord avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR); des discussions étaient également en cours entre l'Espagne et la CGPM en vue du lancement de cette unité sous-régionale dans les locaux de l'Institut océanographique espagnol, à Malaga. En Méditerranée orientale, les contacts se poursuivaient avec le Bureau de la FAO au Liban et avec les autorités libanaises en vue de l'ouverture d'une unité sous-régionale. Enfin, en Méditerranée centrale, Malte et la Tunisie avaient fait part de leur intérêt à accueillir un bureau sous-régional.

145. Le délégué de la Bulgarie a informé la Commission que son gouvernement venait de ratifier avec la FAO l'accord en vue de la création de l'unité sous-régionale de la CGPM pour la mer Noire.

146. Les délégations de la Tunisie et de l'UE ont déclaré que, afin d'assurer une représentation géographique équilibrée et la pleine participation des pays, l'unité sous-régionale de la CGPM pour la Méditerranée centrale serait créée à Tunis. Ils ont invité le Secrétaire exécutif de la CGPM à faire tout son possible pour que cette unité et les autres unités sous-régionales disposent des moyens nécessaires, y compris en envisageant la possibilité de recourir à la mobilité et à la mobilisation des ressources humaines, conformément aux règles existantes de la FAO.

147. La délégation de la Libye s'est félicitée de cette décision car son pays tirerait de véritables avantages de la présence d'une unité sous-régionale de la CGPM dans un pays voisin.

148. La Commission a salué et soutenu les efforts consentis aux fins de la mise en œuvre de l'approche sous-régionale, du fait de son caractère crucial pour l'avenir.

PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE 2018-2020

149. La Commission a été informée du programme de travail proposé par ses organes subsidiaires pendant la période intersessions, programme qui découle des activités stratégiques ainsi que des nouvelles décisions adoptées au cours de la session. Le programme de travail a été approuvé tel qu'il figure ci-après.

CAQ et Groupe de travail sur la mer Noire (aquaculture)

Questions liées à la gouvernance et aux aspects réglementaires

- Élaborer les principes directeurs à l'appui de l'acceptabilité sociale du développement durable de l'aquaculture.

Questions liées à l'environnement et à la santé des animaux aquatiques

- Poursuivre l'évaluation des possibilités de développement d'une aquaculture intégrée multitrophique en Méditerranée et en mer Noire.
- Poursuivre les travaux concernant le document d'orientation sur la santé et le bien-être des animaux aquatiques dans les pays de la Méditerranée et de la mer Noire.

- Élaborer des directives sur les fongiques et les espèces exotiques dans l'aquaculture à partir du document d'orientation établi.

Questions liées à la qualité et au marché des produits de l'aquaculture

- Réaliser des études de segments de marché spécifiques tout au long de la chaîne de valeur, à partir des méthodes définies lors d'activités précédentes.
- Soutenir les systèmes de collecte de données sur l'aquaculture (statistiques de production, centres de production et données sur les marchés), l'évaluation de l'aquaculture et la cartographie des centres d'aquaculture.
- Évaluer les espèces présentes sur le marché aquacole à l'échelle régionale et/ou locale.
- Organiser des activités de formation et de renforcement des capacités à l'intention des points de contact nationaux et d'autres membres du personnel participant à la collecte et au traitement des données (y compris les données relatives aux marchés).

Activités menées dans le cadre des centres de démonstration de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire

Mer Noire

- Organiser un programme de formation sur la conchyliculture et la lutte contre les pathologies, ainsi que les défis liés aux maladies, y compris les aspects de prévention et de biosécurité (Constanza, Roumanie).
- Organiser un programme de formation sur la pisciculture et la lutte contre les pathologies, les défis liés aux maladies, y compris les aspects de prévention et de biosécurité, ainsi que sur les systèmes aquacoles à recyclage (Trébizonde, Turquie).
- Organiser une étude pilote de démonstration sur le terrain pour établir des AZA dans une zone de la mer Noire.

Méditerranée

- Déterminer et établir de nouveaux centres de démonstration de l'aquaculture en Méditerranée.

Assistance technique et coopération dans le secteur de l'aquaculture

- Poursuivre l'assistance technique sur les questions suivantes:
 - l'établissement d'AZA tant pour les poissons que pour les mollusques et/ou crustacés dans le cadre de la planification spatiale marine.
 - l'analyse des risques pour la santé des animaux aquatiques, l'analyse et la prévention des maladies, et le diagnostic précoce des agents pathogènes dans les exploitations aquacoles.
- Poursuivre la collaboration avec le système Globefish de la Sous-Division de la FAO chargée des questions relatives aux produits, aux échanges et à la commercialisation sur les questions liées à l'acceptabilité sociale dans le cadre du projet MedAID.
- Poursuivre la collaboration au sein du projet MedAID, en particulier avec son réseau d'experts en médecine vétérinaire et pathologie des poissons.
- Poursuivre la collaboration autour des initiatives et des activités sur les aspects liés aux marchés et aux chaînes de valeur dans le cadre du projet PerformFISH financé par l'Union européenne.
- Poursuivre la coopération avec l'UICN, en particulier sur les interactions entre l'aquaculture et les aires marines protégées;
- Collaborer avec Eurofish dans le cadre de la conférence sur les innovations technologiques et de marché dans le secteur de l'aquaculture.

CSC et Groupe de travail sur la mer Noire (pêche)

Questions régionales

Évaluation des stocks et avis améliorés

- Rassembler des informations pertinentes sur les espèces prioritaires afin d'améliorer la couverture de l'évaluation des stocks de ces espèces.
- Organiser des sessions consacrées à l'élaboration des données et aux évaluations de référence, y compris les examens externes, conformément au programme convenu aux fins de la formulation d'avis.
- Continuer d'apporter un appui à la mise en œuvre de campagnes scientifiques en mer harmonisées, conformément à la feuille de route établie, afin de fournir des informations supplémentaires et de les utiliser en tant qu'indices de calibrage aux fins des évaluations. Fournir des indices d'abondance sans lien avec la pêche pour les principales espèces commerciales, notamment en harmonisant et en élargissant les enquêtes existantes.
- Continuer de rassembler des données socioéconomiques sur les pêches, y compris sur la pêche artisanale, conformément à la méthode d'enquête et à la feuille de route établies pour la collecte de données, en vue de fournir des données de base sur les pêches qui soient précises, complètes et actualisées aux fins de leur intégration dans les avis de gestion.
- Élaborer des cadres d'évaluation de la stratégie de gestion applicables à différentes ressources halieutiques et à diverses situations de disponibilité des données, en mettant l'accent plus particulièrement sur les espèces pour lesquelles un plan de gestion est en cours de mise en œuvre ou d'examen, y compris les petits pélagiques en mer Adriatique.
- Conduire des activités de formation théoriques et appliquées afin de renforcer les capacités dans les sous-régions à l'appui de l'évaluation quantitative des scénarios de gestion, y compris sur l'utilisation de modèles socioéconomiques.
- Lancer un programme de recherche sur l'anguille d'Europe en Méditerranée.
- Lancer un programme de recherche sur le crabe bleu en Méditerranée, et œuvrer à la mise en place d'un réseau de surveillance régional pour ces espèces.

Collecte de données et indicateurs de qualité

- Rationaliser les flux de communication avec les PCC s'agissant de l'échange d'informations sur l'évaluation de la qualité des données au moyen de la plateforme en ligne du DCRF.
- Mettre en œuvre, sur la plateforme en ligne du DCRF, des indicateurs de qualité relatifs à la conformité, à la stabilité et à la cohérence ainsi qu'à l'actualité et à l'exhaustivité des données pour toutes les données transmises par les PCC.
- Harmoniser les exigences relatives à la transmission des données établies dans le DCRF avec les recommandations de la CGPM, y compris sur les plans de gestion, actualiser le manuel du DCRF en conséquence et diffuser les outils de transmission des données correspondants sur la plateforme en ligne du DCRF.

Pêche artisanale et pêche de loisir durables

- Rassembler des informations sur la caractérisation de la pêche artisanale au moyen des données collectées à partir de l'enquête socioéconomique et examiner les résultats au sein du Groupe de travail sur la pêche artisanale.

- Conduire une étude pilote sur la méthode relative à la pêche récréative au Liban, en Tunisie et en Turquie, ainsi que dans d'autres pays pertinents, en vue d'enrichir les connaissances sur ce type de pêche, notamment sur ses interactions avec la pêche artisanale. Au besoin, actualiser la méthode en fonction des résultats de l'étude pilote.
- Diriger et coordonner la mise en œuvre d'éléments techniques dans le cadre du Plan d'action régional pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire, y compris l'analyse des mesures prévues dans le plan par un consultant spécialisé et avec le concours des groupes de travail pertinents et de la plateforme «Friends of SSF» (Les amis de la pêche artisanale), en vue de mettre au point un calendrier avec des cibles à court et moyen termes.
- Affiner davantage l'outil de cartographie sur les activités de pêche artisanale mises en œuvre par les organisations régionales, l'élargir afin d'y intégrer des organisations de parties prenantes supplémentaires et le mettre à disposition en ligne.
- Faire participer les pêcheurs à la définition de bonnes pratiques visant à renforcer les moyens d'existence des petits pêcheurs par l'amélioration de la rentabilité et de la protection sociale, en vue de la conférence sur le développement social.
- Faciliter l'organisation d'une université d'été à l'intention des pêcheurs et d'autres parties prenantes.

Pêche illicite, non déclarée et non réglementée

- Prêter un appui à la mise en œuvre des activités 1 à 3 du plan de travail pour l'estimation de la pêche INDNR, y compris l'enquête pour l'estimation/l'évaluation de la pêche INDNR (activité 3).
- Organiser une réunion d'experts qui abordera les activités 4 et 5 du plan de travail pour l'estimation de la pêche INDNR, en coordination avec le Comité d'application.

Interactions de la pêche avec les écosystèmes et le milieu marins

Gestion des pêches en eaux profondes et protection des écosystèmes marins vulnérables

- Mettre au point la base de données spatiales de la CGPM sur les caractéristiques et les espèces qui indiquent la présence d'écosystèmes marins vulnérables en Méditerranée.
- Faire rapport sur les conclusions des travaux intersessions sur les écosystèmes marins vulnérables au CSC.
- Compléter (également en consultation avec les parties prenantes, les ONG et les autorités nationales) et soumettre à nouveau la proposition de zone de pêche réglementée dans le canyon de Bari (mer Adriatique méridionale) et dans les habitats halieutiques essentiels et les habitats sensibles en mer Adriatique méridionale (canal d'Otrante) pour examen par le Comité sous-régional pour la mer Adriatique.

Cartographie et feuille de route en vue de la création d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels

- Œuvrer à la mise au point de cartes mixtes des habitats halieutiques essentiels de certaines espèces prioritaires de la CGPM à partir d'observations.
- Œuvrer, comme deuxième étape de la feuille de route proposée en vue de la création d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels, à la caractérisation des liens qui existent entre les divers habitats halieutiques essentiels et habitats sensibles précédemment recensés. Cette analyse doit comprendre des connaissances scientifiques sur la manière dont les habitats de frai et de nourricerie sont connectés sur le plan écologique.

Captures accessoires et technologie des pêches

- Élaborer un examen régional de l'état actuel des captures accessoires dans la zone de la CGPM.

- Poursuivre la mise en œuvre, avec des partenaires pertinents, d'un programme de surveillance des captures accessoires et des activités de formation connexes, afin de recueillir des données représentatives et de faciliter l'adoption éventuelle de mesures de gestion visant la réduction du taux de captures accessoires.
- Dresser un catalogue des engins de pêche, à partir des travaux menés dans le cadre du projet MyGears et d'autres projets du même type, ainsi que sur la base du formulaire que les experts doivent remplir au sujet de la technologie des pêches, par engin et par type d'activité (annexe 4 du rapport du Groupe de travail sur la technologie des pêches).
- Élaborer un programme de travail à moyen terme (3-4 ans) pour traiter les priorités de la CGPM relatives à la technologie et à la sélectivité de la pêche, tout en mettant au point en parallèle un projet pilote sur l'étude de la sélectivité en Méditerranée centrale (golfe de Gabès).
- Étudier la mise en œuvre du marquage des engins de pêche dans le contexte du Groupe de travail sur la technologie des pêches.

Exploitation du corail rouge

- Mettre en œuvre un programme de recherche sur le corail rouge en Méditerranée.
- Fournir un état actualisé des populations de corail rouge, y compris les niveaux de prélèvement appropriés, et formuler des avis actualisés sur les mesures de conservation établies conformément aux décisions pertinentes.
- Tenir la CITES informée de l'avancement des travaux de la CGPM dans le contexte du corail rouge.

Progrès accomplis dans l'élaboration d'une stratégie d'adaptation face au changement climatique et aux espèces non indigènes

- Mettre en œuvre la méthodologie pour l'évaluation de la vulnérabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire par rapport aux effets du changement climatique dans des études de cas sélectionnées au niveau sous-régional.
- Réaliser une étude qualitative des interactions entre les espèces non indigènes et les activités de pêche dans les différentes sous-régions de la Méditerranée.
- Établir un réseau de surveillance des espèces non indigènes en Méditerranée.
- Œuvrer aux fins du recensement d'éventuelles mesures de gestion des espèces non indigènes qui deviennent l'objet d'une pêche ciblée.

Questions sous-régionales

Mer Adriatique

- Mettre en œuvre le plan de suivi de la zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka (mer Adriatique), avec l'appui du projet AdriaMed.
- Formuler des avis sur la proposition d'éléments techniques pour la gestion des ressources démersales en mer Adriatique.

Méditerranée occidentale

- Formuler des avis sur la dorade rose à partir de la feuille de route pour l'évaluation quantitative des espèces, y compris sur une taille minimale de référence à des fins de conservation.
- Organiser une session consacrée aux espèces non indigènes.

Méditerranée centrale

- Repérer d'autres zones de nourricerie pour le merlu européen et la crevette rose du large dans le canal de Sicile et valider les éventuelles zones de nourricerie simulées au moyen de campagnes en mer.
- Faire avancer les travaux sur les crevettes rouges du large en Méditerranée orientale et centrale (y compris dans le canal de Sicile), notamment sur l'état des ressources, à partir de la feuille de route pour l'évaluation quantitative de ces espèces, aux fins de la formulation d'avis sur des mesures de conservation préventives, et de la détermination des lieux de pêche.
- Lancer des actions concertées à l'appui du renforcement des capacités en Libye.

Méditerranée orientale

- Faire avancer les travaux sur les crevettes rouges du large en Méditerranée orientale et centrale, notamment sur l'état des ressources, à partir de la feuille de route pour l'évaluation quantitative de ces espèces, aux fins de la formulation d'avis sur des mesures de conservation préventives, et de la détermination des lieux de pêche.
- Faire avancer les travaux visant la formulation d'avis sur la situation de l'allache dans un contexte marqué par un manque de données.

Mer Noire

- Continuer d'étudier des modalités de recensement des stocks des principales espèces commerciales, en particulier le turbot, le rouget de vase, le chinchard et l'aiguillat commun.
- Compiler des données brutes par pays sur toutes les espèces prioritaires afin d'évaluer précisément l'état des stocks. Ces données doivent comprendre des séries chronologiques relatives aux débarquements, à la distribution des tailles dans les débarquements, aux clés âge-longueur pour les flottilles, ainsi qu'aux captures accessoires et aux rejets, si possible.
- Lancer un programme de recherche sur le rapana veiné en mer Noire.
- Analyser l'impact d'autres espèces non indigènes, y compris *Mnemiopsis* et d'autres espèces de méduses, sur l'écosystème de la mer Noire.

Comité d'application (application)

- Poursuivre le processus d'identification et d'éclaircissement, afin de recenser les nouveaux cas de non-application et/ou d'exprimer des préoccupations concernant de nouveaux cas possibles de non-application.
- Mettre à jour la liste CGPM des navires impliqués dans des activités de pêche INDNR.
- Poursuivre la mise en œuvre opérationnelle d'un système régional de surveillance des navires et de systèmes de contrôle par l'intermédiaire de l'étude pilote régionale en cours, notamment la surveillance des zones de pêche réglementées, et présenter les progrès accomplis au Groupe de travail sur le SSN et les systèmes de contrôle connexes.
- Poursuivre la mise en œuvre du Plan d'action régional sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, y compris toute question se rapportant à l'évaluation de la pêche INDNR, en étroite coordination avec le CSC et le Groupe de travail sur la mer Noire, et présenter les progrès accomplis au Groupe de travail sur la pêche INDNR.
- Faciliter l'utilisation du système de numérotation de l'OMI et des identifiants des navires.
- Soutenir les activités relatives à la Journée internationale de la lutte contre la pêche INDNR, plus particulièrement au niveau régional.

- Fournir une assistance technique en matière d'application, aux PCC.
- Suivre l'évolution des mesures visant à lutter contre la pêche INDNR, notamment des mesures du ressort de l'État du port, du fichier mondial des navires de pêche de la FAO et des mesures relatives au transbordement.
- Continuer à travailler sur la question du marquage des engins de pêche.
- Développer la base de données de la CGPM relative aux législations nationales.
- Apporter un appui à la mise en place, en 2019, d'un projet pilote sur des programmes d'observation et d'inspection, conformément aux Recommandations CGPM/42/2018/3 et CGPM/42/2018/4 relatives à des plans de gestion pluriannuels de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer du Levant (sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27) et dans la mer Ionienne (sous-régions géographiques 19, 20 et 21) ainsi qu'à la Recommandation CGPM/42/2018/8 relative à de nouvelles mesures d'urgence en 2019–2021 pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique (sous-régions géographiques 17 et 18).

Réunions

150. La Commission a approuvé les réunions suivantes, dont certaines dépendront des moyens disponibles en ressources humaines, de l'application d'éventuelles nouvelles règles ou circulaires administratives de la FAO et des fonds disponibles. La Commission a pris acte de l'offre généreuse de certaines PCC d'accueillir les réunions des organes subsidiaires, sous réserve de la confirmation de leurs autorités compétentes.

RÉUNIONS DU CAQ ET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MER NOIRE	DATE	LIEU
Atelier sur l'élaboration de principes directeurs pour soutenir l'acceptabilité sociale du développement durable de l'aquaculture (MedAID, CIHEAM) (Groupe de travail sur la gouvernance et les aspects réglementaires)	9-12 avril 2019	Monastir (Tunisie)
Atelier sur les interactions entre aquaculture et aires marines protégées (Groupe de travail sur l'environnement et la santé des animaux aquatiques)		
Onzième session du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture, comprenant une session extraordinaire du SIPAM	9-11 juillet 2019	Malaga (Espagne)
Réunion régionale sur l'analyse des chaînes de valeur de certains produits de l'aquaculture marine en Méditerranée (Groupe de travail sur la qualité et le marché des produits aquacoles)	Novembre 2019	Oran (Algérie)

RÉUNIONS DU CSC ET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MER NOIRE	DATE	LIEU
Séance consacrée aux évaluations de référence sur le merlu européen en mer Adriatique (sous-régions	15-18 janvier 2019	Siège de la FAO, Rome (Italie)

RÉUNIONS DU CSC ET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MER NOIRE	DATE	LIEU
géographiques 17-18) (Groupe de travail sur l'évaluation des stocks démersaux)		
Atelier sur l'estimation de l'âge de certaines espèces en mer Noire	28 janvier-1er février 2019	Trébizonde (Turquie)
Groupe de travail transversal sur les aires marines protégées, y compris les habitats halieutiques essentiels	18-21 février 2019	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Atelier conjoint CGPM/OceanCare sur le bruit d'origine anthropogénique en milieu marin et ses impacts sur les poissons, les invertébrés et les ressources halieutiques	21-22 février 2019	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Groupe de travail sur la pêche artisanale	5-6 mars 2019	Pogdorica, Monténégro
Comité sous-régional pour la Méditerranée orientale	18-19 mars 2019	Athènes, Grèce
Séance conjointe consacrée aux évaluations de référence sur les gambons et crevettes rouges en eau profonde en Méditerranée centrale	20 mars 2019	
Comité sous-régional pour la Méditerranée centrale	21-22 mars 2019	
Comité sous-régional pour la Méditerranée occidentale (y compris une séance du Groupe de travail sur l'évaluation des stocks démersaux consacrée aux évaluations de référence sur la dorade rose)	2-5 avril 2019	Sète (France)
Atelier sur le corail rouge	15-16 avril 2019	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Atelier sur la gestion de l'anguille d'Europe	16-17 avril 2019	
Séance consacrée aux évaluations de référence sur les petits pélagiques en mer Adriatique	13-15 mai 2019	Split (Croatie)
Atelier sur l'évaluation des mesures de gestion pour les espèces de petits pélagiques en mer Adriatique	16-17 mai 2019	
Comité sous-régional pour la mer Adriatique	18 mai 2019	
Vingt et unième session du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC)	24-27 juin 2019	Égypte
Séance du Groupe sous-régional d'évaluation des stocks en mer Noire consacrée aux évaluations de référence sur le turbot	9-11 juillet 2019	Bourgas (Bulgarie)
Huitième réunion du Groupe de travail sur la mer Noire	17-18 septembre 2019	Trébizonde (Turquie)
Groupe de travail sur l'affectation du total autorisé de capture pour le turbot en mer Noire	19 septembre 2019	

RÉUNIONS DU CSC ET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MER NOIRE	DATE	LIEU
Groupe de travail sur l'évaluation des stocks d'espèces démersales	Novembre 2019	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Groupe de travail sur l'évaluation des stocks de petits pélagiques	Novembre 2019	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Groupe sous-régional d'évaluation des stocks en mer Noire	Décembre 2019	À déterminer
Groupe de travail sur la pêche de loisir	2020	À déterminer
Groupe de travail sur la technologie des pêches	2020	À déterminer

RÉUNIONS DU COMITÉ D'APPLICATION	DATE	LIEU
Groupe de travail sur la pêche INDNR (y compris une session sur le processus d'éclaircissements)	15-17 juillet 2019	Tirana (Albanie)
Groupe de travail sur le système de surveillance des navires (SSN)	17-18 juillet 2019	
Treizième session du Comité d'application	19 juillet 2019	

RÉUNIONS TRANSVERSALES DE LA CGPM	DATE	LIEU
Reprise de la quarante-deuxième session de la Commission	14 décembre 2018	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Deuxième conférence sur les pêches et l'aquaculture en Méditerranée, y compris le développement social dans le secteur de la pêche artisanale et l'avancement de la déclaration MedFish4Ever	11-12 juin 2019	Maroc
Célébration de la Journée internationale de la lutte contre la pêche INDNR		
Manifestation de haut niveau sur le développement durable des pêches et de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire dans une optique de croissance bleue	26-27 septembre 2019	Venise (Italie)
Quarante-troisième session de la Commission	4-8 novembre 2019	Rhodes, Grèce

151. La Commission a donné son accord pour le recrutement d'un ou plusieurs consultants qui seraient chargés de rédiger un projet de programme de travail à moyen terme (3 ou 4 ans), l'objectif étant de définir un programme de recherche clair qui réponde aux priorités de la CGPM concernant la technologie et la sélectivité de la pêche. Elle est également convenue d'avancer dans l'élaboration d'un projet pilote visant à étudier la sélectivité en Méditerranée centrale (golfe de Gabès). À cet égard, la déléguée de l'UE a souligné que l'Union européenne était prête à fournir les informations collectées par l'intermédiaire des projets qu'elle finançait et a suggéré d'inviter des spécialistes d'autres secteurs que

la Méditerranée et la mer Noire à participer aux activités du Groupe de travail sur la technologie des pêches.

152. Les délégués de l'Algérie, de l'UE, du Liban et de la Tunisie ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche à deux niveaux pour mettre en œuvre le plan d'action régional sur la pêche artisanale et ont proposé de commencer par une sélection d'actions prioritaires pendant la période intersessions, tandis que l'on réfléchirait à la planification à plus long terme en vue de présenter une proposition à la prochaine session. À cette fin, la Commission est convenue qu'un consultant préparerait un projet de plan d'évaluation de la mise en œuvre intégrale d'actions concrètes au moyen du Plan d'action régional pour la pêche artisanale, qui serait ensuite affiné en consultation avec les parties prenantes à différents niveaux et approuvé à la prochaine session de la Commission. On a fait remarquer que la plateforme des amis de la pêche artisanale pourrait faciliter ce processus de consultation.

153. Le délégué de l'Italie a annoncé avec satisfaction que son pays accueillerait une manifestation de haut niveau sur les pêches qui se tiendrait durant le second semestre 2019 à Venise. De plus amples consultations seraient organisées avec le Secrétariat de la CGPM afin de mieux définir le sujet à traiter ainsi que les questions à aborder.

154. Le représentant du WWF a rappelé la volonté de son organisation de mettre en œuvre le Plan d'action régional pour la pêche artisanale et a offert l'appui technique et financier de celle-ci pour faire progresser la mise en œuvre au cours de l'année à venir.

155. À la demande de la déléguée de l'UE, qui a évoqué les activités délicates et importantes menées en mer Noire, la Commission a demandé au Secrétaire exécutif de présider personnellement les réunions de la CGPM pertinentes en matière de pêche en mer Noire.

NEUVIÈME SESSION DU COMITÉ DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

Rapport sur les questions administratives et financières

156. Les débats de la neuvième session du CAF ont été ouverts par le Président du Comité, M. Hechmi Missaoui, qui, s'appuyant sur le document GFCM:42/2018/5, a présenté les questions administratives et financières, notamment les activités financées au moyen du budget autonome et des fonds extrabudgétaires, le fonctionnement du Secrétariat, la gestion du siège de la CGPM, les réunions, les publications, l'état des versements par les parties contractantes de leurs contributions au budget autonome et les dépenses comptabilisées en 2017.

157. Le Président du Comité a fait un résumé de la situation financière et indiqué que les contributions annuelles versées en 2017 par les PCC représentaient 95,7 pour cent du budget autonome adopté, à quoi s'ajoutaient les arriérés versés par le Liban, Malte et la Roumanie. La trésorerie se montait à 843 879 USD pour l'année et le montant cumulé des arriérés de contribution était de 871 510 USD pour la période 2005-2017. Il était rappelé aux PCC qu'elles devaient verser leurs contributions dans les premières semaines de l'année, et que les arriérés devaient être réglés dans les meilleurs délais. Après avoir évoqué les dépenses au titre du budget autonome, par chapitre, et les dépenses financées par les fonds extrabudgétaires, le Président du Comité a indiqué que dans les deux cas on constatait un solde positif.

158. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a fait savoir au Comité qu'après avoir été bloquée pendant deux ans environ, la procédure de recrutement de personnel administratif (2 postes de la classe G-4) s'était récemment accélérée, et que les postes devraient être pourvus sous peu. On avait également récemment progressé dans le recrutement de personnel financé au titre de projets et trois spécialistes (aquaculture, pêche, questions socioéconomiques relatives aux pêches) et un assistant de bureau devraient bientôt prendre leurs fonctions.

159. Le Comité s'est déclaré satisfait que les recrutements en suspens aient finalement abouti. La Commission devait en effet pouvoir compter sur l'appui voulu pour mener à bien ses travaux dans le respect des objectifs fixés. Les services compétents de la FAO ont été remerciés pour leurs efforts à l'appui de la CGPM.

Budget de la CGPM et contributions des parties contractantes pour 2019-2020

160. Le Président du CAF a présenté, sur la base du document GFCM:42/2018/6, un projet de budget définitif pour 2019 et un budget indicatif pour 2020, qui étaient soumis à l'examen du Comité, y compris les contributions à verser par les parties contractantes pour cette période.

161. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a invité le Comité à examiner seulement le projet de budget pour 2019, pour approbation. Le budget prévisionnel pour 2020 était fourni à titre indicatif seulement et était susceptible d'être modifié compte tenu de divers paramètres qui ne pouvaient être prévus à l'avance.

162. La déléguée de l'Union européenne, se référant à l'augmentation indicative de 6,3 pour cent qui était proposée pour 2020 et sachant que le budget n'était pas encore soumis pour adoption et que les montants étaient indicatifs, a fait savoir que l'Union européenne et ses États membres ne seraient pas en mesure d'accepter cette augmentation.

163. Le Comité est convenu, avec effet immédiat, de transférer au fonds de roulement de la CGPM, pour les utiliser comme réserve, les intérêts accumulés sur les contributions versées, en plus de tous les arriérés, des soldes créditeurs découlant des taux de change favorables, des soldes positifs constatés à la clôture des projets et des autres ressources financières non dépensées en fin d'année.

164. Le budget de 2019, qui se monte à 2 537 241 USD, a été adopté tel qu'il figure à l'annexe 20 (1). Les contributions dues par les parties contractantes sont présentées à l'annexe 20 (2). Le budget adopté prévoit le recrutement d'un deuxième agent de sécurité (G-2/3).

Élection du Bureau du Comité de l'administration et des finances

165. Le Secrétaire exécutif de la CGPM s'est référé à l'article VII du Règlement intérieur de la CGPM, tel qu'il s'applique à l'élection des bureaux des organes subsidiaires de la CGPM, à savoir que les membres peuvent remplir un mandat de deux ans, renouvelable une fois, et doivent être élus parmi les délégués ou les suppléants présents à la session au cours de laquelle l'élection a lieu.

166. L'ensemble des délégations a rendu hommage à M. Hechmi Missaoui (Tunisie) pour son action à la présidence du Comité et pour l'appui qu'il a apporté durant la période de transition. Elles ont également adressé leurs remerciements à M. Aleksandar Joksimovic (Monténégro) et à Mme Nadia Bouhafs (Algérie), respectivement premier et deuxième Vice-Présidents, pour l'engagement dont ils ont fait montre durant leur mandat.

167. Sur la base des propositions présentées et de l'appui manifesté, le Comité a élu à l'unanimité M. Roman Cicmirko (Slovénie) Président et MM. Atif Salah Megahed (Égypte) et Constantin Stroie (Roumanie) premier et deuxième Vice-Présidents respectivement.

ÉLECTION DU BUREAU DE LA CGPM ET APPROBATION DES BUREAUX DU COMITÉ SCIENTIFIQUE CONSULTATIF DES PÊCHES, DU GROUPE DE TRAVAIL AD HOC SUR LA MER NOIRE ET DU COMITÉ DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

168. La Commission a fait part de sa profonde gratitude au Président de la CGPM pour avoir su diriger les travaux d'une main experte, en nouant des rapports étroits avec les pays et les partenaires et faisant preuve d'une grande efficacité tout au long de son mandat. Le savoir-faire et les connaissances du Président ont accompagné la CGPM au cours d'une phase importante de son développement. La Commission a également rendu hommage aux Vice-Présidents pour leur engagement et leur soutien essentiels.

169. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a rappelé la décision prise à la quarante et unième session de la Commission au sujet de l'élection du Président de cette dernière. L'Albanie et la Turquie avaient présenté des candidatures pendant la période intersessions. Conformément aux règles en vigueur, les parties contractantes devaient soit parvenir à un consensus sur un candidat, soit voter pour élire le Président.

170. Plusieurs parties contractantes étaient pour que la CGPM s'efforce de prendre ses décisions par voie de consensus, y compris pour l'élection de son Président. Jusqu'ici, l'usage voulait qu'on évite de recourir à un vote qui pourrait aller à l'encontre de l'esprit de collaboration qui caractérise la Commission.

171. Après de nombreuses consultations, la déléguée de l'Albanie a indiqué que sa délégation était disposée, pour préserver l'esprit de collaboration, à renvoyer l'élection à une session extraordinaire de cette dernière, laquelle devrait avoir lieu avant la fin de l'année.

172. Les délégués de la Turquie et de l'Albanie ont accepté l'approche proposée, en rappelant l'importance de veiller à un large accord au sein de la CGPM. En outre, les parties contractantes auraient ainsi suffisamment de temps pour prendre une décision éclairée sur cette question.

173. La Commission a remercié les déléguées de l'Albanie et de la Turquie pour leur démarche consensuelle. Elle a appuyé cette proposition à l'unanimité et a chargé le Secrétariat de la CGPM d'organiser une reprise de session pour la désignation du Président avant la fin de l'année 2018, en demandant à M. Cataudella de continuer d'assumer ses fonctions actuelles jusqu'à cette date.

174. Il a été précisé que les deux candidatures à la Présidence présentées à ce jour, à savoir celles de M. Roland Kristo (Albanie) et de Mme Ezra Fatma Denizci Cakmak (Turquie), ainsi que les trois candidatures au poste de Vice-Président, à savoir celles de Mme Nadia Bouhafs (Algérie), de M. Imad Lahoud (Liban) et de M. Hechmi Missaoui (Tunisie), seraient examinées lors de cette reprise de session. Il a également été décidé qu'en l'absence de consensus sur un candidat à la Présidence, il serait procédé à un vote.

175. S'agissant des bureaux de ses organes subsidiaires, la Commission a chaleureusement remercié les membres sortants du Bureau et a approuvé à l'unanimité le nouveau Bureau du CSC, qui se compose de M. Alaa Eldin El Hawet (Égypte), Président, de M. Eyup Mumtaz Tirasin (Turquie), premier Vice-Président, et de M. Aleksandar Joksimovic (Monténégro), second Vice-Président, et la reconduction du Bureau du Groupe de travail sur la mer Noire, composé de M. Simion Nicolaev (Roumanie), Coordonnateur, de M. Galin Nikolov (Bulgarie), Vice-Coordonnateur, et de

M. Ilhan Aydin (Turquie), second Vice-Coordonnateur. Elle a en outre approuvé la nouvelle composition du Bureau du Comité de l'administration et des finances.

176. À l'occasion de la reprise de la session, tenue le 14 décembre au Siège de la FAO, la Commission a pris note du retrait de la candidature de Mme Ezra Fatma Denizci Cakmak (Turquie) et a élu à l'unanimité M. Roland Kristo (Albanie) en tant que Président de la CGPM ainsi que Mme Nadia Saichi Bouhafs (Algérie) et M. Imad Lahoud (Liban) en tant que premier et second Vice-Présidents, respectivement.

AUTRES QUESTIONS

177. La Commission s'est félicitée de l'appui apporté par les services de la FAO lors de la préparation de la session et des conditions de travail excellentes qui lui ont été réservées au siège de l'organisation.

178. Les participants ont remercié le Secrétariat de la CGPM d'avoir travaillé sans relâche durant les préparatifs et au cours de la session.

DATE ET LIEU DE LA QUARANTE-TROISIÈME SESSION

179. La Commission a pris bonne note de l'aimable invitation de la délégation de la Grèce, qui se proposait d'accueillir la quarante-troisième session de la CGPM, en 2019, sous réserve de la confirmation officielle des autorités compétentes.

ADOPTION DU RAPPORT

180. Le rapport, y compris ses annexes, a été adopté le 26 octobre 2018, à l'exception de l'addendum reflétant les résultats de la reprise de la session en décembre 2018. Le nouveau paragraphe relatif à l'élection du bureau de la CGPM a été adopté ultérieurement par courrier électronique.

LISTE DES ANNEXES

- 1) **Ordre du jour**
- 2) **Liste des participants**
- 3) **Liste des documents**
- 4) **Discours prononcés à la quarante-deuxième session de la Commission**
- 5) **Recommandation CGPM/42/2018/1 relative à un plan de gestion pluriannuel de l'anguille d'Europe en mer Méditerranée**
- 6) **Recommandation CGPM/42/2018/2 relative à des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d'application de la CPGM, modifiant la Recommandation CGPM/36/2012/3**
- 7) **Recommandation CGPM/42/2018/3 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer du Levant (sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27)**
- 8) **Recommandation CGPM/42/2018/4 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer Ionienne (sous-régions géographiques 19, 20 et 21)**
- 9) **Recommandation CGPM/42/2018/5 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut de fond exploitant les stocks démersaux dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), abrogeant les Recommandations CGPM/39/2015/2 et CGPM/40/2016/4**
- 10) **Recommandation CGPM/42/2018/6 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), modifiant la Recommandation CGPM/41/2017/8**
- 11) **Recommandation CGPM/42/2018/7 relative à un programme de recherche régional sur le crabe bleu en mer Méditerranée**
- 12) **Recommandation CGPM/42/2018/8 relative à de nouvelles mesures d'urgence en 2019–2021 pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique (sous-régions géographiques 17 et 18) (en anglais seulement)**
- 13) **Recommandation CGPM/42/2018/9 relative à un programme de recherche régional pour les pêches exploitant le rapana veiné en mer Noire (sous-région géographique 29) (en anglais seulement)**
- 14) **Recommandation CGPM/42/2018/10 relative à l'accès aux informations et aux données concernant le suivi, le contrôle et la surveillance dans le cadre des programmes conjoints d'inspection et de surveillance**
- 15) **Recommandation CGPM/42/2018/11 relative au marquage régional des engins de pêche**
- 16) **Proposition en attente relative à l'établissement d'une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en mer Méditerranée**
- 17) **Protocoles pour la protection des écosystèmes marins vulnérables dans la zone d'application de la CPGM**
- 18) **Tableau des espèces prioritaires**
- 19) **Mandats relatifs à certaines activités sélectionnées**

20) Budget autonome de la CGPM pour 2019

- 1) Budget autonome de la CGPM pour 2019
- 2) Contributions des parties contractantes au budget autonome pour 2019

Ordre du jour

- 1.** Ouverture et organisation de la session
- 2.** Progrès en ce qui concerne les questions de coopérations
- 3.** Rapport sur les activités intersessions menées en 2017-2018, y compris dans le cadre des stratégies en place dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et dans le cadre de conférences de haut niveau
- 4.** Gestion des pêches et de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire
- 5.** Questions émanant du Comité d'application
- 6.** Lancement de la deuxième évaluation des performances de la CGPM, y compris l'évaluation de la mise en oeuvre de l'approche sous-régionale
- 7.** Programme de travail pour la période de 2018-2020
- 8.** Neuvième session du Comité de l'administration et des finances
- 9.** Élection du Bureau de la CGPM et approbation des bureaux du Comité scientifique consultatif des pêches, du Groupe de travail sur la mer Noire et du Comité de l'administration et des finances
- 10.** Autres questions
- 11.** Date et lieu de la quarante-troisième session
- 12.** Examen et adoption du rapport

Liste des participants

MEMBRES DE LA CGPM

ALBANIE

Aurora ALIMADHI *
General Secretary
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Blvd. "Deshmoret e Kombit", No.2,
Tirana

Arian PALLUQI
Head
Fisheries and Aquaculture Unit
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Blvd. "Deshmoret e Kombit", No.2,
Tirana

Roland KRISTO
Deputy Minister
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Blvd. "Deshmoret e Kombit", No.2,
Tirana

ALGÉRIE

Nadia SAICHI BOUHAFS
Inspectrice
Ministère de l'Agriculture, du Développement
Rural et de la Pêche
Rue des Quatres Canons
Alger

BULGARIE

H.E. Petio PETEV
Ambassador
Permanent Representation of Bulgaria to FAO

Konstantin PETROV *
Fisheries Attache at the Permanent
Representation of Bulgaria to the EU
Executive Agency of Fisheries and
Aquaculture

Elitsa PETROVA-PAVLOVA
Director
Institute of Fisheries Resources
Blvd.Primorski 4, P.O.Box 72 Varna – 9000

CROATIE

Ivana PETRINA ABREU *
Head of Service for Resource and Fleet
Management
Ministry of Agriculture, Directorate of Fisheries
Planinska 2a, 10000 Zagreb

Marin MIHANOVIC
Head of Unit for Resource management
Ministry of Agriculture, Directorate of
Fisheries
Trg Hrvatske bratske zajednice 8, Split

CHYPRE

Spyridon ELLINAS *
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Cyprus to the UN Agencies
Piazza Farnese 44, 00186 Rome

ÉGYPTE

Ayman AMMAR *
Chairman
General Authority for Fish Resources
Development
Plot 210 Second Sector, city center, 5th
Settlement, New Cairo

Ghada SHALABY
Director of International Agreements &
Protocol Department
General Authority for Fish Resources
Development
Plot 210 Second Sector, city center, 5th
Settlement, New Cairo

Atif Salah MEGAHED
General Director of Fisheries
General Authority for Fish Resources
Development
Plot 210 Second Sector, city center, 5th
Settlement, New Cairo

Alaa Eldin ELHAWEET
Dean of College of Fisheries Technology
and Aquaculture
Arab Academy for Science, Technology &
Maritime transport,
AbuQir Alexandria

ESPAGNE

Encarnación BENITO REVUELTA *
SG Caladero Nacional y Aguas Comunitarias
Dirección General de Recursos Pesqueros
Secretaría General de Pesca
C/ Velázquez 144 - 28006 Madrid

UNION EUROPÉENNE

Veronika VEITS
Director
European Commission – DG MARE D
Rue Joseph II 99 – 1/10 B- 1000 Brussels
European Union

Valerie LAINÉ *
Head of Unit
European Commission DG MARE
J-99 02/088 B-1049 Brussels
European Union

François ZIEGLER
Policy Officer
European Commission
99, Rue Joseph II, 1080 Brussels
European Union

Giacomo Chato OSIO
Policy Officer
European Commission DG MARE
Unit D.1 J-99 02/50 B-1049 Brussels
European Union

Pinelopi BELEKOU
Policy Officer
European Commission – DG MARE
Rue Joseph II 99, 1049 Brussels
European union

Laurent MARKOVIC
Policy Officer
European Commission DG MARE
Unit D.1 J-99 02/50 B-1049 Brussels
European Union

Christos MARAVELIAS
Policy Officer
European Commission
Rue Joseph II 99, 1049 Bruxelles
European Union

Neil ANSELL
Manager of Mediterranean Sea and
International Waters
EFCA
Av Garcia Barbon, 4 Vigo - E-36201
Spain

Christina KAATZ
Political Administrator
General Secretariat of the Council of the
European Union
JL 40 GH 26 Rue de la Loi 175 1048 Brussels
European union

Victoria ZICOS
Attaché, International Relations, Information
& Communication operations
Permanent Representation of the European
Union in Rome

Giovanni GRIFFO
Intern
Permanent Representation of the European
Union in Rome

FRANCE

Fabien LE GALLOUDEC *
Policy Officer
Ministry of Agriculture and Food
Tour Séquoia, 92005, La Defense

Jérémy SOUBEN
Chargé de Mission
Comité National des Pêches Maritimes et des
Elevages Marins
134 avenue de Malakoff 75116 Paris

GRÈCE

Christina ARGIROPOULOU *
First Secretary for Economic and Commercial
Affairs
Deputy Representative to FAO, WFP, IFAD
Embassy of Greece in Rome

Marina PETROU
Directress General for Fisheries
Ministry of Rural Development & Food
Leoforos Syggrou 150, GR-17671, Kallithea
Athens

Apostolos KARAGIANNAKOS
Director
Fisheries Policy & Development of Fishery
Products
Ministry of Rural Development & Food
Leoforos Syggrou 150, GR-17671, Kallithea
Athens

ISRAËL

Maya FEDERMAN
Aternate
Permanent Representation of Israel to FAO,
WFP, IFAD
Rome

ITALIE

Riccardo RIGILLO *
Director General
General Directorate for Maritime Fisheries and
Aquaculture
Ministry of Agricultural, Food, Forestry
Policies and Tourism – MIPAAFT
Via XX Settembre 20, 00187
Rome

Lorenzo Giovanni MAGNOLO
Officer
General Directorate for Maritime Fisheries and
Aquaculture
Ministry of Agricultural, Food, Forestry
Policies and Tourism – MIPAAFT
Via XX Settembre 20, 00187
Rome

Vittorio GIOVANNONE
Officer
General Directorate for Maritime Fisheries and
Aquaculture
Ministry of Agricultural, Food, Forestry
Policies and Tourism – MIPAAFT
Via XX Settembre 20, 00187
Rome

Ilaria FERRARO
Technical Assistance
General Directorate for Maritime Fisheries and
Aquaculture
Ministry of Agricultural, Food, Forestry
Policies and Tourism – MIPAAFT
Via XX Settembre 20, 00187
Rome

JAPON

Naohito OKAZOE *
Alternate Permanent Representative to FAO
First Secretary
Embassy of Japan in Italy

LIBAN

Imad LAHOUD *
Head
Fisheries & Wildlife Department
Ministry of Agriculture
Bir Hassan district - Embassies Street
Beirut

LIBYE

Rida DUZAN *
Chairman
General Authority for Marine Wealth
Ben Ashour street number 66, Addahra Tripoli

Ali SHAGRUNE
Director
Fishing Department and production in the
Agriculture – General Authority for Marine
Wealth
Entisar zone Avenue airport, Tripoli

Taher SHAABAN
Protection Marine and Inspection Manager
General Authority for Marine Wealth
Entisar zone Avenue airport, Tripoli

Abubaker MAATUS
Fisheries Ports Manager
General Authority for Marine Wealth
Entisar zone Avenue airport, Tripoli

MALTE

Randall CARUANA *
Director of Fisheries
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for the Environment, Sustainable
Development and Climate Change
Ngiered Road, Marsa

Adam KUYMIZAKIS
First Secretary
Embassy of Malta in Rome
12, Lungotevere Marzio, 00186 Rome
Italy

MONACO

MONTÉNÉGRO

Slavica PAVLOVIC *
Director General
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Rimski trg 46, 81000 Podgorica

Aleksandar JOKSIMOVIC
Head of Laboratory for Ichthyology and
Marine Fisheries
Institute for Marine Biology
Dobrota bb. P. fah 69, 85331 Kotor

MAROC

Fatima Zohra HASSOUNI *
Chef de la Division de la Durabilité et
Aménagement des Ressources Halieutiques
Département des Pêches Maritimes
B.P: 476, Agdal, Rabat

Bouchra HAOUJAR
Chargée des pêcheries Méditerranéens
Département des Pêches Maritimes
B.P: 476, Agdal, Rabat

Mohamed Yassine EL AROUSSI
Chef de Division de la Coopération
Département de la Pêche Maritime
BP 476, Agdal, Rabat

Hasna RAIS
Cadre à la Direction du contrôle des activités
de la pêche maritime
Département des Pêches Maritimes
B.P: 476, Agdal, Rabat

Zineb EL FATOUANI
Cadre à la direction de contrôle des activités de
la pêche maritime
Département des Pêches Maritimes
B.P: 476, Agdal, Rabat

Mohammed MALOULI IDRISSE
Chef du Centre Régional de Tanger
Institut National de Recherche Halieutique
BP 5268 Dradeb, Tanger

Najib EL OUAMARI
Chef du Centre Régional de l'INRH à Nador
INRH
Rue 49 N°3 Laary Chikh, Nador

Aicha AL MALKI
Chef de Service
Office National des Pêches
15, rue lieutenant mahroud -BP.16243 -20300

Asmaa JAHID
Chef de service des plans d'aménagement
Agence Nationale pour le Développement de
l'Aquaculture
Avenue Annakhil, Immeuble Les Patios, 4ème
étage, Hay Riad, Rabat

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

ROUMANIE

Constantin STROIE *
Senior Counselor
NAFA
29 Sf.Vineri street, 3rd floor, sector 3,
Bucharest

SLOVÉNIE

Roman ČIČMIRKO *
Senior Counsellor
Ministry of Agriculture and the Environment
Dunajska cesta 22
1000 Ljubljana

TUNISIE

Ridha M'RABET
Directeur Général
Direction Générale de pêche et de
l'aquaculture
30, Rue Alain Savary 1002 le Belvédère Tunis

Houssam HAMZA
Conseiller du Ministre
Ministère de l'Agriculture
30 Av Alain Savary, Tunis

TURQUIE

Esra Fatma DENIZCI ÇAKMAK *
Ministry of Agriculture and Forestry
Üniversiteler Mah. Dumlupınar Bulvarı, No:
161, 06800,
Ankara

Erdoğan GÜNES
Head
Statistics and Information Systems Department
Ministry of Agriculture and Forestry
Üniversiteler Mah. Dumlupınar Bulvarı, No:
161, 06800,
Ankara

PARTIES NON CONTRACTANTES COOPERANTES

BOSNIE HERZÉGOVINE

Gildzana TANOVIĆ
Minister Counsellor
Embassy of Bosnia and Herzegovina
Piazzale Clodio 12/III
00195 Rome

Armin ČIČIĆ *
Advisor for Coordination of Legal
Harmonisation to European Union Legislation
Ministry of Foreign Trade and Economic
Relations
Musala 9

GÉORGIE

Irine LOMASHVILI *
Chief Specialist of the Department
Of Biodiversity and Forestry Policy
Ministry of Environmental Protection
And Agriculture
Gualua str. 6, Tbilisi

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

H. E. Stela STINGACI *
Ambassador of the Republic of Moldova
to the Republic of Italy, Republic of Malta
and UN Agencies based in Rome
Embassy of the Republic of Moldova
Via Francesco Cherubini, 27
00185 Rome

Mihaela GORBAN
First Secretary
Economic issues and cooperation with FAO,
IFAD, WFP, CEI
Embassy of the Republic of Moldova
Via Francesco Cherubini, 27
00185 Rome

UKRAINE

Maksym MANTIUK
Alternate Representative of Ukraine to FAO
Embassy of Ukraine
Via Guido d'Arezzo, 9
00198 Rome

Yaroslav BIELOV
Chairman
State Agency of Fisheries

Vasyl TUROK
Head
Department of International Cooperation
State Agency of Fisheries of Ukraine
45a, Sichovykh Striltsiv str.
Kyiv, 04053

NON-CONTRACTING PARTIES

JORDANIE

Nizar HADDAD
General Director
National Center for Agricultural Research
Al-Baqah

Salah AL TARAWNEH
Deputy Permanent Representative of the
Kingdom of Jordan
Permanent Representation of the Hashemite
Kingdom of Jordan to Rome bases UN
Agencies
Via Giuseppe Marchi 1/B, 00161 Rome

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Alexander OKHANOV *
Counselor
Permanent Mission of the Russian Federation
to FAO
And other UN Agencies in Rome
00185, Rome, Via Gaeta 5 Italy

Kamil BEKYASHEV
Advisor
VNIRO
107140, Moscow, V.Krasnoselskaya 17

Ivan ZHUKOV
Head of Division
Federal Agency for Fisheries
107996, Moscow, Rozhdestvensky blvd 12

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTER-GOUVERNEMENTALES**ACCOBAMS**

Chedly RAIS
Consultant
ACCOBAMS
Secretariat Jardin de l'UNESCO Les Terrasses
de Fontvieille MC-98000
Monaco

IUCN

François SIMARD
Director of Global marine and Polar
Programme
IUCN
Mauverney 28, 1196 Gland
Switzerland

AOAD

Nidhal MELAOUAH
Fisheries and Aquaculture Expert
AOAD

UN Environment/MAP

Gaetano LEONE
Coordinator
UNEP/MAP
48 Vassileos Konstantiou Avenue Athens
11634
Greece

EUROFISH

Aina AFANASJEVA
Director
EUROFISH
H.C. Andersens Blvd 44-46, Copenhagen V
1553
Denmark

OBSERVATEURS D'ORGANISATION NON-GOUVERNEMENTALES / DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**BLACK SEA ADVISORY COUNCIL**

Marian Sorinel MANAILA
Chairman
Black Sea Advisory Council
Bd Mamaia 219 Constanta
Romania

GREENPEACE

Giorgia MONTI
Responsabile Campagna Mare
Greenpeace Italia Onlus
Via della Cordonata N° 7, 00187 Roma
Italy

LIFE

Iuri PERI
Project Manager
LIFE
Italy

Vittoria GNETTI
Outreach Coordinator Adriatic Recovery
Project
MedReAct
Via del Guasco 4, 60121 Ancona,
Italy

MARINE STEWARDSHIP COUNCIL

Ilaria VIELMINI
Fisheries Manager
MSC
Corso San Gottardo 28, 20136 Milano
Italy

OCEANA

Nicolas FOURNIER
Policy Advisor
Oceana
39 Rue Montoyer, 1000 Brussels
Belgium

MEDAC

Giampaolo BUONFIGLIO
President
MEDAC
Via XX Settembre 20, 00187 Rome,
Italy

Pilar MARIN
Marine Scientist
Oceana
Gran Via, 59, 28013 Madrid
Spain

OCEANCARE

Sigrid LUEBER
President
OceanCare
OceanCare Gerbestrasse 6 P.O. Box 372 CH-
8820 Waedenswil
Switzerland

Rosa CAGGIANO
Executive Secretary
MEDAC
Via XX Settembre 20, 00187 Rome,
Italy

Susanne HAGEN
Director of Science & Education
OceanCare
OceanCare Gerbestrasse 6 P.O. Box 372 CH-
8820 Waedenswil
Switzerland

Gian Ludovico CECCARONI
Expert
MEDAC
Via XX Settembre 20, 00187 Rome,
Italy

Fabienne MCLELLAN
International Relations
OceanCare
OceanCare Gerbestrasse 6 P.O. Box 372 CH-
8820 Waedenswil
Switzerland

Marzia PIRON
Temporary Executive Assistant
MEDAC
Via XX Settembre 20, 00187 Rome,
Italy

MEDREACT

Domitilla SENNI
Director
MedReAct
Via Urbana 143, 00184 Rome,
Italy

THE SHARK TRUST

Ali HOOD
Director of Conservation
The Shark Trust
Creykes Court The Millfields Plymouth PL1
3JB
United Kingdom

WWF

Giuseppe DI CARLO
Director of Marine
WWF
Via Po 25/C, 00166, Rome
Italy

Sarah FAGNANI
Fisheries Officer
WWF
Via Po 25/C, 00166, Rome
Italy

BUREAU DE LA CGPM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES**GFCM Bureau**

Stefano CATAUDELLA
Chairperson
Università di Tor Vergata
Via Orazio Raimondo, 8
00173 Rome
Italy

Esra Fatma DENIZCI ÇAKMAK
Ministry of Agriculture and Forestry
Üniversiteler Mah. Dumlupınar Bulvarı, No:
161, 06800,
Ankara
Turkey

**Chairperson of the Scientific Advisory
Committee on Fisheries (SAC)**

Othman JARBOUI
Directeur du laboratoire Sciences Halieutiques
Institut National des Sciences et Technologies
de la Mer (INSTM)
Centre de Sfax - BP 1035
3018 Sfax
Tunisie

**Chairperson of the Compliance Committee
(CoC)**

Randall CARUANA *
Director of Fisheries
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for the Environment, Sustainable
Development and Climate Change
Ngiered Road, Marsa
Malta

**Chairperson of the Committee on
Administration and Finance (CAF)**

Hachemi MISSAOUI
Directeur Général
Institut National des Sciences et Technologies
de la Mer (INSTM)
28 rue du 2 mars 1934
2025 Salammbô
Tunisie

**Coordinator of the Working Group on the
Black Sea (WGBS)**

Simion NICOLAEV
Director
National Institute for Marine Research and
Development “Grigore Antipa”
900581 Constanta, Blv. Mamaia 300
Romania

Coordinator of the BlackSea4Fish Project

Ali Cemal GÜCÜ
BlackSea4Fish Project Coordinator
General Fisheries Commission
For the Mediterranean
Mersin,
Turkey

DÉPARTEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE DE LA FAO

Àrni M. MATHIESEN
Assistant Director-General
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy

PROJETS RÉGIONAUX DE LA FAO

AdriaMed/MedSudMed

Enrico ARNERI
Project Coordinator
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy

Luca CERIOLA
Fishery Monitoring Expert
MedSudMed
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy

Nicoletta MILONE
Fisheries Information Officer
AdriaMed
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy

CopeMed/EastMed

Marcelo VASCONCELLOS
Fisheries Resources officer
Marine and Inland Fisheries Team
Fisheries and Aquaculture Department
FAO
Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome
Italy

Pilar HERNANDEZ
Fishery Expert
CopeMed II
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department

Stefano LELLI
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy

SECRÉTARIAT DE LA CGPM

Abdellah SROUR
Executive Secretary
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Fabio MASSA
Senior Aquaculture Officer
CAQ Backstopping Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Miguel BERNAL
Fishery Resources Officer
SAC Backstopping Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Nicola FERRI
Legal and Institutional Officer
CoC Backstopping Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Federico DE ROSSI
Data Compliance Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Dominique BOURDENET
Scientific Editor/Translator
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Margherita SESSA
Liaison Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Claudia ESCUTIA
Programme Associate
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Anna CARLSON
Consultant for Socio-economic matters
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Elisabetta Betulla MORELLO
Fishery Resources Specialist
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations

Liste des documents

GFCM:42/2018/1	Ordre du jour et calendrier provisoires
GFCM:42/2018/2	Rapport sur les activités intersessions de 2017-2018, les recommandations et le programme de travail pour 2018-2020 en matière de pêche
GFCM:42/2018/3	Rapport sur les activités intersessions de 2017-2018, les recommandations et le programme de travail pour 2018-2020 en matière d'aquaculture
GFCM:42/2018/4	Rapport sur les activités intersessions de 2017-2018, les recommandations et le programme de travail pour 2018-2020 en matière d'application
GFCM:42/2018/5 (CAF9)	Rapport du Secrétariat sur les questions administratives et financières
GFCM:42/2018/6 (CAF9)	Budget de la CGPM et contributions des parties contractantes pour 2018-2020
GFCM:42/2018/7	Modification de forme des décisions pertinentes de la CGPM proposées par les organes subsidiaires de la CGPM
GFCM:42/2018/8	Document de référence en vue d'un deuxième examen de performance de la CGPM
GFCM:42/2018/Inf.1	Liste des documents
GFCM:42/2018/Inf.2	Liste des participants provisoire
GFCM:42/2018/Inf.3	Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (en arabe, anglais, français et espagnol)
GFCM:42/2018/Inf.4	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote de l'Union européenne et de ses États membres
GFCM:42/2018/Inf.5	Cadre de la CGPM pour la coopération et les accords avec les parties non contractantes et les organisations partenaires (en anglais uniquement)
GFCM:42/2018/Inf.6	Rapport de la quarante et unième session de la CGPM (Monténégro, 16-20 octobre 2017)
GFCM:42/2018/Inf.7	Rapport de la septième réunion du Groupe de travail sur la mer Noire (Bulgarie, 11-13 juillet 2018) (en anglais uniquement)
GFCM:42/2018/Inf.8	Rapport de la douzième session du Comité d'application (Espagne, 5-6 juillet 2018) (bilingue)
GFCM:42/2018/Inf.9	Rapport de la vingtième session du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) (Maroc, 26-29 juin 2018) (bilingue)
GFCM:42/2018/Inf.10	Rapport de la dixième session du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture (CAQ) (Turquie, 27-29 mars 2017) (bilingue)
GFCM:42/2018/Inf.11	Projet de liste CGPM des navires pratiquant la pêche INDNR (en anglais uniquement)
GFCM:42/2018/Inf.12	Rapport sur l'opérationnalisation et le suivi de la stratégie pour le développement durable et l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire
GFCM:42/2018/Dma.1	The State of Mediterranean and Black Sea fisheries (SoMFi) 2018

- GFCM:42/2018/Dma.2 Cadre de référence pour la collecte de données (DCRF) – Version 2018.1(en anglais et en français)
- GFCM:42/2018/Dma.3 Déclaration ministérielle de Sofia (en anglais)
- GFCM:42/2018/Dma.4 Plan d'action régionale pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire (RPOA-SSF) (en anglais et en français)
- GFCM:42/2018/Dma.5 FAO. 2018. Macias, J.C., *et al.* 2018. *Allocated zones for aquaculture: a guide for the establishment of coastal zones dedicated to aquaculture in the Mediterranean and the Black Sea*. General Fisheries Commission for the Mediterranean. Studies and Reviews. No97. Rome, FAO

Discours prononcés à la quarante-deuxième session de la Commission

(dans la langue d'origine)

Árni M. Mathiesen

Sous-Directeur Général, Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO

GFCM President, Mr Stefano Cataudella,

Excellencies,

Distinguished Delegates,

Executive Secretary, Mr Srouf,

Colleagues,

It is with pleasure that I welcome you, on behalf of the FAO Director General, Mr José Graziano Da Silva, to the FAO headquarters for this forty-second session of the General Fisheries Commission for the Mediterranean (GFCM). This is a fitting setting for this Commission meeting, considering that the GFCM is ever-increasingly at the forefront in implementing FAO initiatives at the regional level. I applaud and am encouraged by this tremendous progress that the GFCM has been able to accomplish in recent years and, on behalf of the FAO, we look forward to further supporting this continued progress. As I know you have a long list of topics to cover over the next days, I wish to be brief in my remarks, however, I would be remiss if I didn't take a moment to highlight some of the most relevant developments, from the FAO's perspective, that have taken place within the GFCM over this intersession.

With the adoption of the Mid-term strategy (2017–2020) towards the sustainability of Mediterranean and Black Sea fisheries, the GFCM armed itself with a decisive tool towards meeting the UN SDGs and addressing the pressing issues facing fisheries management in this region. Indeed, the GFCM was the first regional fisheries management organization to ever implement such a comprehensive plan. Now, in the second year of implementation, we are beginning to see encouraging signs. Trends for certain stocks are reversing and data collection activities are starting to fill in important knowledge gaps in the region. Such progress attests to the effectiveness of strong and coordinated cooperation among the riparian countries of the Mediterranean and the Black Sea. We look forward to seeing similar strides being made in the coming years as the strategy for the sustainable development of Mediterranean and Black Sea aquaculture, adopted at the Commission last year, is now being fully implemented. The two strategies together, demonstrate that the GFCM is genuinely committed to implement the provisions in the FAO Code of Conduct on the interactions between marine fisheries and aquaculture. This is a point that is worth making given that the Code remains, up to this very day, our policy lighthouse.

Allow me also to underline the strong contribution of the FAO Regional Projects (AdriaMed, CopeMed, EastMed, MedSudMed), not only in the implementation of GFCM strategies, but also in other activities to support the sustainability of Mediterranean fisheries. This network of projects has been in place for many years now and it has considerably underpinned the work of the GFCM at the country level. Now that the strategies are in place they have become ever more crucial and the exemplary collaboration between the projects and the GFCM has led to stronger synergies being built within the overall framework of the FAO. Furthermore, the strategies have driven enhanced coordination between the GFCM and the FAO Regional Offices too, providing a framework for the FAO to “act as one” in the region.

Another area where the GFCM has been a leader in realizing FAO objectives has been in combatting IUU fishing and implementing regional port state measures. Indeed, this year we celebrated for the first time, on 5 June 2018, the first International Day for the Fight Against IUU Fishing. This historic event, which was driven by a GFCM initiative, has served to bring light to the scourge that IUU fishing presents and ensure this topic is given the importance it deserves in policy discussions.

This intersession has also seen the historic event which took place less than a month ago in Malta. The Ministerial Declaration on the Regional Plan of Action for Small-Scale Fisheries in the Mediterranean and the Black Sea, which was signed by 18 countries at the end of a very successful High-level conference, is truly a breakthrough achievement which has empowered this region to take strong and coordinated action to address small-scale fisheries and their role in poverty eradication, equitable development and sustainable resource utilization. I commend the GFCM for the success of this initiative, which has garnered much attention throughout the region and beyond. In fact, the RPOA – which is fully aligned with the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication (SSF Guidelines) – is a first-timer in terms of a specific region taking such proactive and comprehensive steps towards implementation of the SSF Guidelines. The FAO therefore remains keenly interested in supporting the implementation of the RPOA, including by providing expertise in complementary issues such as decent work and social protection, and we look forward to learning from the experience of the Mediterranean and the Black Sea and holding up this region as a best practice at a global level.

On the heels of World Food Day, which was celebrated last week on 16 October, we applaud the progress being made, yet we also recognize the long road ahead if we are to secure food security and sustainable livelihoods from fisheries in this region. We must rise to meet our current challenges – stock status, climate change, marine litter, IUU fishing, and social development, to name a few – and we must tackle these challenges with modern and innovative solutions. The GFCM is on the right track, including by building successful partnerships to address multi-dimensional issues, but more must be done.

To this end, I know that these issues, and many more will be discussed over the course of the coming days and so I wish to cede the floor to allow as much time as possible for these important deliberations. I wish you much success in your work over the coming days and I challenge you to continue taking bold steps in order to achieve our common vision of a sustainable Mediterranean and Black Sea that supports food security and livelihoods for generations to come.

Stefano Cataudella
Président, Commission générale des pêches pour la Méditerranée

Excellencies,
FAO ADG-FI (Mr Arni Mathiesen),
Executive Secretary of the GFCM (Mr Abdellah Srour),

Dear national delegates,
Representatives of partner organizations and civil society organizations,
Ladies and gentlemen,
Colleagues,

This is the last time that, as GFCM Chairperson, I have the honour and pleasure to welcome you at an opening session of the GFCM annual meeting. Thank you for having come so numerous today and for your constant support to the work of this commission. With your permission, I would like to rewind for a moment and look back at some of the main highlights during my tenure of GFCM Chairperson. In so doing, I want to be very objective, expressing my satisfaction when accomplishments were achieved and voicing some constructive criticism for things that can be still improved. I am grateful for the trust you have always shown to me.

When I took on the role of GFCM Chairperson we just came off the first performance review in the history of the GFCM. This review revealed that the Commission had to make significant efforts to improve its efficiency and modernize its operations against the background of the challenges in our complex region. Getting into this daunting task, we have emphasized two main priorities: the need to act through a participatory approach and that to duly take into account of the specificities in the Mediterranean and the Black Sea. Both priorities were crucial in my view to inform a process of strengthening of the GFCM as well, in more general terms, to forge the *modus operandi* of the Commission. These priorities were successfully tackled via the creation of an inter-governmental task force, open to Members, relevant non-Members and key stakeholders in the region for them to be actively involved during the intersessional period. In this case the means, namely the process leading to the fourth amendment to the GFCM Agreement, rather than the result, namely the adoption of the fourth amendment to the GFCM Agreement, was of significant importance. Make no mistake about, I am not trying to play down the fourth amendment to the GFCM Agreement: it was an effective development that turned this Commission into one of the most modern RFMOs in the world. What I am trying to say is that by broadening for the first time the scope of our discussions, reaching out to new actors, we have tremendously increased the visibility of the Commission so that others had an opportunity to know it and know the importance that it has. This has set important processes in motion, from the granting of Cooperating non-Contracting Party status to several countries that I hope will soon become full members, to the signature of numerous memoranda of understanding with partner organizations and, more recently, the adoption of three ministerial declarations. Signs like these are unmistakable evidence of legitimacy and relevance and, to the best of my knowledge, the openness of the GFCM has been praised time and again.

When talking about the specificities in our diverse region, I have witnessed the blossoming of a genuine interest at country level to shift towards a sub-regional approach. What started off as a provocative thought is now a concrete reality. Last May the first sub-regional unit of the GFCM was inaugurated, thanks to the efforts by the Bulgarian Government, and it was very fitting for this sub-regional approach to be jump-started with the Black Sea. A lot of work has been done by the GFCM Secretariat in this sub-region and more is expected given the recent operationalization of the BlackSea4Fish project. Other sub-regions are following suits. We have encouraging signs from the Adriatic and the Western-Med where Croatia and Spain, respectively, have shown interest to establish a sub-regional unit of the GFCM.

Bringing the GFCM closer to realities that exist on the ground will be instrumental to deliver results for the benefit of the entire region.

Speaking of results, we are all aware of the dire status of Mediterranean and Black Sea fisheries. A mid-term ambitious strategy was adopted to deploy a programmatic and measurable plan, based on targets and actions. The optimistic rationale being that by 2020 we will have reversed the negative trend in the decline of commercial fish stocks that we have been witnessing in recent years. I cannot omit to acknowledge the efforts in the context of the GFCM, and particularly its Scientific Advisory Committee on Fisheries, to get us through this objective, but we are not there yet. What has been done so far it's not enough and I hereby call upon everyone to do a part and contribute to do better. You must support the growth of independent research on fisheries in your countries.

Similarly, the strategy for sustainable aquaculture has endowed the Commission with a practical tool to step up the production in farmed seafood at the regional level. We have a fairly clear picture of the problems and the issues that the aquaculture sector faces and this is in large part thanks to the GFCM task force activities. However, we should expect more as supplying our market with more and better, in terms of quality, farmed fish is imperative. The GFCM should help us to do that while giving us clear guidance in light of market trends and international trade. In this regard, I believe that more contacts should be promoted with the private sector if we aim at informing a decision-making process oriented towards the priorities of the consumers.

I want to thank the FAO Regional Projects for their continuous support to the work of the GFCM. Again this year, the donors of the AdriaMed, CopeMed, EastMed and MedSudMed projects, namely Croatia, EU, Italy, Slovenia and Spain, have supported their implementation demonstrating that these are country-driven initiatives. I reckon that, while the level of coordination between the FAO Regional Projects and the GFCM remains good, we could do more. The same holds true for the broader GFCM-FAO relationship having regard in particular to the administrative hurdles that at times slow down the GFCM in carrying out its mandate. Even GFCM donors are experiencing that, and I am referring to the EU, France, Monaco and Spain that have continued to support the work of the Commission. I would like to thank them for that as well as to thank the GFCM Secretariat for the high standards of work in all the various areas covered by the mandate of our Commission. I would be remiss without saying that.

I wish this Commission to remain committed and country driven as the GFCM truly is a platform that can reconcile the different interests in this region via an independent decision-making power. To that end, you will have to make sure that transparency, including at the level of national administrations, and independence, in terms of providing scientific advice to the Commission, are underpinned at all times. These are the fundamental elements for sound policy-making in fisheries and aquaculture in addition to the awareness of what, borrowing from the concept of real economics, "real fisheries and aquaculture" really come down to. Always ask yourselves what should drive the demand for technical assistance, what would fishers think and do when you are proposing management measures and what this Commission can do to fill the gaps that still exist in this vast region. Because this is where the GFCM is, and will always be, an added value, as I have learnt these years.

In conclusion, let me tell you that acting as the Chairperson of this Commission has been for me a personal and professional achievement. I wish you success with this session and I wish, as of now, success to my successor to be elected later on this week.

Thank you very much.

Veronika Veits
Director, European Commission – DG MARE

Dear Assistant Director-General,

Dear Executive Secretary of the GFCM,

Dear delegates,

Ladies and gentlemen,

Let me first thank the FAO for hosting this meeting here in Rome. It is always very enjoyable to come to this beautiful and historical city. It is also a pleasure for me to attend for the first time the GFCM annual session and to express the opening statement on behalf of the European Union in this really important regional fisheries management organization. It is also a great opportunity to recall that over the last three years, we have garnered political support and commitment for action around the Mediterranean and the Black Sea to improve the fisheries governance in those two sea basins and to move towards sustainable fisheries, notably with the adoption of the Bucharest Declaration for the Black Sea in 2016 and the MedFish4Ever Declaration in March 2017. In June this year, the Sofia Declaration on sustainable fishing in the Black Sea was endorsed, and as mentioned by Mr Mathiesen, last month, we signed a Malta Ministerial Declaration on a regional plan of action for small-scale fisheries. This has only been possible due to the excellent work and the high ambition of all of the countries involved, the industries, NGOs, fishers, all stakeholders and, of course, the irreplaceable role played by the GFCM Secretariat.

With these declarations, we have a comprehensive framework in place that should guide our exchange over the next decade. What we need to do now is to continue delivering on our commitments and to actually turn ink into action. That is why the European Union intends to make the most of this GFCM session. We do have an ambitious set of proposals for recommendations in order to deliver on our common objectives. These objectives are well-known: i) safeguarding the sustainable use of fisheries resources; ii) reinforcing the compliance system; iii) addressing the Mediterranean specificities, such as the impact of recreational and small-scale fisheries; and iv) promoting sustainable development of aquaculture in the Mediterranean and the Black Sea.

On that basis, we intend to propose a series of recommendations, which have been prepared during the dedicated working groups, the Scientific Advisory Committee and the Compliance Committee, together with all contracting parties. We will present, among others, management and conservation measures for European eel in the Mediterranean, measures for small pelagics in the Adriatic Sea, rapa whelk in the Black Sea, giant red shrimps and blue and red shrimps in the Ionian and Levant Sea, as well as blue crab in the Strait of Sicily and measures for sharks and rays. We will also propose to consolidate the management measures that exist in the Strait of Sicily, for facilitating the monitoring, notably within the framework of the international inspection scheme that has permitted a fruitful cooperation between the contracting parties for the last two years. To strengthen control and the fight against IUU fishing, we will propose the adoption of recommendations on the marking of fishing gear and on access to information for the contracting parties engaged in joint inspection schemes. The European Union will also support the work prepared by the GFCM Secretariat regarding the priority session of the actions listed in the regional plan of action on small-scale fisheries. We all know that fisheries science plays a vital role as a basis for sound conservation and management for the key species in the Mediterranean and Black Sea. Therefore, also the European Union will fully support the work programme of the Scientific Advisory Committee.

Ladies and gentlemen, we are looking forward to fruitful discussions on these proposals and very much count on your support for them. The European Union contribution to the work of the GFCM is not only about tabling proposals, it is essentially to move forward the sustainability agenda, and therefore we will also continue to back financially the GFCM.

The European Union stands ready to support our non-European Union neighbors. We will therefore continue providing assistance for capacity-building, in particular thanks to the efforts of the European Fisheries Control Agency, which organizes trainings for inspectors in different sea basins, and thanks to support mechanisms and our enlargement and neighborhood policy, such as TAIEX. This technical assistance and information exchange instrument allows us to assist riparian states in the implementation of the MedFish4Ever and the Sofia declarations. Also supporting scientific cooperation and strengthening technical capacities with third countries is paramount for establishing conservation measures on specific fisheries. In this regard, we are currently financing the four specific FAO projects and we will continue to provide our support to these regional projects.

Finally, I would like to draw your attention on three important initiatives and events that will take place in the months to come, in accordance with our international commitments, and these are, first of all, the scientific forum, which takes place in mid-December this year. This forum will bring together the scientific community in order to establish and build a network of scientists. It will allow to discuss how to best progress in science and to integrate scientific knowledge into decision-making, and it will also allow hopefully to determine the scientific and research priorities for the years to come.

The second event is the follow-up ministerial conference on MedFish4Ever, which will take place in the first half of 2019 and will be an important moment to take stock of where we are in the implementation of the declaration.

And the third event, to which we are looking forward is a social conference that will also take place in the first half of 2019, and this conference will address the social aspects of small-scale fisheries in terms of working conditions and social protection or decent work.

I would like to take the opportunity to thank the hosts for these important events and reassure them that we will try to assist them as much as possible in the preparation.

Ladies and gentlemen, we all hope to see a successful annual session this week. We, from our side, will do the utmost to ensure fruitful discussions and a satisfactory outcome of this meeting. We hope ultimately to see another big move forward towards healthy fish stocks in the Mediterranean and towards profitable fisheries sector in the Mediterranean and the Black Sea.

Let me conclude and thank the GFCM Secretariat for the excellent preparation of this meeting and for all the efforts they are putting into the work of the organization. Thank you very much.

Fatima Zohra Hassouni
Chef de la Division de la Durabilité et Aménagement des Ressources Halieutiques
Département des Pêches Maritimes, Maroc

Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Monsieur le Président de la CGPM,
Monsieur le Secrétaire exécutif de la CGPM,
Mesdames et Messieurs les Délégués,

C'est pour nous un plaisir de participer avec vous à cette 42^{ème} session de la Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée (CGPM) au siège de la FAO, et le nombre des participants de la délégation marocaine prouve l'importance que notre pays accorde à cette organisation. Je tiens à féliciter le Secrétariat pour tous les efforts déployés pour le développement durable de la pêche afin de contribuer à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté dans sa zone d'application y compris la Méditerranée.

Notre ambition commune étant de parvenir à une gestion saine et pérenne de nos pêcheries notamment méditerranéenne et une valorisation adéquate de l'ensemble de nos ressources naturelles dans un contexte de changement climatique avéré.

Nous sommes tous convaincus ici, que les stocks halieutiques de la Méditerranée s'amenuisent. Ce constat nous préoccupe par les répercussions possibles de cette situation sur les milliers de pêcheurs et principalement les pêcheurs artisans en Méditerranée.

Le Royaume du Maroc s'est très tôt engagé volontairement et fortement, dans la préservation de ses ressources naturelles de toute nature et leur valorisation économique raisonnée, dans le cadre d'une approche intégrée, participative, inclusive et responsable.

Dans ce sens et dans la continuité de l'engagement de notre pays en faveur du développement durable notamment vis-à-vis des ORGP y compris la CGPM, le Maroc a endossé la stratégie à moyen terme de la CGPM pour la Méditerranée et la mer Noire (2017-2020) lors de la dernière session annuelle en mai 2016 et la déclaration ministérielle « Med Fish 4ever » à Malte en mars 2017, et a signé le protocole d'accord avec la CGPM en novembre 2017 à Marrakech pour la mise en œuvre des activités de la stratégie à moyen terme au niveau national. Ces actions concernent principalement les systèmes de surveillance des navires (en particulier pour la pêche artisanale, y compris les dispositifs de marquages électroniques), la préparation du Forum sur les sciences Halieutiques, l'exécution des campagnes régionales en mer, des enquêtes sur les caractéristiques socio-économiques des pêches, des actions spécifiques en support aux communautés et plateformes de pêcheurs artisanaux, aquaculture. Le Maroc a signé avec la CGPM une convention pour la mise en œuvre de la stratégie aquacole régionale à travers des actions ciblées pour soutenir la volonté de notre pays à développer l'aquaculture sur des bases durables. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de notre stratégie nationale Halieutis de développement et de compétitivité du secteur halieutique du Maroc notamment ses axes de durabilité et de compétitivité.

Le Maroc comme annoncé lors de la conférence de Malte en septembre dernier compte abriter la Conférence de haut niveau sur la protection sociale en premier semestre de 2019.

Récemment, le Maroc a signé le plan d'action régional pour la pêche artisanale lors de la Conférence de haut niveau sur la pêche artisanale durable en Méditerranée et en mer Noire à Malte en septembre 2018. Ce plan viendra sûrement se greffer sur les projets de la pêche artisanale lancés par le Maroc et constituera un prolongement de certaines actions déjà entamés.

Pour clore mon intervention, je tiens à adresser vifs remerciements à la CGPM et particulièrement à l'équipe de son secrétariat pour leur collaboration et je souhaite plein succès aux travaux de cette session.

Nadia Saichi Bouhafs

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Algérie

Monsieur le Sous Directeur Général des pêches et de l'aquaculture/ FAO

Monsieur le Président de la Commission Générale des pêches pour la Méditerranée

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CGPM

Honorable délégations

Mesdames et Messieurs,

Honorable assistance,

Permettez-moi, tout d'abord, de remercier en mon nom personnel et au nom du Gouvernement de mon pays, l'Algérie, la FAO d'avoir accueilli cette 42^{ème} session de la Commission dans cette belle ville qu'est Rome, et de participer avec vous, aujourd'hui, à cet important événement consacré à un nouvel engagement politique, de gouvernance et de gestion pour la mise en œuvre de d'un plan d'action sur la pêche et l'aquaculture en Méditerranée et en mer noire à travers l'adoption de nouvelles recommandations.

De même, nous tenons à saluer à cette occasion, tous les progrès réalisés à ce jour, à l'échelle méditerranéenne, par l'ensemble des parties prenantes, au travers des différents travaux menés à l'échelle régionale, ayant permis de développer une démarche et une approche commune en faveur d'une pêche et aquaculture durable.

À cette occasion, il me plaît d'adresser mes vifs remerciements aux membres de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, l'UE ainsi qu'aux projets régionaux, au Comité d'organisation et à tous ceux qui ont contribué à la préparation et à l'organisation excellente de cette rencontre.

Je voudrais, également, saisir cette occasion pour remercier, les différentes délégations ici présentes pour leur appui constant aux programmes et aux activités de la Commission, réitérant ainsi, leur engagement à soutenir le processus et les actions inscrites pour développement de la pêche.

En cette heureuse occasion, il me plaît, Mesdames et Messieurs, de vous assurer que l'Algérie adhère pleinement à cette démarche vertueuse pour la promotion de la pêche, à telle enseigne que nous nous en sommes largement inspirés pour l'élaboration de notre stratégie de développement des pêches et de l'aquaculture, baptisée « Aquapêche Algérie 2020 », avec une attention particulière à la pêche artisanale, et c'est dans ce cadre que nous avons initié nos projets de développement de l'Aquaculture, de Clusters maritimes intégrés, de Pesca tourisme et autres Aires de pêche protégées.

C'est pourquoi l'Algérie s'attelle, à l'instar de nombreux pays, à protéger son environnement marin pour les générations futures, par des actions visant à améliorer le système d'exploitation et de gestion des ressources halieutiques, tous en se basant sur les principes internationaux de croissance bleue.

Cette session annuelle ne pourrait que renforcer les efforts déployés à l'échelle nationale pour le développement durable, notamment à travers la définition d'une approche stratégique concertée qui répond aux attentes de la profession et obéit aux règles d'une exploitation durable.

Je souhaite une rencontre fructueuse et je suis certain qu'avec le soutien des différents partenaires, et de vos interventions, la session produira d'importants résultats et marquera un important point de départ pour la pêche et l'aquaculture dans la Méditerranée et en mer noire.

Enfin, j'aimerais en félicitant, encore une fois, les organisateurs de ce grand événement, vous assurer la volonté de l'Algérie à renforcer davantage sa coopération et son engagement à poursuivre le travail sur les différents sujets, afin de contribuer à la concrétisation des plans d'actions régionaux pour le développement de la pêche et de l'aquaculture et à la réalisation de ses objectifs.

Merci de votre attention.

S.E. Stela Stingaci

Ambassadrice de la République de Moldova auprès de la République d'Italie, la République de Malte et le agences de l'ONU basées à Rome

Thank you Chairman,
Distinguished delegates,

On behalf of the Government of the Republic of Moldova, we would like to thank you for the invitation to the 42nd session of the General Fisheries Commission for the Mediterranean, including the 9th Session of the Committee on Administration and Finance, organized under the FAO auspices.

Taking this opportunity we would like to express our gratitude for granting to the Republic of Moldova the status of non-contracting party at the 41st Session of the Commission in Montenegro last year, which represents a very important step forward for the involvement of the Republic of Moldova in the work of the Commission and, in due time, to full its membership.

The importance for the Republic of Moldova to be integrated within the GFCM, was stressed in light of obligations we have under the Association Agreement/DCFTA with the EU which contains, among others, provisions on cooperation with European partners in the field of conservation and management of fish stocks, ensure the regulation of commercial fisheries and implement effective measures monitoring and control of fishing activities, aquaculture etc.

We are now more committed, especially after the signature of the historic declaration in conclusion of the High-level Conference on Black Sea fisheries and aquaculture on 7 June 2018, which sets concrete objectives and actions that should help develop a comprehensive regional governance in the Black Sea. The Ministerial Declaration refers to 3 very important areas of cooperation for the Republic of Moldova, which we would like to reiterate as follows:

1. **Supporting the elaboration of national legislation in the field of fisheries and aquaculture consistent with relevant requirements under international agreements as well as under GFCM recommendations.** Republic of Moldova's priorities in this area are primarily focused on the implementation of the provisions of the Association Agreement. It is worth mentioning that the Republic of Moldova, starting with 2016, has not approved quotas for commercial fishing in the natural fishery aquatic objectives, which is an important branch in the country's economy. This is due to illegal, unreported, unregulated and undeclared fishing that puts a lot of pressure on fisheries. It is very important to ensure the regulation of commercial fisheries and implement effective measures monitoring and control of fishing activities.
2. **Protection of fishery resources.** For sustainable management in this area, the Republic of Moldova needs support in assessing fish stocks. In this context, it is very important for us to have a support in ensuring adequate data collection and exchange of data on all commercial fish stocks including small-scale and recreational fisheries to reinforce scientific knowledge on fish stocks and ecosystems. Also, an important role has the ensuring adequate collection on socio-economic fisheries-related data to support the decision making on management solutions and their impacts, to further integrate the socio-economic dimension in fisheries management.
3. **Aquaculture.** Considering that, in the Republic of Moldova, aquaculture is a developing branch, the aspects like common researches in aquaculture, ichthyology and hydrobiology; the sharing of experience in the preparation and implementation of joint projects in the field of fish breeding, fish transport and storage of fishery products, are very important for us. It is also important the assistance in the organization of growth and reproduction of genetic resources highly productive of the main pond fish farming: carp, perch, etc .; Also, providing and introduction of new technologies, scientific and methodological information in the aquaculture area, attending conferences and

publishing scientific articles; exchange of scientific experience for trainees, research assistants would be very useful for us.

We count on the cooperation with GFCM and FAO in implementing selected activities through the provision of technical assistance towards responsible fisheries and sustainable aquaculture, within the remit of the “Mid-term strategy (2017-2020) towards sustainable fisheries in the Mediterranean and the Black sea”.

Seizing this occasion, we would like to highlight our strongest commitment to further support all actions necessary to move further in implementing the established goals.

Thank you!

Chedly Rais
Consultant, ACCOBAMS

On behalf of the Executive Secretary of ACCOBAMS (Mrs. Florence DESCROIX-COMANDUCCI), I would like to express the satisfaction of the ACCOBAMS Secretariat as for the collaboration we have with GFCM. Collaboration that contributes in achieving the objectives of ACCOBAMS for the conservation of cetaceans and for the sustainability of fisheries in the Mediterranean and the Black Sea.

From the 41st session of GFCM we had the opportunity to further extend our collaboration with the GFCM Secretariat mainly through joint projects to assist a number of Mediterranean countries to address the issue of interactions between some fishing activities and cetaceans. In this context we completed a first joint project involving seven Mediterranean countries through the implementation of pilot actions targeting depredation in fishing gear and other negative interactions between cetaceans and fishing activities. The project allowed to better understand the mechanisms of these interactions and to experiment some mitigation measures. Also, a series of best practice manuals were produced as joint documents by ACCOBAMS, GFCM and FAO.

The collaboration between the Secretariat of ACCOBAMS and the Secretariat of GFCM has been extended this year through two new initiatives that consist in two collaborative multi-species projects involving other regional partners and aiming at mitigating bycatch and depredation by improving our knowledge about these issues of special interest for our two Organisations. These two projects are being implemented thanks to a substantial financial support from the MAVA Foundation.

We wish also to collaborate with GFCM on concrete actions to assess incidental catches of cetaceans in the Black Sea and work with the concerned countries on mitigation measures.

The Memorandum of Collaboration signed between the ACCOBAMS and GFCM Secretariats provides a good framework for these collaborative activities.

The year 2018 is particularly important for ACCOBAMS. Indeed, during this year, one of our most important projects has been implemented. It is the ACCOBAMS Survey Initiative whose objective is to assess the cetacean populations abundance and distribution in the Mediterranean. To this end, an unprecedented large-scale survey took place this summer in the Mediterranean Sea with the participation of almost 100 scientific observers from all the Mediterranean and two Black Sea countries. These consisted mainly in aerial surveys along predefined transects designed to ensure a representative coverage of the Mediterranean Sea. For this purpose, 8 aircrafts were mobilized and flew about 800 hours. Five vessels also conducted boat surveys for passive acoustic surveys and to cover areas where it was not possible to obtain permits for aerial surveys. All the Mediterranean countries have contributed to this initiative. While the focus of the survey was on cetaceans, it was an opportunity to collect also data on mega-fauna and marine litters.

Now, after the field surveys, we are working on the scientific interpretation of the data collected. Scientists from all the countries that contributed to the surveys contribute to the exercise of data processing and interpretation. *(Preliminary results are available on ACCOBAMS website and we will organise a side event to present the data during the Fish Forum of GFCM next December here in Rome).*

This initiative required several years for the development of the survey protocol and for raising necessary fund. It became reality thanks to the financial contribution from the MAVA Foundation, the Prince Albert II Foundation and the ACCOBAMS Contracting Parties. A similar survey is planned for the Black Sea.

Besides the data collected, this initiative has been an opportunity to strengthen the skills of the Mediterranean scientists through training workshops as well as through their participation in the aerial and boat surveys. The whole project assists ACCOBAMS Parties and range states in fulfilling their obligations regarding the EU-MSFD and the EcAp process of UNEP-MAP. The data collected will be particularly useful for the conservation of cetaceans, including to help manage the issue of interaction between cetaceans and fishing activities.

Thank you very much.

Nidhal MELAOUAH
Expert pêche et aquaculture, OADA

Au nom du professeur Ibrahim El Dukheri Directeur Général de l'OADA qui n'a pas pu assister à cette session en raison de ses engagements ultérieurs Je remercie le secrétariat de la CGPM pour l'invitation adressée à l'OADA pour prendre part aux travaux de la 42^{ème} session de la CGPM. D'autre part nous sommes convaincus que la signature du MoU entre la CGPM et l'OADA constitue un cadre institutionnel propice au développement de la coopération en matière de pêche et d'aquaculture au profit des états membres, sachant que parmi les 23 membres de pays arabes de l'OADA, sept d'entre eux figurent parmi les membres de la CGPM.

Il est à noter que les domaines de travail de l'OADA correspondent à ceux de la CGPM et en particulier dans le domaine de l'aquaculture où l'OADA a élaboré la stratégie arabe pour le développement de l'aquaculture 2017-2037, et vient de réaliser le plan exécutif de cette stratégie, et cela peut constituer un des axes de travail commun entre la CGPM et l'OADA et bien d'autres domaines d'intérêt commun sur la préservation des ressources marines vivantes, développement de la pêche artisanale.

Je réitère toute ma confiance dans la réussite de cette coopération.

Je vous remercie.

Nicolas Fournier,
Conseiller politique, Oceana

Dear Executive Secretary, honorable delegates,

Oceana would like to provide some reflections on priorities this GFCM 42th session. It is also important to put into perspective discussions to come, as you all know, the latest UN assessment on the State of the World Fisheries and Aquaculture (SOFIA, 2018) has confirmed that the Mediterranean in the world's most overexploited sea.

Oceana therefore calls on GFCM Contracting Parties, to act collectively to adopt the necessary measures that restore the productivity and health of the Mediterranean Sea, in particular as committed in the MedFish4Ever Declaration. CPs have made commitments in 2017, some of which under ambitious timelines, but nevertheless we hope this 42nd Commission will deliver these commitments. I would like to particularly point to 2 priorities elements:

1 - To establish the Mediterranean network of Essential Fish Habitats (EFH), as committed in Resolution GFCM/41/2017/5 by both designating new Fisheries Restricted Areas (FRA) to protect nurseries and spawning grounds and reduce excessive fishing mortality. And the second aspect is to include specific provisions in GFCM multi-annual plans, to systematically identify nurseries and spawning areas for priority stocks, establish protections for them, and strengthen their control and monitoring surveillance. On that point Oceana would like to inform the meeting that we will be organizing a workshop on Essential Fish Habitats at the GFCM Fish Forum in December, where we invite all delegates to participate.

2 - To take strong measures to combat IUU fishing and implement the RPOA-IUU adopted in 2017. This should be done by supporting the proposed recommendation on access to information and data related to monitoring and control. In view of the recently launched Global Record of Vessels by FAO, as well as Article 24 of the RPOA-IUU, Contracting Parties should consider widening the scope of this recommendation to include all fishing activity in the GFCM area;

Such measures will also allow GFCM to move closer to transparency and accountability standards existing in other RFMOs. I thank you for your attention and wish you a productive meeting.

4.2 New proposals for GFCM decisions (SAC)

- European Union proposal for a GFCM recommendation establishing a multiannual plan for sustainable trawling fishing activities in the Ionian Sea (Geographical sub-areas 19, 20 and 21) for the Giant red shrimp and Blue and red shrimp

- European Union proposal for a GFCM recommendation on establishing a multiannual management plan for bottom trawl fisheries exploiting demersal stocks in the Strait of Sicily (GSAs 12 to 16), repealing Recommendations GFCM/39/2015/2, GFCM/40/2016/4

Desde Oceana nos gustaría dar la bienvenida a este/estos nuevo(s) plan(es) plurianual(es), pero también nos gustaría puntualizar sobre un par de cuestiones relacionadas con la protección de Hábitats Esenciales (Essential Fish Habitats en inglés):

- (1) La primera, desde Oceana consideramos que cada nuevo plan debería contener provisiones para la protección sistemática de nurseries y zonas de puesta, ya que esta medida contribuiría directamente a la reducción de la mortalidad por pesca y por tanto a la recuperación de stocks sobreexplotados. Sin embargo, la protección de estas zonas no debería ser una medida complementaria sujeta a la elaboración de Planes plurianuales, debería ser una medida obligatoria para todos los stocks dados los resultados de la última evaluación de stocks. La protección de hábitats esenciales deberían ser medidas de urgencia, priorizando las especies sobreexplotadas y con bajos niveles de biomasa.

- (2) Y la segunda consideración. Hace tan solo 1 año y medio en marzo de 2017, todos los ministros de pesca del mediterráneo, es decir todos los representantes políticos de las delegaciones aquí presentes, se comprometieron a través de la Declaración MedFish4Ever a tener una red de Hábitats Esenciales en 2018. Este compromiso se ratificó el año pasado en esta misma Comisión a través de una nueva Resolución (GFCM/41/2017/5) con las mismas intenciones tener una red de Hábitats Esenciales para este año. A día de hoy, no tenemos red de hábitats esenciales y tampoco compromiso de las Partes para hacerlo en un corto plazo.

4.3 New proposals for GFCM decisions (CoC)

- Recommendation on Access to information and data related to the monitoring, control and surveillance:

Oceana welcomes this proposal as a necessary and good step to conduct effective MCS operations. However we would also like to encourage that the requirement to share authorized vessel lists be extended beyond pilot projects and inspection schemes, to be aligned with article 24 of the RPOA on IUU from the GFCM, where all CPCs commit to meet the data requirements of GFCM which includes an “*annual submission of a full dataset, plus regular updates on vessels listed in the GFCM regional fleet register*”.

Furthermore, we urge GFCM CPC to consider making such list public, thus allowing GFCM to move closer to existing transparency standards in other RFMOs, ICCAT requires not only annual information on access to coastal waters of CPCs and provides information on the target species, as well as the operator. On a voluntary basis, many CPCs to ICCAT already upload their vessel authorisation lists on a regular basis (i.e. Ghana, Guinea-Bissau, Liberia, Sierra Leone). In addition, in June 2018 the Global record of Fishing vessels was launched by FAO, which aims to also include authorisation data in the future.

5. Issues stemming from the Compliance Committee (CoC)

VMS and related controls system:

Oceana welcomes the suggestion to assess monitoring and compliance of FRAs by the CoC. As a matter of fact we reiterate our call for GFCM to adopts a more systematic and robust monitoring and control framework for FRAs, as illustrated by the growing evidence of non-compliance and possible illegal fishing in currently established FRAs.

We are concerned that FRAs may remain protected on “paper” only, whereas they are key tool to protect VMEs, deep-sea sensitive habitats and essential fish habitats (EFH). Not having them enforced is not serving their purpose neither fish stocks/ecosystems/nurseries and nor the fishermen that exploit the resource around. More importantly, making FRAs effective fisheries management tools is also a prerequisite to the success of the future GFCM network of Essential Fish Habitats.

Sigrid Lueber
Présidente, OceanCare

Distinguished Chair and Delegates,

In 2016, OceanCare signed a memorandum of understanding (MoU) with the GFCM to work together on illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing, bycatch, marine debris and ocean noise pollution. We are pleased to report on a variety of activities pertaining to these issues.

In December 2017, OceanCare started a survey among fishermen on the east coast of Sicily to learn more about their perception of negative impacts on fisheries and possible solutions, their interaction with non-target species such as dolphins and sea turtles, their assessment of marine plastic pollution, and the acceptance of marine protected areas. A total of 34 fishers operating mainly longlines, trawl nets, gill nets, trammel nets, and purse seines in nine fishing ports have been interviewed so far. Although this first survey is part of an ongoing study not completed yet, we would like to share some preliminary results.

Among the most striking results is the fact that over 60 percent of the interviewed fishers think that abandoned, lost, and discarded fishing gear (ALDFG) at sea is a problem, whereas 94 percent replied that specific facilities in the ports to dispose of old and broken fishing gear are completely missing. Forty-four percent of the respondents affirmed that entanglement in ALDFG happens to sea turtles and dolphins, whereas the bycatch of sea turtles is reportedly more common, and the high numbers of bycaught sea turtles indicated by some fishers are worrisome and need to be further examined. While the interviewed fishers admit that overfishing is the main cause for a decrease in fish landings, they highlighted the fact that IUU fishing is a problem in their area and that effective controls are needed.

This first part of the survey allowed interesting insights into the routines of a local fishery community, their perception of the impacts they have on the environment, their assessment of factors negatively influencing fisheries and their ideas of ways forward. This study will be continued to increase the number of respondents, to cover different fishing seasons and areas, and is planned to be completed in 2020.

We would like to inform the Commission about several beach cleaning activities OceanCare has undertaken in Spain and Italy, as well as educational outreach projects with schools in Mallorca and Sicily.

We have also tried to find different ways of communication to raise awareness about the issue of ocean noise and marine debris, to broaden the target audience and ultimately achieve a change in behaviour. Such elements include two edutainment videos, which are available in the main Mediterranean languages.

In 2017, we have launched the I-CARE campaign aimed at empowering the public to reduce plastic waste. The campaign is mainly directed towards young people and focusses on social media. A campaign song of an environmentally conscious rock band has been integrated. On the campaign's website, people are asked to take a pledge to reduce their disposable plastic consumption. A real time calculator measures the impact of such commitment in terms of the reduced yearly consumption of disposable plastics. This is a catalyst to encourage participants to further rethink their plastic consumption. Additionally, participants are presented with eco-friendly products helping them to keep their promise.

We are convinced that innovative campaigns such as I-CARE will significantly contribute to a rethinking about our attitude towards plastic use.

Pertaining to international processes, OceanCare was a panelist at the 19th United Nations Open-ended Informal Consultative Process on Oceans and the Law of the Sea on the issue of Anthropogenic Underwater Noise in June 2018, and held two side events at such occasion. Moreover, OceanCare developed a concept note for a possible study by FAO on the impacts of ocean noise on marine resources, and its socioeconomic consequences. We will elaborate further on these activities under Agenda Item 3. Thank you.

Ali Hood

Directrice chargée de la conservation, The Shark Trust

Our organizations, which have a special focus on shark and ray conservation, appreciate delegates' consideration of our views on the pending proposal from the European Union (EU) to strengthen the General Fisheries Commission for the Mediterranean (GFCM) ban on finning (slicing off a shark's fins and discarding the body at sea). We applaud the EU for proposing measures to prevent waste while improving shark catch data across species.

Specifically, we urge the GFCM to prohibit removal of shark fins on-board vessels, as well as the retention, transshipment, and landing of shark fins that are not naturally attached to carcasses, without exception.

The IUCN Shark Specialist Group and the European Elasmobranch Association have found that under such a policy:

- Enforcement burden is greatly reduced;
- Information on species and quantities of sharks landed is vastly improved; and
- “High-grading” (mixing bodies and fins from different animals) is impossible.

The “fins-naturally-attached” method is widely accepted as the best practice for enforcing finning bans, and -indeed- the only way to guarantee that sharks have not been finned. Such a rule could also facilitate sorely needed, species-specific data on Mediterranean shark catches. The technique of making a partial cut and folding fins against the body can address industry concerns about safety and storage.

Because of the many practical advantages associated with the fins-naturally-attached method, the policy has been mandated not only in the EU, but also in the United States, Canada, most of Central and South America, and many countries fishing in the Indian and Pacific Oceans. It is also gaining acceptance in international arenas, as demonstrated by adoption by the North East Atlantic Fisheries Commission (2014) and the Northwest Atlantic Fisheries Organization (2016), as well as support from a majority of Parties to the International Commission for Conservation of Atlantic Tunas, including Albania, Algeria, Tunisia, Egypt, the Russian Federation, and most of West Africa.

We urge the GFCM to ensure enforceability of the existing finning ban by prohibiting at-sea removal of shark fins.

Please support the EU proposal to amend GFCM/36/2012/3.

The Shark Trust is a UK charity working to safeguard the future of sharks through positive change.

Shark Advocates International is a project of The Ocean Foundation dedicated to securing science-based policies for sharks and rays.

Ecology Action Centre promotes sustainable, ocean-based livelihoods, and marine conservation in Atlantic Canada.

Focused on sharks in peril and marine debris, Project AWARE is a growing movement of scuba divers protecting the ocean planet – one dive at a time.

These groups have formed the Shark League (www.sharkleague.org).

The Shark League is funded by the Shark Conservation Fund.

Gaetone Leone
Coordinateur, ONU Environnement/PAM

Mr. Chairman, Assistant Director General, Executive Secretar, Distinguished delegates,

On behalf of the UN Environment/Mediterranean Action Plan-Barcelona Convention system I thank you for the invitation to participate at the Forty-second session of the General Fisheries Commission for the Mediterranean.

It is an honor to share with this Commission a brief report on the strengthening cooperation between UNEP/MAP and GFCM, cooperation that supports progress towards our common aim, the achievement of healthy and productive Mediterranean Sea and Coast.

The health of marine and coastal ecosystems is a prerequisite for sustainable fisheries. In turn, sustainable fisheries and sustainable management of the fish stocks contribute to good environmental status of the oceans and seas. Thus, cooperation between environmental and fisheries experts and organizations is a prerequisite for the achievement of the 2030 Agenda for Sustainable Development.

The unique nature of the partnership of GFCM and UNEP/MAP Secretariats responds to this need, through the development and implementation of a Memorandum of Understanding, which was welcomed in recent years as a potential model for other regional seas, in various key international meetings, including for instance at the SDG14 Ocean Conference.

The recent CBD Sustainable Ocean Initiative Capacity Building Workshop for Northern Africa and the Mediterranean, which took place just a week ago in Tangiers, Morocco, highlighted how the efficient cooperation among a Regional Sea Convention and a Regional Fishery Management Body can support progress towards achieving Aichi Target 6 and 11 at national level in the countries of the region.

The Workshop was an important opportunity of dialogue and cooperation for national representatives and actors on marine biodiversity conservation and fisheries and marine resources management to work together, with the support of the CBD Secretariat and UNEP/MAP and GFCM experts.

It resulted in developing strategies and action plans to enhance cross-sectoral approaches to conservation and sustainable use of marine biodiversity. Based on its outcomes, the CBD Secretariat in collaboration with relevant regional organizations, will prepare a synthetic document on capacity building needs that will be used as a concrete proposal to be presented to potential donors/funding institutions.

We stand as an example for other regions also in terms concrete results of the implementation of our Memorandum of Understanding, which includes the development of the 2017 Mediterranean Quality Status Report, in which GFCM had a leading role in the development of the fisheries related part.

The Joint implementation of a Sub-Regional Pilot Study in the Eastern Mediterranean on Non-Indigenous Fish Species was an innovative pilot initiative that resulted in a sub-regional monitoring plan, in line with the UNEP/MAP Integrated Monitoring and Assessment Programme and with the GFCM Data Collection Reference Framework.

Management of marine litter in Mediterranean is also a priority in line with both of our Mid-Term Strategies. In this regard GFCM participation and contribution to the UNEP/MAP-led Regional Platform on Marine Litter management in the Mediterranean continues to be crucial. I am also looking forward to sharing our experience on marine litter management, building on the best practice of the implementation of the Regional Plan on Marine Litter Management for the Mediterranean, during the Marine Litter Workshop at the 2018 GFCM Fish Forum.

This Workshop will aim to exchange best practices in relation to fishing measures on reducing marine litter (as ghost nets) and will contribute to the development of the Marine Litter Adaptation Strategy of

GFCM and in concrete terms to the elaboration of mitigation measures which are necessary to reduce and mitigate the effects of marine litter on marine ecosystems and fisheries.

We are excited about the GFCM Fish Forum – this will undoubtedly be a key event, in which we aim to participate meaningfully to further enhance exchange of knowledge between biodiversity and fisheries experts. We plan various Workshops and a side event, including on topics of marine litter and area-based management measures.

At UNEP/MAP, we welcome full-heartedly the commitment of GFCM and its Members to provide protection to vulnerable marine ecosystems and essential habitats for marine species, both through the adoption of Fisheries Restricted Areas and through discussing protocols and mechanisms to minimize the impact of fisheries on the ecosystem. I strongly believe that this approach can also provide a more sustainable and cost-efficient fisheries management in the contiguous marine areas including high seas.

In this regard, I would like to specifically welcome that one of the proposed recommendations aims at further protection to shark and rays, also aligning with the Protocol Concerning Specially Protected Areas and Biological Diversity in the Mediterranean Annex II and III.

Mister Chairman, distinguished delegates,

The strong focus of the agenda of this Session on biodiversity protection showcases the recognition of the importance of sustainable management of marine resources and the strong commitment of GFCM members to this goal. This is also an area on which we have a long-standing cooperation with GFCM, in line with our Memorandum of Understanding.

One important output of this cooperation is GFCM Resolution/37/2013/1 “on area-based management of fisheries, including through the establishment of Fisheries Restricted Areas and coordination with the UNEP/MAP initiatives on the establishment of SPAMIs”, which has been key to move towards harmonization of the criteria to identify Specially Protected Areas of Mediterranean Importance and Fisheries Restricted Areas, where appropriate.

I was very interested to see in this regard that some of this Fisheries Restricted Areas for which management points will be discussed in upcoming days overlap with Ecologically or Biologically Significant Areas (EBSAs), as such opening the possibility that both GFCM and UNEP/MAP work together to minimize any significant impact from anthropogenic activities.

In this spirit, UNEP/MAP indicated already its willingness during the Meeting of the Forty-first session of the General Fisheries Commission for the Mediterranean to work closer together, specifically in relation to the recently established Fisheries Restricted Area in the Jabuka/Pomo Pit area of the Adriatic Sea.

Let me reconfirm here today this willingness and go even a step further by expressing my expectation towards an even closer cooperation in relation to area-based management measures. When such measures either under GFCM or UNEP/MAP auspices are adopted, they can be bases for further coordinated actions both to ensure harmonization of the criteria to identify FRAs and SPAMIs, and to establish such areas in a coordinated manner.

As I said, we strongly believe that such cooperation is necessary to ensure that objectives and targets related to achieving Good Environmental Status of these specific areas are met. This would be a positive practice towards Marine Spatial Planning based on the implementation of the Ecosystem Approach.

Finally, let me recall here that the excellent cooperation between the two Secretariats has recently also involved exchanges of lessons and practice in relation to our respective Compliance mechanisms – enforcement is becoming more and more crucial to achieve our respective goals, and I look forward to continuing on this path of partnership and joint delivery.

I thank you for your attention and I wish you a successful meeting.

Recommandation CGPM/42/2018/1 relative à un plan de gestion pluriannuel de l'anguille d'Europe en mer Méditerranée

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) a visé à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité des activités de pêche sur le long terme, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM doivent être fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique le principe de précaution conformément au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

NOTANT que l'objectif de développement durable (ODD) 14 des Nations Unies recommande que les écosystèmes marins et côtiers soient protégés et gérés de manière durable d'ici à 2020;

NOTANT que l'ODD 14 recommande d'approfondir les connaissances scientifiques et de renforcer les capacités de recherche;

NOTANT que l'ODD 14 reconnaît la nécessité de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) afin d'assurer la prospérité, la sécurité alimentaire et la durabilité pour tous;

RECONNAISSANT que les États ont le devoir, en vertu du droit international, de coopérer par l'intermédiaire des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) afin de promouvoir des pratiques de pêche responsables;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉE par le fait que le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) ait conclu, lors de sa dix-neuvième session (Slovénie, mai 2017), que le stock d'anguille d'Europe (*Anguilla anguilla*) se trouvait dans un état critique;

RECONNAISSANT que le CSC, suivant les conclusions du Groupe de travail conjoint CECPAI/CIEM/CGPM sur l'anguille (WGEEL), a recommandé, à sa dix-neuvième session, que la mortalité anthropique affectant la production et l'échappement des anguilles argentées soit réduite – ou maintenue – à un niveau aussi proche que possible de zéro;

SE FÉLICITANT du fait que le CSC a recommandé, à sa dix-neuvième session, que les données concernant l'anguille d'Europe soient collectées au sein du cadre de référence pour la collecte de données (DCRF);

RAPPELANT la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte

contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

CONSIDÉRANT que certaines mesures de gestion des pêches doivent être révisées et adaptées à l'évolution de l'état des stocks exploités et des connaissances scientifiques, en tenant compte des aspects socioéconomiques, et qu'une méthode appropriée doit être établie à cette fin;

RECONNAISSANT les principes et les normes internationales concernant les pratiques de pêche responsables inscrits dans le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO;

RAPPELANT que les signataires de la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 ont exhorté tous les États riverains à se conformer aux mesures de gestion adoptées par la CGPM et à mettre pleinement en œuvre la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire;

NOTANT que la Résolution CGPM/40/2016/2 relative à une stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire contient une cible spécifique visant à inverser l'évolution négative des stocks halieutiques en renforçant les avis scientifiques à l'appui de la gestion des pêches;

AYANT À L'ESPRIT que la Résolution CGPM/40/2016/2 classe l'anguille d'Europe comme une espèce commerciale dont la conservation est prioritaire et qui nécessite la production d'un avis pour la mer Méditerranée;

SE FÉLICITANT des efforts de gestion déployés par certaines parties contractantes et parties non contractantes coopérantes (PCC) afin de soutenir une exploitation durable de l'anguille d'Europe dans leurs eaux marines, leurs eaux douces et leurs eaux saumâtres de transition telles que les lagunes et les estuaires;

RECONNAISSANT qu'une action urgente est nécessaire pour assurer la reconstitution du stock dans toute son aire de répartition naturelle et que des mesures doivent être appliquées à tous les stades du cycle de vie de l'anguille d'Europe, de la civelle à l'anguille argentée;

AYANT À L'ESPRIT que les modes migratoires et les cycles de vie particuliers des poissons catadromes nécessitent des mesures de gestion et de conservation spécifiques;

NOTANT que le CSC a recommandé, à sa dix-neuvième session, d'élaborer un plan de gestion régional adaptatif pour cette espèce en Méditerranée;

CONSIDÉRANT que la population d'anguille d'Europe est considérée comme un stock unique, de sorte que les dispositions contenues dans la présente recommandation contribuent à la reconstitution de l'espèce;

CONSIDÉRANT que les spécificités du cycle de vie des espèces catadromes telles que l'anguille d'Europe nécessitent des mesures de gestion spécifiques;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b), et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectifs généraux, portée géographique et définitions

Objectifs généraux du plan pluriannuel

1. La présente recommandation établit un plan de gestion pluriannuel des pêches exploitant l'anguille d'Europe en mer Méditerranée, conformément à l'approche de précaution en matière de

gestion des pêches. Ledit plan est destiné à procurer et maintenir des rendements élevés à long terme et à garantir un faible risque d'effondrement du stock, tout en préservant la durabilité et une relative stabilité des pêches.

2. Les PCC sur le territoire desquelles les activités de pêche consistent à capturer l'anguille européenne dans la zone visée au paragraphe 1 acceptent de mettre en œuvre le plan de gestion pluriannuel pour les pêches concernées, conformément aux mesures et aux objectifs généraux et spécifiques établis par la présente recommandation.

3. Compte dûment tenu de l'état critique du stock d'anguilles d'Europe signalé par le CSC et de l'urgence qui en découle de restaurer l'état de conservation de ce stock, les PCC conviennent que toutes les activités de capture d'anguille d'Europe sont couvertes par ce plan, à savoir les captures ciblées, accidentelles et récréatives.

4. Un ensemble de mesures de gestion de précaution transitoires est élaboré afin de répondre au besoin immédiat de réduire la mortalité par pêche et de veiller à ce que le stock soit maintenu à des niveaux biologiquement durables à long terme.

5. Les PCC peuvent prendre en compte dans leurs mesures de gestion d'autres facteurs de mortalité anthropique, afin de réduire leur impact sur l'anguille d'Europe, d'augmenter la probabilité que des individus s'échappent en mer et d'inclure des pratiques de repeuplement ou de transfert.

6. Moyennant une collecte de données adéquate, le CSC formule un avis sur des mesures à long terme conformément aux objectifs énoncés au paragraphe 1.

7. Sur la base de l'avis du CSC, la CGPM adapte et complète au besoin les mesures de gestion de précaution transitoires en vue d'atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 1.

8. Le plan de gestion pluriannuel est appliqué de manière équitable, opportune, transparente et non discriminatoire, conformément au droit international et sans préjudice de mesures plus strictes ou d'une portée plus générale qui pourraient être déjà établies par les PCC dans leurs plans de gestion nationaux.

Champ d'application géographique

9. Le plan de gestion pluriannuel établi par la présente recommandation s'applique à toutes les eaux marines de la mer Méditerranée.

10. Compte tenu des spécificités du cycle de vie de l'anguille d'Europe et de l'importance d'intégrer les mesures de gestion prévues dans tous les habitats où ont lieu des activités de pêche, les PCC conviennent d'inclure les eaux douces et les eaux saumâtres de transition telles que les lagunes et les estuaires dans le champ d'application de la présente recommandation.

Définitions

11. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- a) «anguille d'Europe» désigne les poissons appartenant à l'espèce *Anguilla anguilla*;
- b) «mer Méditerranée» désigne les sous-régions géographiques 1 à 27 incluse, telles que définies dans la Résolution CGPM/33/2009/2 relative à la création des sous-régions géographiques dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Résolution CGPM/31/2007/2;
- c) «pêche récréative» désigne une activité de pêche non commerciale exploitant des ressources biologiques marines à des fins récréatives, touristiques ou sportives;
- d) «pêche illicite, non déclarée et non réglementée» ou «pêche INDNR» désigne les activités

mentionnées au paragraphe 3 du Plan d'action international de la FAO de 2001 visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;

- e) «point de débarquement autorisé» désigne les ports ou les lieux situés à proximité du littoral et désignés par les PCC comme des lieux où le débarquement des captures d'anguille d'Europe est autorisé;
- f) «autorisation de pêche» désigne une autorisation spéciale accordée par les autorités juridiques habilitant une personne physique ou morale ou un navire de pêche à mener des activités de pêche commerciale capturant l'anguille d'Europe, que ces captures soient ciblées pendant une période déterminée ou dans une zone donnée;
- g) «période de fermeture» désigne une période spécifique du jour ou de l'année pendant laquelle les activités de pêche entraînant des débarquements d'anguille d'Europe sont interdites;
- h) «manuel du DCRF» désigne le manuel préparé par le CSC et approuvé par la Commission à sa trente-neuvième session résultant de la mise en œuvre du DCRF.

PARTIE II

Objectifs spécifiques

12. La présente recommandation établit un plan de gestion pluriannuel pour l'anguille d'Europe. L'objectif opérationnel de ce plan de gestion est de contribuer au contrôle de la mortalité par pêche et d'assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable à long terme de cette espèce en Méditerranée, conformément à l'article 2 de l'Accord de la CGPM et au paragraphe 1 du présent plan.

13. Les mesures de gestion de précaution transitoires ont pour objectif d'ajuster immédiatement les niveaux de mortalité par pêche à d'autres mesures potentielles ainsi que de remédier à l'état critique du stock, tel que mentionné dans la Partie III de la présente recommandation.

14. Les mesures de gestion transitoires préparent également le terrain pour un futur plan de gestion tout en réduisant le risque qu'en l'absence d'évaluation scientifique la biomasse du stock tombe à des niveaux extrêmement bas, compromettant la viabilité économique des pêcheurs exploitant l'anguille d'Europe.

15. Le plan garantit que les données pertinentes relatives à l'anguille d'Europe et aux pêches qui exploitent cette espèce sont collectées au moyen de la plateforme en ligne du DCRF et conformément aux décisions pertinentes de la CGPM, et que des recherches scientifiques sont menées notamment pour déterminer des mesures de gestion à long terme.

16. Le plan garantit que, moyennant la formulation opportune d'un avis scientifique par le CSC, la CGPM examine et adapte, le cas échéant, les mesures de gestion à court terme.

17. Le plan vise enfin la réduction des activités de pêche INDNR dans sa zone d'application.

PARTIE III

Mesures de gestion transitoires

Mesures de gestion transitoires

18. À court terme, les PCC appliquent une réduction de l'effort de pêche ou des captures d'anguille d'Europe d'au moins 30 pour cent par rapport à la période de référence 2006-2008 ou à une autre période de référence d'une durée de trois ans définie par les PCC. Ladite réduction s'applique de manière progressive sur la base d'une réduction annuelle de 10 pour cent sur une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2019, soit l'année suivant la quarante-deuxième session de la CGPM. La période de

référence est sans préjudice des discussions tenues dans le contexte du groupe de travail auquel il est fait référence au paragraphe 33 de la présente recommandation et ne préjuge pas de l'établissement d'une future période de référence. Lorsque des plans de gestion nationaux aboutissant à des réductions d'au moins 30 pour cent de l'effort ou des captures ont été mis en œuvre avant l'entrée en vigueur de la présente recommandation, la période de référence peut être celle désignée dans le plan de gestion national.

19. Les PCC mettent en place une fermeture annuelle de la pêche de trois mois consécutifs pendant lesquels le débarquement de l'anguille d'Europe est interdit. Afin de réduire efficacement la mortalité par pêche, la période de fermeture est déterminée par les PCC dans leur plan de gestion national, de même que les pêcheries et les engins de pêche ciblant l'anguille d'Europe. La période de fermeture de la pêche est conforme à l'objectif défini au paragraphe 18, aux plans de gestion nationaux en place et aux schémas de migration temporelle de l'anguille d'Europe dans la PCC concernée.

20. Les PCC peuvent établir des zones de pêche réglementée au sein de la portée géographique de la présente recommandation afin de renforcer la protection de l'anguille d'Europe. Il est interdit de débarquer des captures d'anguille d'Europe effectuées dans lesdites zones et les spécimens capturés accidentellement sont immédiatement relâchés au moment de leur capture. L'emplacement et les limites des zones de pêche réglementée sont cohérents avec les dispositions visées au paragraphe 18 et la répartition des principaux habitats de l'anguille d'Europe dans la PCC concernée.

Plans de gestion nationaux et mesures de gestion nationales

21. Les plans de gestion nationaux et les mesures de gestion nationales déjà en vigueur dans les territoires relevant de la compétence des PCC sont communiqués au Secrétariat de la CGPM au plus tard le 31 janvier 2019.

22. Les PCC n'ayant pas de mesures nationales en vigueur adoptent, au plus tard le 30 juin 2019, un ensemble minimal de mesures compatibles avec les paragraphes 18 à 20, et les communiquent au Secrétariat de la CGPM au plus tard le 31 janvier 2020.

23. Les plans de gestion nationaux adoptés par les PCC établissent des mesures techniques, telles que les engins de pêche et le maillage autorisés.

24. Les PCC peuvent prendre des mesures volontaires afin de compléter le plan de gestion pluriannuel. Ces mesures volontaires peuvent prendre en compte, entre autres, l'état de conservation de l'anguille d'Europe dans leurs eaux, l'impact des activités de pêche capturant l'anguille d'Europe dans leurs eaux et le contexte pertinent propre à la PCC concernée tel que les autres sources anthropiques de mortalité.

25. Ces mesures sont communiquées au Secrétariat de la CGPM dans un délai d'un mois après leur entrée en vigueur.

PARTIE IV

Collecte de données, programme de recherche scientifique et clause de révision

Collecte de données

26. Les données fournies par les PCC et mentionnées dans le manuel du DCRF, y compris les données aussi anciennes que possible et les zones où la présence de l'anguille d'Europe est attestée ou probable dans leurs eaux respectives relevant de la présente recommandation, sont transmises au Secrétariat de la CGPM au plus tard à la quarante-troisième session de la CGPM. Les zones où la présence de l'anguille d'Europe est attestée ou probable sont déterminées si possible par des polygones fermés dont les coordonnées des sommets sont indiquées suivant le système de coordonnées spatiales World Geodetic System 84. Les PCC sont encouragées à fournir des cartes illustrant ces zones en utilisant

le même système de coordonnées spatiales.

27. Lorsque des activités de pêche récréative et/ou de pêche INDNR sont attestées, les données disponibles, y compris des estimations, sont également transmises au Secrétariat de la CGPM au plus tard à la quarante-troisième session de la CGPM.

28. Les PCC transmettent au Secrétariat de la CGPM les données relatives aux activités de repeuplement ainsi que les données relatives aux activités d'engraissement conformément aux délais fixés par la Recommandation CGPM/35/2011/6 relative à la communication de données et d'informations sur l'aquaculture, modifiant la Recommandation CGPM/33/2009/4.

29. Les PCC peuvent également transmettre de manière volontaire au Secrétariat de la CGPM toute information supplémentaire, au plus tard lors de la quarante-troisième session de la CGPM.

Programme de recherche scientifique

30. Le Secrétariat de la CGPM, avec l'appui du CSC, présente un mandat, y compris les coûts, services et autres prescriptions visant à soutenir la mise en œuvre d'un programme de recherche sur l'anguille d'Europe en mer Méditerranée, conformément au document fourni à l'annexe 7 du rapport de la dix-neuvième session du CSC. Le programme de recherche est lancé en 2019 et se termine en 2021, au plus tard six mois avant la quarante-cinquième session de la CGPM.

Clause de révision

31. Le plan de gestion pluriannuel est évalué par le CSC et, si nécessaire, examiné par la CGPM lors de sa quarante-cinquième session.

PARTIE V

Groupe de travail, évaluation par le CSC et adoption de mesures visant à atteindre les objectifs à long terme

32. Les PCC font rapport sur la mise en œuvre du plan de gestion pluriannuel à la CGPM en 2021, au plus tard lors de la quarante-cinquième session de la Commission. Si des mesures nationales ont été mises en œuvre, leur évaluation devrait être incluse dans ce rapport. Si possible, les PCC sont encouragées à fournir une estimation des impacts respectifs du plan de gestion pluriannuel et de leurs mesures volontaires.

Groupe de travail

33. Un groupe de travail est établi pour examiner des mesures de gestion de l'anguille d'Europe. Les tâches du groupe de travail sont définies à l'annexe de la présente recommandation.

Évaluation par le CSC

34. En 2023, au plus tard 6 mois avant la quarante-septième session de la CGPM, le CSC émet un avis sur les mesures appropriées en vue d'atteindre les objectifs à long terme énoncés au paragraphe 1. À cet effet, le CSC formule un avis en tenant compte des rapports des PCC, des résultats du programme de recherche scientifique, des résultats du groupe de travail, des données collectées dans le cadre du DCRF et des caractéristiques de l'état de conservation de l'anguille d'Europe et des pêches dans les territoires des PCC concernées. Le CSC, tout en tenant dûment compte des spécificités de la pêche à l'anguille d'Europe des PCC, émet un avis, entre autres, sur l'efficacité des mesures de gestion mentionnées dans la Partie III, ainsi que sur des limites de capture ou mesures d'effort appropriées, sur les tailles minimales, sur des mesures techniques appropriées, telles que la dimension des mailles et des hameçons, ainsi que sur d'autres mesures possibles ayant pour effet d'améliorer la sélectivité.

Adoption de mesures permettant d'atteindre les objectifs à long terme

35. En 2023, lors de la quarante-septième session de la CGPM, les PCC adoptent des mesures de gestion à long terme en vue d'atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 1, en complément ou en remplacement des mesures visées à la Partie III.

PARTIE VI

Autorisations de pêche, débarquements et mesures de lutte contre la pêche INDNR: enregistrement, traçabilité et contrôle des captures

Autorisations de pêche

36. L'autorisation de débarquer des captures d'anguille d'Europe est subordonnée à l'octroi d'une autorisation de pêche, conformément aux plans de gestion nationaux en place. Les autorisations de pêche sont soumises aux dispositions énoncées dans la Partie III et les PCC tiennent un registre actualisé.

37. D'ici au 1^{er} janvier 2020, les PCC établissent une liste de tous les navires de pêche battant leur pavillon et autorisés à pêcher l'anguille d'Europe dans leurs eaux respectives relevant de la présente recommandation, quelle que soit la longueur hors tout du navire.

38. D'ici au 1^{er} janvier 2020, chaque PCC établit une liste de toutes les eaux de transition et saumâtres autorisées, telles que les lagunes et les estuaires, dans lesquelles des engins dormants permanents traditionnels sont installés pour pêcher l'anguille d'Europe.

39. Les autorisations visées aux paragraphes 36 à 38 sont transmises au Secrétariat de la CGPM au plus tard le 30 juin 2020 et régulièrement mises à jour.

Débarquements

40. Les débarquements d'anguille d'Europe sont autorisés uniquement aux points de débarquement désignés à cet effet. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM la liste de ces points de débarquement au plus tard lors de la quarante-troisième session de la CGPM.

41. Par dérogation au paragraphe 40, les PCC peuvent mettre en place des mesures alternatives aux points de débarquement désignés, à condition que celles-ci contribuent efficacement à la lutte contre la pêche INDNR.

Mesures de lutte contre la pêche INDNR: enregistrement, contrôle et traçabilité des captures

42. Les PCC veillent à ce que les pêcheurs ou les capitaines des navires autorisés à pêcher l'anguille d'Europe soient soumis à l'obligation d'enregistrer leurs captures en poids vif.

43. Les PCC veillent à ce que, dans le cas particulier des eaux de transition et des eaux saumâtres telles que les lagunes et les estuaires où les captures d'anguilles d'Europe sont effectuées avec des engins dormants permanents traditionnels, les opérateurs autorisés soient soumis à l'obligation d'enregistrer leurs captures en poids vif.

44. Sans préjudice du paragraphe 2 de la Recommandation CGPM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/34/2010/1, chaque PCC met en place un mécanisme permettant d'enregistrer dans le journal de pêche ses captures journalières d'anguilles d'Europe, quel que soit le poids vif de la récolte.

45. Les PCC mettent en place un système de traçabilité pour les débarquements, les ventes et les exportations afin de procéder au suivi des captures depuis le point de débarquement autorisé jusqu'à la destination finale, que les spécimens soient vendus vivants, morts ou transformés.

46. D'ici au 1^{er} janvier 2020, chaque PCC établit une liste des criées, des organismes ou personnes autorisés par cette PCC à effectuer la première commercialisation d'anguille d'Europe.

Pêche récréative à l'anguille d'Europe

47. Les PCC établissent régulièrement une estimation du nombre de pêcheurs récréatifs et de leurs captures de civelles, d'anguilles jaunes et d'anguilles argentées.

PARTIE VII

Dispositions finales

Entrée en vigueur

48. Les mesures nationales ou les mesures visées à la Partie III ne dérogent pas aux dispositions convenues par les PCC dans le cadre du présent plan de gestion pluriannuel, ni ne les affaiblissent, mais les complètent en vue d'accroître le taux de reconstitution du stock d'anguille d'Europe.

49. Le plan de gestion pluriannuel n'empêche pas les PCC concernées d'adopter des mesures nationales plus strictes.

50. Les pays en développement ayant l'intention de développer leur pêche à l'anguille d'Europe présentent un plan de développement comprenant un plan de gestion basé sur la présente recommandation, qui sera évalué par le CSC au plus tard le 30 juin 2020. Si les plans de développement ne sont pas conformes aux objectifs généraux et spécifiques définis dans le présent plan de gestion pluriannuel, le CSC formule des recommandations en tenant compte des spécificités du pays en développement en question.

Mandat du groupe de travail sur l'anguille d'Europe

Le groupe de travail visé au paragraphe 33:

- 1) est soutenu par la CGPM;
- 2) établit un calendrier de travail pour le développement de ses travaux et tient au moins une réunion en 2019, avant la prochaine réunion du CSC;
- 3) invite des observateurs participant aux réunions de la CGPM, la FAO et d'autres organisations régionales de gestion des pêches à participer à ses réunions; et
- 4) fait rapport sur ses conclusions et ses avis au CSC.

Sur la base des informations collectées au titre des Parties III et IV de la présente recommandation, le groupe de travail fournit des avis au CSC, au plus tard en 2022, sur des mesures de gestion appropriées en vue d'atteindre les objectifs visés au paragraphe 1 de la présente recommandation. Tout en tenant dûment compte des spécificités de la pêche à l'anguille d'Europe des PCC, le groupe de travail conseille le CSC notamment quant à l'efficacité des mesures techniques et de gestion visées dans la Partie III, sur des limites de capture, l'effort de pêche approprié, les tailles minimales et la dimension des mailles et des hameçons, ainsi que sur d'autres mesures possibles ayant pour effet d'améliorer la sélectivité.

Recommandation CGPM/42/2018/2 relative à des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d'application de la CPGM, modifiant la Recommandation CGPM/36/2012/3

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable de 2002, et notamment son Plan d'Application;

RAPPELANT la Déclaration de la Conférence ministérielle pour le développement durable des pêches en Méditerranée de 2003 (Déclaration de Venise de 2003);

RÉAFFIRMANT les principes du Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et rappelant l'approche de précaution et l'approche écosystémique en matière de gestion des pêches;

RAPPELANT le Plan d'action international de la FAO pour la conservation et la gestion des requins;

RAPPELANT la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone), ainsi que l'inscription de certaines espèces de requins à l'Annexe II ou à l'Annexe III de son Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Protocole ASP/DB);

NOTANT qu'il est important d'harmoniser les mesures de conservation et de gestion avec celles d'autres conventions internationales visant la protection de ces espèces;

TENANT COMPTE des avis du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) et, en particulier, de la nécessité d'identifier les espèces de requins et d'améliorer leur état de conservation, y compris en protégeant les zones côtières des engins de pêche les plus actifs;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Champ d'application

1. Les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) veillent à ce que les requins soient conservés à bord, transbordés, débarqués et commercialisés à la première vente d'une manière telle que les espèces soient reconnaissables et identifiables et que les captures, les captures accidentelles et, le cas échéant, la libération de ces espèces puissent être suivies et enregistrées.
2. Les PCC adoptent des mesures de gestion des pêches afin de garantir l'état de conservation approprié des requins.

PARTIE II

Définitions

3. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:
 - «Requin» signifie toutes les espèces appartenant au taxon Elasmobranchii;
 - «Nageoires de requin» signifie toutes les nageoires de requin, y compris les nageoires caudales, à l'exception des nageoires pectorales des raies qui font partie intégrante des ailes de la raie;

- «Chaluts» signifie les filets qui sont effectivement remorqués grâce à la puissance de propulsion du navire, qui consistent en un corps conique ou pyramidal (le corps du chalut), fermé par un cul de chalut et qui peuvent soit s'agrandir à l'ouverture par les ailes, soit être montés sur un cadre rigide. L'ouverture horizontale est soit obtenue par des panneaux, soit réalisée par une perche ou un cadre de forme et de dimension variables. Ces filets peuvent être remorqués soit sur le fond (chaluts de fond), soit entre deux eaux (chaluts pélagiques);

PARTIE III

Mesures de gestion des pêches

4. Les PCC veillent à ce que:
 - a) le prélèvement de nageoires de requin à bord des navires ainsi que la conservation, le transbordement ou le débarquement de nageoires de requin soient interdits;
 - b) afin de faciliter le stockage à bord, les nageoires de requin puissent être partiellement tranchées et repliées contre la carcasse, mais ne soient pas prélevées de la carcasse avant d'être débarquées;
 - c) l'étêtage et le dépeçage de spécimens à bord du navire et avant leur débarquement soient interdits et les requins étêtés et dépecés ne puissent pas être commercialisés à la première vente après leur débarquement;
 - d) il soit interdit d'acheter, d'offrir à la vente ou de vendre des nageoires de requin qui ont été prélevées, conservées à bord, transbordées ou débarquées en violation de la présente recommandation.
5. S'agissant de la réduction de la pêche au chalut dans les zones côtières afin d'améliorer la protection des requins côtiers:
 - a) Les PCC veillent à ce que les activités de pêche réalisées au moyen de chaluts soient interdites à moins de 3 milles nautiques des côtes, à condition que la limite des 50 mètres isobathes ne soit pas atteinte, ou dans les 50 mètres isobathes lorsque cette profondeur est atteinte à une moindre distance de la côte.
 - b) Les PCC peuvent accorder des dérogations spécifiques et géographiquement limitées, à condition que ces dérogations ne concernent qu'un nombre restreint de navires et:
 - i) soient justifiées par des contraintes géographiques particulières telles que l'exiguïté du plateau continental le long de l'ensemble du littoral d'une PCC ou la superficie restreinte des zones de chalutage du fait de différents facteurs;
 - et/ou
 - ii) concernent des chalutiers de petite taille dont la longueur hors-tout est inférieure ou égale à 12 mètres et dont la puissance motrice est inférieure ou égale à 85 kW et opérant traditionnellement dans les zones côtières;
 - ou
 - iii) concernent un nombre limité de navires pendant une campagne de pêche saisonnière;
 - et
 - iv) n'aient aucune incidence significative sur le milieu marin.
 - c) Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM les modalités d'application des dérogations visées au sous-paragraphe b) ci-dessus, au plus tard le 31 mars. Cette notification comprend:
 - i) la liste des navires de pêche au chalut autorisés ainsi que leurs caractéristiques;
 - ii) les zones pertinentes, définies selon leurs coordonnées géographiques, tant à terre qu'en mer, et selon les rectangles statistiques de la CGPM définis en vertu de la

Recommandation GFCM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/34/2010/1; et

- iii) les mesures prises pour surveiller et atténuer les incidences sur le milieu marin.
- d) Les PCC établissent un plan de surveillance spécifique pour la pêche au chalut pratiquée au titre de la dérogation visée au sous-paragraphe b).
- e) Ces dispositions sont sans préjudice de l'application de règles plus détaillées ou plus strictes par les PCC.

Espèces d'élasmobranches inscrites à l'Annexe II (liste des espèces en danger ou menacées) et à l'Annexe III (liste des espèces dont l'exploitation est réglementée) du Protocole ASP/DB de la Convention de Barcelone

6. Les CPC assurent une haute protection contre les activités de pêche des espèces d'élasmobranches inscrites à l'Annexe II du Protocole ASP/DB de la Convention de Barcelone, lesquelles doivent être, dans la mesure du possible, relâchées indemnes et vivantes.
7. Les spécimens d'espèces de requins inscrites à l'Annexe II du Protocole ASP/DB ne peuvent être conservés à bord, transbordés, débarqués, transportés, stockés, vendus, exposés ou proposés à la vente.
8. Les PCC veillent à ce que les spécimens de requin-hâ (*Galeorhinus galeus*) capturés au moyen de filets maillants de fond, de palangres et de madragues soient immédiatement relâchés indemnes et vivants, dans la mesure du possible.

PARTIE IV
Surveillance, collecte de données et recherche

9. Les PCC veillent à ce que:
 - a) les informations concernant les activités de pêche, les données relatives aux captures, les captures accidentelles, les remise à l'eau et/ou les rejets d'espèces de requins inscrites à l'Annexe II ou à l'Annexe III du protocole ASP/DB soient enregistrées par le propriétaire du navire dans le journal de bord ou dans un document équivalent, conformément aux dispositions de la Recommandation CGPM/35/2011/1;
 - b) ces informations soient communiquées aux autorités nationales, qui les notifient au Secrétariat de la CGPM aux moyens des rapports annuels nationaux transmis au CSC et selon les dispositions en matière de communication des données contenues dans les recommandations de la CGPM pertinentes et conformément au manuel technique du Cadre de référence pour la collecte de données de la CGPM (DCRF); et
 - c) toute mesure supplémentaire soit prise afin d'améliorer la collecte de données en vue d'assurer le suivi scientifique des espèces.
10. Le cas échéant, la CGPM et ses PCC œuvrent, à titre individuel et collectif, au renforcement des capacités et à d'autres activités de coopération en matière de recherche afin d'améliorer les connaissances sur les requins et la pêche au requin et d'appuyer la mise en œuvre efficace de la présente recommandation, notamment en concluant des accords de coopération avec d'autres organismes internationaux pertinents.
11. Les dispositions des paragraphes 4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont sans préjudice de l'application de règles plus strictes par les PCC.

Recommandation CGPM/42/2018/3 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer du Levant (sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27)

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité à long terme des activités de pêche, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM doit favoriser, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM doit adopter des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches pour garantir le maintien des stocks au-dessus des niveaux permettant d'obtenir le rendement maximal durable;

RAPPELANT que la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 (Déclaration MedFish4Ever) prévoit que, dans le contexte de l'établissement d'un cadre de gestion des pêches fondé sur les écosystèmes, toutes les principales pêches soient gérées au moyen de plans de gestion;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

RAPPELANT l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 août 1995, le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO et l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion;

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures visant à conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, les espèces non visées ainsi que leur environnement»;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM sont fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

RAPPELANT que la Déclaration MedFish4Ever invite les pays riverains de la Méditerranée à renforcer la coopération multilatérale et à mettre en œuvre des mesures visant à améliorer la durabilité des ressources, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les avis scientifiques, l'établissement d'un cadre de gestion écosystémique des pêches, l'élimination de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), l'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture durables ainsi que le renforcement de la solidarité et de la coordination;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT la Décision CGPM/36/2012/1 relative à des lignes directrices concernant un cadre général de gestion et la présentation des informations scientifiques pour des plans de gestion pluriannuels en vue d'une pêche durable dans la zone d'application de la CGPM;

CONSIDÉRANT l'avis formulé par le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) à sa vingtième session concernant l'adoption de mesures de gestion (par exemple des autorisations de pêche) pour le gambon rouge et la crevette rouge;

CONSIDÉRANT que la mortalité par pêche doit être maintenue en deçà des niveaux de sécurité permettant d'assurer des rendements élevés à long terme tout en limitant le risque d'effondrement des stocks et en garantissant des pêches stables et plus viables;

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique des pêches et la nécessité d'assurer leur durabilité;

CONSIDÉRANT que certaines mesures de gestion des pêches doivent être révisées et adaptées à l'évolution de l'état des stocks exploités ainsi que des connaissances scientifiques et qu'une méthode appropriée doit être établie à cette fin;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectifs généraux, champ d'application et définitions

Objectifs généraux du plan pluriannuel et mesures transitoires

1. La présente recommandation établit un plan de gestion pluriannuel pour des activités de pêche au chalut durables dans la mer du Levant (sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27). Ce plan de gestion pluriannuel contient des mesures transitoires qui s'appliquent jusqu'à l'adoption de mesures permanentes fondées sur les avis scientifiques fournis par le CSC, conformément au paragraphe 14.
2. Le plan de gestion pluriannuel est cohérent avec l'approche de précaution. Il est conçu afin d'assurer des rendements élevés à long terme compatibles avec le rendement maximal durable et de garantir un faible risque d'épuisement des stocks tout en maintenant des pêches durables et relativement stables.
3. Les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) dont les navires pêchent activement dans les sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27, conviennent de mettre en œuvre ledit plan de gestion pluriannuel pour les pêches concernées, conformément aux objectifs, généraux et spécifiques, et mesures prévus par la présente recommandation.
4. Un ensemble de mesures de gestion de précaution transitoires pour la mer du Levant est élaboré afin de garantir que, dans l'attente d'un avis scientifique formel du CSC, les stocks et les pêches soient maintenus à des niveaux biologiquement durables.
5. Les PCC dont les navires pêchent activement dans les sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27 conviennent de mettre en œuvre ces mesures de gestion transitoires pour les pêches concernées,

conformément aux objectifs généraux et spécifiques fixés par la présente recommandation.

6. Le plan de gestion pluriannuel vise également la réduction des activités de pêche INDNR dans les sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27.

Champ d'application géographique

7. Le plan de gestion pluriannuel établi par la présente recommandation s'applique aux sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27.

Définitions

8. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- «mer du Levant» signifie les sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27 telles que définies dans la Résolution CGPM/33/2009/2 relative à la création de sous-régions géographiques dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Résolution CGPM/31/2007/2;
- «navire pêchant activement» signifie tout chalutier ciblant les espèces clés visées à l'Annexe 1 et habilité par la PCC dont il bat le pavillon à effectuer des opérations de pêche spécifiques, pendant une période déterminée, dans une zone donnée ou pour une pêcherie déterminée dans des conditions spécifiques;
- «jour de pêche» signifie toute période continue de 24 heures, ou partie de celle-ci, pendant laquelle un navire est présent dans les sous-régions géographiques 24, 25, 26 et 27 et est en train de localiser le poisson, de mettre à l'eau, de déployer, de traîner ou de remonter un engin de pêche, de ramener des captures à bord, de transborder, de conserver à bord, de transformer à bord, de transférer et de débarquer des poissons et des produits de la pêche;
- «espèces clés» signifie les organismes marins appartenant aux espèces définies à l'Annexe 1 de la présente recommandation;
- «pêche illicite, non déclarée et non réglementée» ou «pêche INDNR» signifie les activités décrites au paragraphe 3 du Plan d'action international de la FAO de 2001 visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et conformément aux dispositions de la Recommandation CGPM/41/2017/7;
- «point de débarquement désigné» signifie les ports ou lieux situés à proximité du littoral, désignés par les PCC conformément à la Recommandation CGPM/40/2016/1 concernant un mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM, y compris les terminaux au large, ainsi que toute installation servant au débarquement, au transbordement, au conditionnement, à la transformation, à l'approvisionnement en carburant ou à l'avitaillement des navires de pêche où sont autorisés les débarquements, les transbordements, et les opérations de transformation et/ou de conditionnement des produits de la pêche.

PARTIE II

Objectifs spécifiques du plan de gestion pluriannuel et mesures transitoires pour la mer du Levant

9. L'objectif opérationnel du plan de gestion pluriannuel est de maintenir la mortalité par pêche des espèces clés (Annexe 1), telles que définies par les PCC avec l'aide de la CGPM, dans les limites des points de référence de précaution convenus, afin que la mortalité par pêche atteigne le niveau du rendement maximal durable ou s'y maintienne, conformément aux objectifs décrits dans la Partie I de la présente recommandation.

10. L'objectif des mesures transitoires pour les espèces clés (Annexe 1) dans la mer du Levant est de préparer un futur plan de gestion tout en réduisant le risque que, faute d'évaluation scientifique pertinente, le niveau de biomasse des stocks ne tombe en deçà des niveaux biologiquement durables, ce qui aurait des conséquences négatives notamment sur la viabilité socioéconomique des pêches concernées.

11. Dans l'attente de la définition de points de référence biologiques alignés sur le rendement maximal durable, les objectifs généraux du plan de gestion pluriannuel énoncés au paragraphe 1 sont atteints tout en maintenant la capacité de la flotte de pêche ou l'effort de pêche aux niveaux autorisés et appliqués au cours des années 2014-2017 pour l'exploitation des espèces clés dans la mer du Levant. Cette période de référence est sans préjudice de discussions à venir dans le contexte du groupe de travail visé au paragraphe 49 de la présente recommandation.

12. Un groupe de travail de la CGPM est créé en 2020, dans les 30 jours calendaires suivant la vingt-deuxième session du CSC, afin d'élaborer des mesures pour la gestion des espèces clés visées à l'Annexe 1, en prenant en considération les efforts déployés par les PCC pour gérer les pêches concernées ainsi que la quantité de captures historiques, et afin d'appliquer dans certains cas des règles plus strictes que celles définies dans la présente recommandation, en s'appuyant notamment sur des considérations socioéconomiques.

13. Par dérogation au paragraphe 11, les PCC qui ont l'intention de cibler les espèces clés visées à l'Annexe 1 sont autorisées à présenter des plans de développement de la flotte pendant la période comprise entre l'entrée en vigueur de la présente recommandation et l'adoption par la CGPM de mesures de gestion permanentes. Lesdits plans de développement de la flotte sont évalués par le CSC et adoptés par la CGPM.

14. Lorsque des données actualisées sont disponibles, le CSC évalue régulièrement l'état des espèces clés et, en particulier, établit le niveau actuel de la mortalité par pêche et fournit à la CGPM les éléments nécessaires à l'établissement de points de référence biologiques.

15. Les objectifs opérationnels en termes de lutte contre les activités de pêche INDNR relevant des pêches ciblant les espèces clés sont élaborés conformément aux dispositions de la Partie VI de la présente recommandation.

16. Lors de sa quarante-quatrième session, la CGPM adopte des mesures de gestion à long terme visant à atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 1, en complément ou en remplacement des mesures visées à la Partie IV.

PARTIE III

Suivi scientifique, adaptation et révision du plan

17. Les PCC assurent un suivi scientifique annuel approprié de l'état des espèces clés dans la mer du Levant.

18. À partir de 2019, le CSC fournit annuellement des avis sur l'état des espèces clés dans la mer du Levant, y compris des objectifs spécifiques pour maintenir la mortalité par pêche dans les limites des points de référence de précaution relatifs à la mortalité par pêche convenus et pour maintenir ou rétablir les stocks des espèces clés à des niveaux pouvant produire un rendement maximal durable, conformément aux objectifs énoncés au paragraphe 1.

19. Le CSC évalue les conséquences biologiques, économiques et sociales de la mise en œuvre de plusieurs scénarios de gestion dans le but de restaurer et maintenir les populations des espèces au-dessus des niveaux permettant de produire un rendement maximal durable.
20. Sur la base de l'avis du CSC, la CGPM peut revoir le contenu du plan de gestion pluriannuel.
21. Lorsque l'avis du CSC indique que les objectifs généraux ou spécifiques du plan de gestion pluriannuel ne sont pas atteints, la CGPM détermine des mesures de gestion supplémentaires et/ou de remplacement afin de contribuer à la réalisation de ces objectifs.
22. Lorsque, pour une raison quelconque (par exemple, un manque de données appropriées), le CSC n'est pas en mesure de fournir un avis précis sur l'état des stocks des espèces clés visées à l'Annexe 1 et sur leurs niveaux d'exploitation, la CGPM détermine les mesures de gestion les plus appropriées pour assurer la durabilité des pêches. Ces mesures s'appuient sur les avis du CSC, sont conformes à l'approche de précaution et tiennent compte des aspects environnementaux et socioéconomiques de manière à garantir la durabilité des pêches.
23. En 2020, le CSC évalue l'efficacité des mesures déjà appliquées au niveau national et émet un avis quant à l'applicabilité de ces mesures à l'ensemble des sous-régions géographiques adjacentes.
24. En vue de fournir un avis pour la révision/l'adaptation du plan de gestion pluriannuel, les PCC et le CSC facilitent la collecte des données pertinentes existantes et la collecte de données pertinentes supplémentaires (y compris des données d'enquêtes de recherche) et organisent des ateliers appropriés. À cette fin, le CSC encourage la coopération scientifique ainsi qu'une approche harmonisée entre tous les pays riverains de la mer du Levant.

PARTIE IV

Mesures de gestion de la flotte

25. Les navires autorisés à pêcher les espèces clés visées à l'Annexe 1 dans la mer du Levant sont répertoriés par la PCC dont ils battent le pavillon. Les navires non répertoriés par la PCC dont ils battent le pavillon ne peuvent capturer, conserver à bord, transborder, débarquer, stocker ou vendre aucune espèce clé.
26. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 31 janvier de chaque année, la liste des navires battant leur pavillon et pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 pour l'année en cours ou les années suivantes. Cette liste comprend, pour chaque navire, les informations visées à l'Annexe 1 de la Recommandation CGPM/39/2015/2 relative à l'établissement d'un ensemble de normes minimales pour la pêche au chalut de fond exploitant des stocks démersaux dans le canal de Sicile, dans l'attente de l'élaboration et de l'adoption d'un plan de gestion pluriannuel.
27. Les navires pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 respectent les obligations établies au titre de la Résolution CGPM/37/2013/2 concernant la gestion de la capacité de pêche dans la zone d'application de la CGPM et fournissent aux autorités nationales un rapport détaillé sur leurs activités de pêche comprenant au minimum les informations suivantes: jours d'exploitation, zone d'exploitation et total des captures d'espèces clés. Ces informations sont transmises au Secrétariat de la CGPM au minimum sur une base annuelle.

28. Les PCC peuvent déterminer des restrictions spatiales/temporelles supplémentaires, outre celles déjà établies, selon lesquelles les activités de pêche peuvent être interdites ou limitées afin de protéger les zones d'agrégation de juvéniles des espèces clés. Le cas échéant, les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 1^{er} janvier 2019, la liste de ces zones ainsi que les restrictions appliquées.

PARTIE V

Gestion de l'effort de pêche

29. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, pour la première fois le 1^{er} juin 2019 au plus tard, la liste de tous les navires pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 et leur niveau historique d'effort de pêche.

30. Ladite liste contient, pour chaque navire, les informations visées à l'Annexe 1 de la Recommandation CGPM/39/2015/2.

31. Tout navire de pêche ne figurant pas sur la liste établie en vertu du paragraphe 26 ci-dessus n'est pas autorisé à pêcher, conserver à bord ou débarquer quelque quantité que ce soit d'espèces clés supérieure à 3 pour cent du poids vif total des captures conservées à bord, si le navire effectue une sortie de pêche dans l'une des sous-régions géographiques 24, 25, 26 ou 27.

32. Les PCC informent dans les meilleurs délais le Secrétariat de la CGPM de tout ajout, toute suppression et/ou toute modification concernant les flottes pêchant des espèces clés telles qu'identifiées au paragraphe 27 et ce, à tout moment où de tels changements ont lieu.

33. Le Secrétariat de la CGPM tient et met à jour la liste des navires de pêche autorisés à pêcher les espèces clés et la publie sur le site internet de la CGPM, conformément à la politique et aux procédures en matière de confidentialité des données de la CGPM.

34. Chaque PCC veille à mettre en place des mécanismes adéquats pour l'enregistrement de chaque navire de pêche dans un registre national de la flotte, ainsi que pour l'enregistrement des captures et de l'effort de pêche des navires au moyen de journaux de bord, de systèmes de télédétection et de systèmes de suivi des activités et des débarquements des navires de pêche au moyen d'enquêtes par échantillonnage sur les captures et l'effort de pêche, selon les règles stipulées par chaque PCC.

35. Les dispositions ci-dessus sont sans préjudice de la Recommandation CGPM/33/2009/7 relative à des normes minimales pour l'établissement d'un système de surveillance des navires par satellite dans la zone d'application de la CGPM.

PARTIE VI

Mesures spécifiques pour lutter contre la pêche INDNR

36. Les PCC établissent un mécanisme pour garantir que les navires pêchant activement dans la mer du Levant déclarent toutes les captures et captures accessoires des espèces clés visées à l'Annexe 1. L'obligation de déclarer les captures s'applique indépendamment du volume des captures.

37. Les PCC transmettent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 31 décembre 2020, une carte des zones de pêche exploitées par leurs navires de pêche autorisés à capturer les espèces clés visées à l'Annexe 1. Cette carte est élaborée en utilisant les données du système de surveillance des navires par satellite (SSN/VMS) transmises aux PCC par leurs navires autorisés.

38. Chaque PCC désigne des points de débarquement où ont lieu les débarquements des navires pêchant activement les espèces clés dans la mer du Levant.
39. Pour chaque port désigné, les PCC indiquent les horaires et les lieux autorisés pour le débarquement et le transbordement.
40. Les PCC procèdent à des inspections basées sur une analyse des risques.
41. Il est interdit de débarquer ou de transborder des navires de pêche toute quantité d'espèces clés pêchées dans la mer du Levant en tout autre lieu que les ports désignés par les PCC, conformément au paragraphe 38 ci-dessus.
42. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 novembre de chaque année, tout changement apporté à la liste des points de débarquement désignés où peuvent avoir lieu les débarquements d'espèces clés en mer du Levant.
43. Les PCC s'engagent à coopérer dans la lutte contre la pêche INDNR, notamment en partageant les informations et en recueillant des renseignements afin de lutter contre les activités illicites.
44. La Partie VI est sans préjudice de la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM.

PARTIE VII

Programme en matière de suivi, contrôle et surveillance

45. Tous les navires de plus de 10 mètres de longueur hors tout pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 sont équipés d'un SSN/VMS ou de tout autre système de géolocalisation permettant aux autorités de contrôle de suivre leurs activités.
46. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de la Recommandation CGPM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, toutes les captures d'espèces clés sont enregistrées dans le journal de bord, indépendamment poids vif des captures.
47. À la demande des PCC et avec l'aide du Secrétariat de la CGPM, la CGPM lance, en 2019, un projet pilote en vue d'établir un programme d'observation et d'inspection afin d'assurer l'application des mesures de conservation et de gestion prévues par la présente recommandation.
48. Ledit programme d'observation et d'inspection est fondé sur les résultats du projet pilote et adopté avant la fin de l'année 2020. Il comprend, entre autres, les éléments suivants:
- a) des inspections en haute mer;
 - b) des procédures d'enquête effectives, en cas d'infraction présumée aux mesures de conservation et de gestion au titre de la présente recommandation, et de communication à la CGPM des mesures prises, y compris des procédures en matière d'échange d'informations;
 - c) des dispositions concernant des mesures appropriées à prendre lorsque les inspections mettent en évidence des infractions graves et prévoyant un suivi efficace et transparent de ces actions, afin de faire respecter à l'État du pavillon la responsabilité qui lui incombe dans le cadre du programme prévu;
 - d) des inspections au port;

- e) une surveillance des débarquements et des captures, y compris un suivi statistique à des fins de gestion;
- f) des programmes de surveillance spécifiques, y compris l'embarquement et l'inspection;
- g) des programmes d'observation.

49. Un groupe de travail est créé afin d'élaborer des mesures intégrées de suivi, contrôle et surveillance, conformément à la présente recommandation. Les tâches de ce groupe de travail sont définies à l'Annexe 2 de la présente recommandation.

Liste des espèces clés à prendre en compte dans la présente recommandation

Nom	Nom scientifique	Sous-région géographique			
		24	25	26	27
Gambon rouge	<i>Aristaeomorpha foliacea</i>	X	X	X	X
Crevette rouge	<i>Aristeus antennatus</i>	X	X	X	X

**Mandat du groupe de travail sur des mesures intégrées de suivi, de contrôle et de surveillance
pour les pêches ciblant les espèces clés dans la mer du Levant**

Le groupe de travail visé au paragraphe 49:

1. travaille avec l'appui du Secrétariat de la CGPM;
2. établit un calendrier pour la mise en œuvre de ses travaux et organise au moins une réunion en 2019, avant la prochaine réunion du Comité d'application;
3. invite les observateurs présents aux réunions de la CGPM, la FAO ainsi que d'autres organisations régionales de pêche à participer à ses réunions; et
4. rend compte de ses évaluations et conclusions au Comité d'application.

Le mandat du groupe de travail couvre les éléments décrits à la Partie VII de la présente recommandation.

Recommandation CGPM/42/2018/4 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut durable ciblant le gambon rouge et la crevette rouge dans la mer Ionienne (sous-régions géographiques 19, 20 et 21)

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité à long terme des activités de pêche, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM doit favoriser, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM doit adopter des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches pour garantir le maintien des stocks au-dessus des niveaux permettant d'obtenir le rendement maximal durable;

RAPPELANT que la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 (Déclaration MedFish4Ever) prévoit que, dans le contexte de l'établissement d'un cadre de gestion des pêches fondé sur les écosystèmes, toutes les principales pêches soient gérées au moyen de plans de gestion;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

RAPPELANT l'Accord des Nations Unies aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 août 1995, le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO et l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion;

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures visant à conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, et les espèces non visées, ainsi que leur environnement»;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM sont fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

RAPPELANT que la déclaration MedFish4Ever invite les pays riverains de la Méditerranée à renforcer la coopération multilatérale et à mettre en œuvre des mesures visant à améliorer la durabilité des ressources, en particulier en ce qui concerne la collecte de données et les avis scientifiques, l'établissement d'un cadre de gestion des pêches fondé sur les écosystèmes, l'élimination de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), l'appui à la pêche artisanale et à l'aquaculture durables ainsi que le renforcement de la solidarité et de la coordination;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT la Décision CGPM/36/2012/1 relative à des lignes directrices concernant un cadre général de gestion et la présentation des informations scientifiques pour des plans de gestion pluriannuels en vue d'une pêche durable dans la zone d'application de la CGPM;

CONSIDÉRANT l'avis formulé par le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) à sa vingtième session concernant l'adoption de mesures de gestion (par exemple des autorisations de pêche) pour le gambon rouge et la crevette rouge;

CONSIDÉRANT que la mortalité par pêche doit être maintenue en deçà des niveaux de sécurité permettant d'assurer des rendements élevés à long terme tout en limitant le risque d'effondrement des stocks et de garantir des pêches stables et plus viables;

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique des pêches et la nécessité d'assurer leur durabilité;

CONSIDÉRANT que certaines mesures de gestion des pêches doivent être révisées et adaptées à l'évolution de l'état des stocks exploités ainsi que des connaissances scientifiques, et qu'une méthode appropriée doit être établie à cette fin;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b), et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectifs généraux, champ d'application et définitions

Objectifs généraux du plan pluriannuel et mesures transitoires

1. La présente recommandation établit un plan de gestion pluriannuel pour des activités de pêche au chalut durables dans la mer Ionienne (sous-régions géographiques 19, 20 et 21). Ce plan de gestion pluriannuel contient des mesures transitoires qui s'appliquent jusqu'à l'adoption de mesures permanentes fondées sur les avis scientifiques fournis par le CSC, conformément au paragraphe 14.

2. Le plan de gestion pluriannuel est cohérent avec l'approche de précaution. Il est conçu afin d'assurer des rendements élevés à long terme compatibles avec le rendement maximal durable et de garantir un faible risque d'épuisement des stocks tout en maintenant des pêches durables et relativement stables.

3. Les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) dont les navires pêchent activement dans les sous-régions géographiques 19, 20 et 21, conviennent de mettre en œuvre ledit plan de gestion pluriannuel pour les pêches concernées, conformément aux objectifs, généraux et spécifiques, et mesures prévus par la présente recommandation.

4. Un ensemble de mesures de gestion de précaution transitoires pour la mer Ionienne est élaboré afin de garantir que, dans l'attente d'un avis scientifique formel du CSC, les stocks et les pêches soient maintenus à des niveaux biologiquement durables.

5. Les PCC dont les navires pêchent activement dans les sous-régions géographiques 19, 20 et 21 conviennent de mettre en œuvre ces mesures de gestion transitoires pour les pêches concernées, conformément aux objectifs généraux et spécifiques fixés par la présente recommandation.

6. Le plan de gestion pluriannuel vise également la réduction des activités de pêche INDNR dans les sous-régions géographiques 19, 20 et 21.

Champ d'application géographique

7. Le plan de gestion pluriannuel établi par la présente recommandation s'applique aux sous-régions géographiques 19, 20 et 21.

Définitions

8. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- «mer Ionienne» signifie les sous-régions géographiques 19, 20 et 21 telles que définies dans la Résolution CGPM/33/2009/2 relative à la création de sous-régions géographiques dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Résolution CGPM/31/2007/2;
- «navire pêchant activement» signifie tout chalutier ciblant activement, dans la mer Ionienne, les espèces clés visées à l'Annexe 1 et habilité par la PCC dont il bat le pavillon à effectuer des opérations de pêche spécifiques, pendant une période déterminée, dans une zone donnée ou pour une pêcherie déterminée dans des conditions spécifiques;
- «jour de pêche» signifie toute période continue de 24 heures, ou partie de celle-ci, pendant laquelle un navire est présent dans les sous-régions géographiques 19, 20 et 21 et est en train de localiser le poisson, de mettre à l'eau, de déployer, de traîner ou de remonter un engin de pêche, de ramener des captures à bord, de transborder, de conserver à bord, de transformer à bord, de transférer et de débarquer des poissons et des produits de la pêche;
- «espèces clés» signifie les organismes marins appartenant aux espèces définies à l'Annexe 1 de la présente recommandation;
- «pêche illicite, non déclarée et non réglementée» ou «pêche INDNR» signifie les activités décrites au paragraphe 3 du Plan d'action international de la FAO de 2001 visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et conformément aux dispositions de la Recommandation CGPM/41/2017/7;
- «point de débarquement désigné» signifie les ports ou lieux situés à proximité du littoral, désignés par les PCC conformément à la Recommandation CGPM/40/2016/1 concernant un mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM, y compris les terminaux au large, ainsi que toute installation servant au débarquement, au transbordement, au conditionnement, à la transformation, à l'approvisionnement en carburant ou à l'avitaillement des navires de pêche, où sont autorisés les débarquements, les transbordements et les opérations de transformation et/ou de conditionnement des produits de la pêche.

PARTIE II

Objectifs spécifiques du plan de gestion pluriannuel et mesures transitoires pour la mer Ionienne

9. L'objectif opérationnel du plan de gestion pluriannuel est de maintenir la mortalité par pêche

pour les espèces clés (Annexe 1), telles que définies par les PCC avec l'aide de la CGPM, dans les limites des points de référence de précaution convenus, afin que la mortalité par pêche atteigne le niveau du rendement maximal durable ou s'y maintienne, conformément aux objectifs décrits dans la Partie I de la présente recommandation.

10. L'objectif des mesures transitoires pour les espèces clés (Annexe 1) dans la mer Ionienne est de préparer un futur plan de gestion tout en réduisant le risque que, faute d'une évaluation scientifique pertinente, le niveau de biomasse des stocks ne tombe en deçà des niveaux biologiquement durables, ce qui aurait des conséquences négatives notamment sur la viabilité socioéconomique des pêches concernées.

11. Dans l'attente de la définition de points de référence biologiques alignés sur le rendement maximal durable, les objectifs généraux du plan de gestion pluriannuel énoncés au paragraphe 1 sont atteints tout en maintenant la capacité de la flotte de pêche ou l'effort de pêche aux niveaux autorisés et appliqués au cours des années 2014-2017 pour l'exploitation des espèces clés dans la mer Ionienne. Cette période de référence est sans préjudice de discussions à venir dans le contexte du groupe de travail visé au paragraphe 49 de la présente recommandation.

12. Un groupe de travail de la CGPM est créé par la CGPM en 2020, dans les 30 jours calendaires suivant la vingt-deuxième session du CSC, afin d'élaborer des mesures pour la gestion des espèces clés visées à l'Annexe 1, en prenant en considération les efforts déployés par les PCC pour gérer les pêches concernées ainsi que la quantité de captures historiques, et afin d'appliquer dans certains cas des règles plus strictes que celles définies dans la présente recommandation, en s'appuyant notamment sur des considérations socioéconomiques.

13. Par dérogation au paragraphe 11, les PCC qui ont l'intention de cibler les espèces clés visées à l'Annexe 1 sont autorisées à présenter des plans de développement de la flotte pendant la période comprise entre l'entrée en vigueur de la présente recommandation et l'adoption par la CGPM de mesures de gestion permanentes. Lesdits plans de développement de la flotte sont évalués par le CSC et adoptés par la CGPM.

14. Lorsque des données actualisées sont disponibles, le CSC évalue régulièrement l'état des espèces clés et, en particulier, établit le niveau actuel de la mortalité par pêche et fournit à la CGPM les éléments nécessaires à l'établissement de points de référence biologiques.

15. Les objectifs opérationnels en termes de lutte contre les activités de pêche INDNR relevant des pêches ciblant les espèces clés sont élaborés conformément aux dispositions de la Partie VI de la présente recommandation.

16. Lors de sa quarante-quatrième session, la CGPM adopte des mesures de gestion à long terme visant à atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 1, en complément ou en remplacement des mesures visées à la Partie IV.

PARTIE III

Suivi scientifique, adaptation et révision du plan

17. Les PCC assurent un suivi scientifique annuel approprié de l'état des espèces clés de la mer Ionienne.

18. À partir de 2019, le CSC fournit annuellement des avis sur l'état des espèces clés dans la mer Ionienne, y compris des objectifs spécifiques pour maintenir la mortalité par pêche dans les limites des points de référence de précaution relatifs à la mortalité par pêche convenus et pour maintenir ou rétablir

les stocks des espèces clés à des niveaux pouvant produire un rendement maximal durable, conformément aux objectifs énoncés au paragraphe 1.

19. Le CSC évalue les conséquences biologiques, économiques et sociales de la mise en œuvre de plusieurs scénarios de gestion dans le but de restaurer et de maintenir les populations des espèces au-dessus des niveaux permettant de produire un rendement maximal durable.

20. Sur la base de l'avis du CSC, la CGPM peut revoir le contenu du plan de gestion pluriannuel.

21. Lorsque l'avis du CSC indique que les objectifs généraux ou spécifiques du plan de gestion pluriannuel ne sont pas atteints, la CGPM détermine des mesures de gestion supplémentaires et/ou de remplacement afin de contribuer à la réalisation de ces objectifs.

22. Lorsque, pour une raison quelconque (par exemple, un manque de données appropriées), le CSC n'est pas en mesure de fournir un avis précis sur l'état des stocks des espèces clés visées à l'Annexe 1 et sur leurs niveaux d'exploitation, la CGPM détermine les mesures de gestion les plus appropriées pour assurer la durabilité des pêches. Ces mesures s'appuient sur les avis du CSC, sont conformes à l'approche de précaution et tiennent compte des aspects environnementaux et socioéconomiques de manière à garantir la durabilité des pêches.

23. En 2020, le CSC évalue l'efficacité des mesures déjà appliquées au niveau national et émet un avis quant à l'applicabilité de ces mesures à l'ensemble des sous-régions géographiques adjacentes.

24. En vue de fournir un avis pour la révision/ l'adaptation du plan de gestion pluriannuel, les PCC et le CSC facilitent la collecte des données pertinentes existantes et la collecte de données pertinentes supplémentaires (y compris des données d'enquêtes de recherche) et organisent des ateliers appropriés. À cette fin, le CSC encourage la coopération scientifique ainsi qu'une approche harmonisée entre tous les pays riverains de la mer Ionienne.

PARTIE IV

Mesures de gestion de la flotte

25. Les navires autorisés à pêcher les espèces clés visées à l'Annexe 1 dans la mer Ionienne sont répertoriés par la PCC dont ils battent le pavillon. Les navires non répertoriés par la PCC dont ils battent le pavillon ne peuvent capturer, conserver à bord, transborder, débarquer, stocker ou vendre aucune espèce clé.

26. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 31 janvier de chaque année, la liste des navires battant leur pavillon et pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 pour l'année en cours ou les années suivantes. Cette liste comprend, pour chaque navire, les informations visées à l'Annexe 1 de la Recommandation CGPM/39/2015/2 relative à l'établissement d'un ensemble de normes minimales pour la pêche au chalut de fond exploitant des stocks démersaux dans le canal de Sicile, dans l'attente de l'élaboration et de l'adoption d'un plan de gestion pluriannuel.

27. Les navires pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 respectent les obligations établies au titre de la Résolution CGPM/37/2013/2 concernant la gestion de la capacité de pêche dans la zone d'application de la CGPM et fournissent aux autorités nationales un rapport détaillé sur leurs activités de pêche comprenant au minimum les informations suivantes: jours d'exploitation, zone d'exploitation et total des captures d'espèces clés. Ces informations sont transmises au Secrétariat de la CGPM au minimum sur une base annuelle.

28. Les PCC peuvent déterminer des restrictions spatiales/temporelles supplémentaires, outre celles

déjà établies, selon lesquelles les activités de pêche peuvent être interdites ou limitées afin de protéger les zones d'agrégation de juvéniles des espèces clés. Le cas échéant, les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 1^{er} janvier 2019, la liste de ces zones ainsi que les restrictions appliquées.

PARTIE V

Gestion de l'effort de pêche

29. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, pour la première fois le 1^{er} juin 2019 au plus tard, la liste de tous leurs navires pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 et leurs niveaux historiques d'effort de pêche.

30. Ladite liste contient, pour chaque navire, les informations visées à l'Annexe 1 de la Recommandation CGPM/39/2015/2.

31. Tout navire de pêche ne figurant pas sur la liste établie en vertu du paragraphe 26 ci-dessus n'est pas autorisé à pêcher, conserver à bord ou débarquer quelque quantité que ce soit d'espèces clés supérieure à 3 pour cent du poids vif total des captures conservées à bord, si le navire effectue une sortie de pêche dans l'une des sous-régions géographiques 19, 20 ou 21.

32. Les PCC informent dans les meilleurs délais le Secrétariat de la CGPM de tout ajout, toute suppression et/ou toute modification concernant les flottes pêchant des espèces clés, telles qu'identifiées au paragraphe 27 et ce, à tout moment où de tels changements ont lieu.

33. Le Secrétariat de la CGPM tient et met à jour la liste des navires de pêche autorisés à pêcher les espèces clés et la publie sur le site internet de la CGPM, conformément à la politique et aux procédures en matière de confidentialité des données de la CGPM.

34. Chaque PCC veille à mettre en place des mécanismes adéquats pour l'enregistrement de chaque navire de pêche dans un registre national de la flotte, ainsi que pour l'enregistrement des captures et de l'effort de pêche des navires au moyen de journaux de bord, de systèmes de télédétection et de systèmes de suivi des activités et des débarquements des navires de pêche au moyen d'enquêtes par échantillonnage sur les captures et l'effort de pêche, selon les règles stipulées par chaque PCC.

35. Les dispositions ci-dessus sont sans préjudice de la Recommandation CGPM/33/2009/7 relative à des normes minimales pour l'établissement d'un système de surveillance des navires par satellite dans la zone d'application de la CGPM.

PARTIE VI

Mesures spécifiques pour lutter contre la pêche INDNR

36. Les PCC établissent un mécanisme pour garantir que les navires pêchant activement dans la mer Ionienne déclarent toutes les captures et captures accessoires des espèces clés visées à l'Annexe 1. L'obligation de déclarer les captures s'applique indépendamment du volume des captures.

37. Les PCC transmettent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 31 décembre 2020, une carte des zones de pêche exploitées par leurs navires de pêche autorisés à capturer les espèces clés visées à l'Annexe 1. Cette carte est élaborée en utilisant les données relatives au système de surveillance des navires par satellite (SSN/VMS) transmises aux PCC par leurs navires autorisés.

38. Chaque PCC désigne des points de débarquement où ont lieu les débarquements des navires pêchant activement les espèces clés dans la mer Ionienne.

39. Pour chaque port désigné, les PCC indiquent les horaires et les lieux autorisés pour le débarquement et le transbordement.
40. Les PCC procèdent à des inspections basées sur une analyse des risques.
41. Il est interdit de débarquer ou de transborder des navires de pêche toute quantité d'espèces clés pêchées dans la mer Ionienne en tout autre lieu que les ports désignés par les PCC, conformément au paragraphe 38 ci-dessus.
42. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 novembre de chaque année, tout changement apporté à la liste des points de débarquement désignés où peuvent avoir lieu les débarquements d'espèces clés en mer Ionienne.
43. Les PCC s'engagent à coopérer dans la lutte contre la pêche INDNR, notamment en partageant les informations et en recueillant des renseignements afin de lutter contre les activités illégales.
44. La Partie VI est sans préjudice de la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM.

PARTIE VII

Programme en matière de suivi, contrôle et surveillance

45. Tous les navires de plus de 10 mètres de longueur hors tout pêchant activement les espèces clés visées à l'Annexe 1 sont équipés d'un SSN/VMS ou de tout autre système de géolocalisation permettant aux autorités de contrôle de suivre leurs activités.
46. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de la Recommandation CGPM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, toutes les captures d'espèces clés sont enregistrées dans le journal de bord, indépendamment du poids vif des captures.
47. À la demande des PCC et avec l'aide du Secrétariat de la CGPM, la CGPM lance, en 2019, un projet pilote en vue d'établir un programme d'observation et d'inspections afin d'assurer l'application des mesures de conservation et de gestion prévues par la présente recommandation.
48. Ledit programme d'observation et d'inspection est fondé sur les résultats du projet pilote et adopté avant la fin de l'année 2020. Il comprend, entre autres, les éléments suivants:
- a) des inspections en haute mer;
 - b) des procédures d'enquête effectives en cas d'infraction présumée aux mesures de conservation et de gestion au titre de la présente recommandation, et de communication à la CGPM des mesures prises, y compris des procédures en matière d'échange d'informations;
 - c) des dispositions concernant des mesures appropriées à prendre lorsque les inspections mettent en évidence des infractions graves et prévoyant un suivi efficace et transparent de ces actions, afin de faire respecter à l'État du pavillon la responsabilité qui lui incombe dans le cadre du programme prévu;
 - d) des inspections au port;
 - e) une surveillance des débarquements et des captures, y compris un suivi statistique à des fins de gestion;

f) des programmes de surveillance spécifiques, y compris l'embarquement et l'inspection;

g) des programmes d'observation.

49. Un groupe de travail est créé pour élaborer des mesures intégrées de suivi, de contrôle et de surveillance, conformément à la présente recommandation. Les tâches de ce groupe de travail sont définies à l'Annexe 2 de la présente recommandation.

Liste des espèces clés à prendre en compte dans la présente recommandation

Nom	Nom scientifique	Sous-région géographique		
		19	20	21
Gambon rouge	<i>Aristaeomorpha foliacea</i>	X	X	X
Crevette rouge	<i>Aristeus antennatus</i>	X	X	X

Mandat du groupe de travail sur des mesures intégrées de suivi, contrôle et surveillance pour les pêches ciblant les espèces clés dans la mer Ionienne

Le groupe de travail visé au paragraphe 49:

- 1) travaille avec l'appui du Secrétariat de la CGPM;
- 2) établit un calendrier pour la mise en œuvre de ses travaux, et organise au moins une réunion en 2019, avant la prochaine réunion du Comité d'application;
- 3) invite les observateurs présents aux réunions de la CGPM, la FAO ainsi que d'autres organisations régionales de pêche à participer à ses réunions; et
- 4) rend compte de ses évaluations et conclusions au Comité d'application.

Le mandat du groupe de travail couvre les éléments décrits à la Partie VII de la présente recommandation.

Recommandation CGPM/42/2018/5 relative à un plan de gestion pluriannuel de la pêche au chalut de fond exploitant les stocks démersaux dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 a 16), abrogeant les Recommandations CGPM/39/2015/2 et CGPM/40/2016/4

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité à long terme des activités de pêche, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM favorise, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM adopte des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches afin de garantir le maintien des stocks à des niveaux permettant d'obtenir le rendement maximal durable;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM sont fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, en tenant compte de facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures visant à conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, et les espèces non visées, ainsi que leur environnement»;

RAPPELANT la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire;

NOTANT que le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) a régulièrement estimé que les stocks de merlu européen et de crevette rose du large sont en situation de surexploitation dans les sous-régions géographiques 12, 13, 14, 15 et 16;

CONSIDÉRANT que l'état des stocks évalués par le CSC nécessite l'élaboration et l'adoption de mesures de gestion visant à assurer, dès que possible, la conservation des stocks démersaux dans les sous-régions géographiques 12, 13, 14, 15 et 16;

CONSIDÉRANT les conclusions de l'atelier technique du CSC sur l'évaluation bioéconomique des mesures de gestion, tenu en février 2016;

CONSIDÉRANT les conclusions de la réunion du Comité sous-régional pour la Méditerranée centrale, tenue en février 2016;

CONSIDÉRANT les conclusions de la dix-septième session du CSC (siège de la FAO, mars 2015), et de la dix-huitième session du CSC (Chypre, mars 2016), en particulier en ce qui concerne la gestion de certaines pêches dans le canal de Sicile;

NOTANT que le CSC a conclu, à sa dix-huitième session, que les stocks de merlu européen sont fortement surexploités et, dans certains cas, bien en deçà des limites biologiques de sécurité;

NOTANT que de nombreuses pêches exploitant le merlu européen en mer Méditerranée exercent une pression sur les juvéniles;

CONSIDÉRANT la Recommandation CGPM/33/2009/2 relative au maillage minimum des culs de chaluts de pêche démersale;

CONSIDÉRANT la Recommandation CGPM/33/2009/7 relative à des normes minimales pour l'établissement d'un système de surveillance des navires par satellite dans la zone d'application de la CGPM;

CONSIDÉRANT la Recommandation CGPM/39/2015/2 relative à l'établissement d'un ensemble de normes minimales pour la pêche au chalut de fond exploitant des stocks démersaux dans le canal de Sicile, dans l'attente de l'élaboration et de l'adoption d'un plan de gestion pluriannuel;

CONSIDÉRANT la Recommandation CGPM/40/2016/4 établissant un plan de gestion pluriannuel des pêcheries exploitant le merlu européen et la crevette rose du large dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16);

CONSIDÉRANT la Recommandation CGPM/40/2016/5 établissant une taille minimale de référence de conservation pour le merlu européen en mer Méditerranée;

CONSIDÉRANT la Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16);

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique des pêches exploitant les stocks démersaux et la nécessité d'assurer leur durabilité;

NOTANT la Résolution CGPM/41/2017/5 relative à l'établissement d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels dans la zone d'application de la CGPM;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objet, champ d'application et définitions

Objet et champ d'application

1. La présente recommandation établit un plan de gestion pluriannuel pour les pêches au chalut de fond exploitant les stocks démersaux (ci-après «plan de gestion pluriannuel»), y compris le merlu européen et la crevette rose du large, dans les eaux marines des sous-régions géographiques 12, 13, 14, 15 et 16 (ci-après «canal de Sicile»), telles que définies dans la Résolution CGPM/33/2009/2 relative à la création de sous-régions géographiques dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Résolution CGPM/31/2007/2.
2. La présente recommandation s'applique aux chalutiers de fond de plus de 10 mètres de longueur hors tout.

Définitions

3. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- a) «merlu européen» désigne les poissons appartenant à l'espèce *Merluccius merluccius*;
- b) «crevette rose du large» désigne les crustacés appartenant à l'espèce *Parapenaeus longirostris*;
- c) «ports de débarquement désignés » désigne les ports ou lieux situés à proximité du littoral désignés conformément à la Recommandation CGPM/32/2008/1 concernant un mécanisme régional sur les mesures du ressort de l'État du port dans le contexte de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM, y compris les terminaux au large ainsi que toute installation servant au débarquement, au transbordement, au conditionnement, à l'approvisionnement en carburant ou à l'avitaillement des navires de pêche, où les débarquements, les transbordements, les opérations de conditionnement et/ou de transformation des produits de la pêche sont autorisés; et
- d) «autorisation de pêche» désigne une autorisation de pêche habilitant un navire à exercer des activités de pêche exploitant les stocks démersaux, y compris le merlu européen et la crevette rose du large, pendant une période déterminée et dans une zone donnée.

PARTIE II

Objectifs spécifiques et cibles

Objectifs spécifiques

- 4. Le plan de gestion pluriannuel vise à contribuer à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 2 et à l'application des principes énoncés à l'article 5 de l'Accord de la CGPM.
- 5. Le plan de gestion pluriannuel doit notamment:
 - a) appliquer l'approche de précaution à la gestion des pêches;
 - b) assurer que les niveaux d'exploitation du merlu européen et de la crevette rose du large atteignent le rendement maximal durable d'ici 2020 au plus tard;
 - c) protéger les zones de reproduction et les habitats halieutiques essentiels pour les stocks de merlu européen et de crevette rose du large dans le canal de Sicile;
 - d) éliminer progressivement les rejets, en évitant et en réduisant, dans la mesure du possible, les captures indésirables, et en assurant progressivement que toutes les captures soient débarquées;
 - e) prendre des mesures pour adapter la capacité de pêche des flottes à des niveaux de mortalité par pêche compatibles avec le rendement maximal durable, afin d'assurer la viabilité économique des flottes sans surexploiter les ressources biologiques marines.

Cibles

- 6. Les niveaux cibles de mortalité par pêche des stocks de merlu européen et de crevette rose du large, telles qu'ils figurent à l'Annexe 1 de la présente recommandation, sont atteints d'ici à 2020 et maintenus par la suite.

PARTIE III

Mesures techniques

Taille minimale de référence de conservation

- 7. La Recommandation CGPM/40/2016/5 établissant une taille minimale de référence de

conservation pour le merlu européen en mer Méditerranée s'applique.

8. La taille minimale de référence de conservation pour la crevette rose du large est fixée à 20 mm en longueur de la carapace.

9. Les spécimens de merlu européen et de crevette rose du large de taille inférieure à la taille minimale de référence de conservation définie au paragraphe 7 ne peuvent être capturés, conservés à bord, transbordés, transférés, débarqués, stockés, vendus, exposés ou mis en vente.

10. Les parties contractantes et les parties non-contractantes coopérantes (PCC) communiquent chaque année au Secrétariat de la CGPM les modalités spécifiques qu'elles appliquent conformément aux dispositions des paragraphes 7, 8 et 9, y compris les obligations de débarquement visant à éviter les rejets qui sont en vigueur parmi certaines PCC ainsi que les modalités d'inspection des débarquements lorsqu'un mécanisme de flexibilité est prévu au niveau national.

11. Afin de déterminer des restrictions spatio-temporelles supplémentaires appropriées en vue d'assurer la gestion durable des stocks visée au paragraphe 1, les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 juin 2019 et par la suite annuellement, les restrictions spatiales appliquées dans les eaux relevant de leur juridiction en vue de protéger les zones de frai et de reproduction des stocks démersaux, y compris le merlu européen et la crevette rose du large.

Zones de pêche réglementée

12. Des zones de pêche réglementée sont établies pour assurer la conservation et la gestion des stocks démersaux, y compris le merlu européen et la crevette rose du large, dans les trois zones du canal de Sicile définies à l'Annexe 2.

13. Nonobstant le paragraphe 2, toute activité de pêche menée avec un chalutier de fond, quelle que soit sa longueur hors tout, n'est pas autorisée dans les zones de pêche réglementée définies au paragraphe 12.

14. Afin d'éviter tout accès accidentel aux zones de pêche réglementée établies en vertu du paragraphe 12, des zones tampons s'étendant jusqu'à un mille marin au-delà des zones de pêche réglementée sont établies conformément à l'Annexe 2.

15. Pour toute activité de pêche au chalut de fond dans les zones tampons établies en vertu du paragraphe 14, les navires veillent à ce que leur système de surveillance des navires (SSN/VMS) soit pleinement fonctionnel avant d'entrer dans la zone tampon. Les navires qui ne sont pas équipés d'émetteur-récepteur SSN/VMS et qui prévoient de pêcher dans les zones tampons sont équipés de tout autre système de géolocalisation permettant aux autorités de contrôle de suivre leurs activités.

16. Le CSC identifie d'autres zones de reproduction du merlu européen dans l'ensemble du canal de Sicile.

17. Le CSC identifie également les zones où les rejets de merlu européen et/ou de crevette rose du large dont la taille est inférieure à la minimale de référence de conservation ou de juvéniles sont importants.

Fermeture temporelle

18. Nonobstant le paragraphe 2, toute activité de pêche menée au moyen de chalutiers de fond, quelle que soit la longueur hors tout est interdite entre la côte et l'isobathe de 200 mètres de profondeur dans la sous-région géographique 14 (golfe de Gabès). Cette fermeture s'applique chaque année du 1^{er} juillet au 30 septembre.

PARTIE IV

Mesures de gestion de la flotte et de l'effort de pêche

19. Les chalutiers de fond exploitant les stocks démersaux, y compris le merlu européen et la crevette rose du large, dans le canal de Sicile sont uniquement autorisés à exercer certaines activités de pêche, si celles-ci figurent sur une autorisation de pêche valable délivrée par les autorités compétentes et précisant les conditions techniques dans lesquelles ces activités sont menées (voir Annexe 3). Lesdits navires sont équipés d'un SSN/VMS conformément à la Recommandation CGPM/33/2009/7 relative à des normes minimales pour l'établissement d'un système de surveillance des navires par satellite dans la zone d'application de la CGPM.

20. Les PCC établissent et tiennent à jour un registre des autorisations de pêche mentionnées ci-dessus. Sauf disposition spécifique contraire dans le Cadre de référence pour la collecte de données de la CGPM, les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM:

- la liste des navires en activité pour lesquels une telle autorisation a été délivrée pour l'année ou les années suivantes, au plus tard le 30 novembre de chaque année;
- un rapport sur les activités de pêche menées par les navires visés au paragraphe 19, sous forme agrégée, y compris les informations minimales suivantes: nombre de jours d'exploitation, zone d'exploitation, captures et rejets de merlu européen et de crevette rose du large, au plus tard le 31 août de chaque année, à compter du mois d'août 2019.

21. Afin de faciliter l'échange d'informations concernant les inspections à effectuer, le Secrétariat de la CGPM fournit aux PCC des identifiants d'accès à un site internet sécurisé répertoriant en temps réel les navires de pêche autorisés à exercer des activités de pêche dans une pêcherie donnée.

22. Les PCC qui ont introduit depuis 2010 des mesures de réduction de la capacité de pêche ou des restrictions de l'effort de pêche, y compris par la mise en place de fermetures spatiales et/ou temporelles, sont encouragées à assurer le maintien de ces mesures ou de leurs effets. Le CSC est invité à formuler des avis visant à améliorer l'efficacité de ces mesures.

23. Les PCC prennent les mesures nécessaires pour réduire la mortalité par pêche du merlu européen et de la crevette rose du large dans le canal de Sicile et alignent celles-ci sur les objectifs et le calendrier établis en vertu du paragraphe 6. Les mesures sont considérées en termes de nombre de jours de pêche, navires de pêche et limites des captures.

PARTIE V

Plans de gestion nationaux

24. Afin de garantir une conservation adéquate des stocks démersaux, les PCC adoptent des mesures de gestion des pêches ou des plans de gestion nationaux dans le canal de Sicile.

25. Les PCC informent le Secrétariat de la CGPM, à compter du 31 janvier 2019, sur les mesures de gestion ou les plans de gestion adoptés au niveau national. Le cas échéant, si ces mesures sont modifiées, les PCC communiquent ces modifications au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

PARTIE VI

Mesures spécifiques visant à lutter contre les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée

26. Les PCC établissent un mécanisme visant à assurer que les navires autorisés à pêcher le merlu européen et/ou la crevette rose du large dans le canal de Sicile enregistrent toutes leurs captures de merlu européen et/ou de crevette rose du large.

27. Chaque PCC désigne les ports de débarquement dans lesquels les débarquements de merlu européen et/ou de crevette rose du large du canal de Sicile peuvent avoir lieu.

28. Les PCC précisent, pour chaque port de débarquement désigné, les heures et les lieux de débarquement et de transbordement autorisés. En outre, les PCC garantissent la couverture des inspections pendant toute la durée des débarquements et des transbordements et dans tous les lieux de débarquement et de transbordement.

29. Il est interdit de débarquer ou de transborder à partir de navires de pêche toute quantité de merlu européen et/ou de crevette rose du large pêchée dans le canal de Sicile en tout autre lieu que les ports de débarquement désignés conformément au paragraphe 26.

30. Les PCC transmettent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 novembre 2018, une liste des ports de débarquement désignés dans lesquels des débarquements de merlu européen et/ou de crevette rose du large du canal de Sicile peuvent avoir lieu. Toute modification ultérieure qui pourrait être apportée à cette liste est immédiatement portée à la connaissance du Secrétariat de la CGPM.

31. Les PCC s'engagent à coopérer dans la lutte contre les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), en particulier grâce au partage d'informations et à la collecte de renseignements pour lutter contre les activités de pêche INDNR et la criminalité organisée.

PARTIE VII

Programmes en matière de suivi, contrôle et surveillance

32. Les PCC, par l'intermédiaire de la CGPM, établissent ou maintiennent un programme d'observation et d'inspection afin d'assurer l'application des mesures de conservation et de gestion prévues dans la présente recommandation. Ledit programme peut notamment comprendre les éléments suivants:

- a) des inspections en haute mer;
- b) des procédures d'enquête effectives en cas d'infraction présumée aux mesures de conservation et de gestion au titre de la présente recommandation, et de communication à la CGPM des mesures prises, y compris les procédures en matière d'échange d'informations;
- c) des dispositions concernant des mesures appropriées à prendre lorsque les inspections mettent en évidence des infractions graves et prévoyant un suivi efficace et transparent de ces actions, afin de faire respecter à l'État de pavillon la responsabilité qui lui incombe dans le cadre du programme prévu;
- d) des inspections au port;
- e) une surveillance des débarquements et des captures, y compris le suivi statistique à des fins de gestion;
- f) des programmes de surveillance spécifiques, y compris l'embarquement et l'inspection;
- g) des programmes d'observation.

33. La Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16) s'applique pour une période de trois ans à compter de la date d'adoption de la présente recommandation.

PARTIE VIII

Suivi scientifique, adaptation et révision du plan de gestion pluriannuel

34. Les PCC assurent un suivi scientifique annuel adéquat du merlu européen et de la crevette rose du large dans le canal de Sicile.
35. Le CSC fournit des avis sur l'état du merlu européen et de la crevette rose du large dans le canal de Sicile. Ces avis comprennent des points de référence en termes de mortalité par pêche à des niveaux permettant de produire le rendement maximal durable au plus tard en 2020 ainsi que des niveaux de sauvegarde.
36. Le CSC évalue les conséquences biologiques, économiques et sociales de la mise en œuvre de plusieurs scénarios de gestion dans le but de restaurer et de maintenir les populations d'espèces exploitées au-dessus des niveaux susceptibles de produire le rendement maximal durable.
37. Le CSC fournit des avis sur les tailles de débarquement minimales et/ou maximales les plus adaptées pour les espèces d'élaémobranthes touchées par les pêches exploitant le merlu européen et/ou la crevette rose du large dans le canal de Sicile.
38. Le CSC fournit des avis sur les mesures techniques les plus adaptées pour améliorer la sélectivité des chalutiers de fond ciblant les stocks de merlu européen et/ou de crevette rose du large.
39. Le CSC identifie, le cas échéant, les zones de reproduction au-delà de 200 mètres de profondeur dans la sous-région géographique 14 (golfe de Gabès).
40. Lorsque la CGPM, en s'appuyant sur l'avis du CSC, constate que les taux de mortalité par pêche visées au paragraphe 6 ne sont plus adaptés pour atteindre les objectifs décrits au paragraphe 5, elle révisé ces paramètres en conséquence.
41. Lorsque les avis scientifiques indiquent que les objectifs généraux ou spécifiques du plan de gestion pluriannuel ne sont pas atteints, la CGPM prend des mesures de gestion supplémentaires et/ou de remplacement pour assurer que ces objectifs soient atteints.
42. Si, pour une raison quelconque (par exemple, un manque de données adaptées), le CSC n'est pas en mesure de fournir un avis précis sur l'état du merlu européen et de crevette rose du large et sur leurs niveaux d'exploitation, la CGPM décide des mesures de gestion les plus appropriées pour assurer la durabilité des pêches. Ces mesures s'appuient sur les avis du CSC en tenant compte des éléments socioéconomiques.
43. Afin de fournir des avis pour l'élaboration du plan de gestion pluriannuel, le CSC organise des ateliers pertinents. À cette fin, le CSC encourage la coopération scientifique ainsi qu'une approche harmonisée parmi l'ensemble des pays autour du canal de Sicile.

PARTIE IX

Dispositions finales

44. Le présent plan de gestion pluriannuel reste en vigueur pendant trois ans à compter de la date de son adoption.
45. La présente recommandation abroge et remplace la Recommandation CGPM/39/2015/2 et la Recommandation CGPM/40/2016/4.

**Objectif ciblé de mortalité par pêche du merlu européen et de la crevette rose du large
dans le canal de Sicile**

Stock	Fourchette des objectifs ciblés de mortalité par pêche
Merlu européen dans le canal de Sicile	0,12 - 0,18
Crevette rose du large dans le canal de Sicile	0,84 - 0,93

Coordonnées géographiques des zones de pêche à accès réglementé

Zone de pêche à accès réglementé 1: East of Adventure Bank

Zone de pêche à accès réglementé	
Latitude	Longitude
37° 23,850' N	12° 30,072' E
37° 23,884' N	12° 48,282' E
37° 11,567' N	12° 48,305' E
37° 11,532' N	12° 30,095' E

Zone-tampon	
Latitude	Longitude
37° 24,849' N	12° 28,814' E
37° 24,888' N	12° 49,536' E
37° 10,567' N	12° 49,559' E
37° 10,528' N	12° 28,845' E

Zone de pêche à accès réglementé 2: West of Gela Basin

Zone de pêche à accès réglementé	
Latitude	Longitude
37° 12,040' N	13° 17,925' E
37° 12,047' N	13° 36,170' E
36° 59,725' N	13° 36,175' E
36° 59,717' N	13° 17,930' E

Zone-tampon	
Latitude	Longitude
37° 13,041' N	13° 16,672' E
37° 13,049' N	13° 37,422' E
36° 58,723' N	13° 37,424' E
36° 58,715' N	13° 16,682' E

Zone de pêche à accès réglementé 3: East of Malta Bank

Zone de pêche à accès réglementé	
Latitude	Longitude
36° 12,621' N	15° 13,338' E
36° 12,621' N	15° 26,062' E
35° 59,344' N	15° 26,062' E
35° 59,344' N	15° 13,338' E

Zone-tampon	
Latitude	Longitude
36° 13,624' N	15° 12,102' E
36° 13,624' N	15° 27,298' E
35° 58,342' N	15° 27,294' E
35° 58,342' N	15° 12,106' E

Sous réserve de dispositions plus détaillées dans le cadre du programme de collecte de données de la CGPM, la liste visée au paragraphe 21 contient, pour chaque navire, les informations suivantes:

- nom du navire;
- numéro d'immatriculation du navire (code attribué par les PCC);
- numéro d'enregistrement CGPM (code de pays ISO alphabétique à trois lettres + neuf chiffres, par exemple xxx000000001);
- port d'immatriculation (nom complet du port);
- nom précédent (le cas échéant);
- pavillon précédent (le cas échéant);
- détails relatifs à toute radiation d'autres registres (le cas échéant);
- indicatif international d'appel radio (le cas échéant);
- SSN/ VMS (indiquer O/N);
- type de navire, longueur hors tout (LHT) et jauge brute (JB) et/ou tonneau de jauge brute (TJB) et puissance motrice exprimée en kW;
- nom et adresse du (des) propriétaire(s) et/ou de l'affréteur et/ou du (des) opérateur(s);
- principales espèces cibles;
- principal ou principaux engin(s) de pêche utilisé(s) pour le merlu européen et la crevette rose du large, attribution du segment de flotte et unité opérationnelle ;
- période autorisée pour la pêche au chalut de fond ou tout autre engin susceptible de pêcher le merlu européen et/ou la crevette rose du large (le cas échéant).

Recommandation CGPM/42/2018/6 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), modifiant la Recommandation CGPM/41/2017/8

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité des activités de pêche sur le long terme, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM doit favoriser, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/40/2016/4 établissant un plan de gestion pluriannuel des pêcheries exploitant le merlu européen et la crevette rose du large dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16);

RAPPELANT la Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16);

NOTANT que la Recommandation CGPM/42/2018/5 relative à un plan de gestion pluriannuel des pêches au chalut de fond exploitant les stocks démersaux dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), abrogeant les Recommandations CGPM/39/2015/2 et CGPM/40/2016/4, abroge et remplace la Recommandation CGPM/40/2016/4;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun d'aligner la durée du programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile sur les dispositions de la Recommandation CGPM/42/2018/5;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

MODIFICATION DE LA RECOMMANDATION CGPM/41/2017/8

1. Le paragraphe 26 de la Recommandation CGPM/41/2017/8 est modifié comme suit:

«La présente recommandation s'applique pendant une période d'au moins trois ans».

Recommandation CGPM/42/2018/7 relative à un programme de recherche régional sur le crabe bleu en mer Méditerranée

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité à long terme des activités de pêche, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM favorise, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM adopte des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches afin de garantir le maintien des stocks à des niveaux pouvant produire un rendement maximal durable;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 août 1995 et du Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures visant à conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, et les espèces non visées, ainsi que leur environnement»;

CONSIDÉRANT que certaines mesures de gestion des pêches doivent être révisées et adaptées en fonction de l'évolution de l'état des stocks exploités et des connaissances scientifiques et qu'une méthode appropriée doit être établie à cette fin;

CONSIDÉRANT l'impact socioéconomique en mer Méditerranée des pêches exploitant le crabe bleu, considéré comme une espèce non indigène d'intérêt commercial constituant une ressource de pêche au profit des communautés locales;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b), et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectifs, champ d'application et définitions

Objectifs du programme de recherche et des mesures transitoires

1. La présente recommandation établit un programme de recherche régional visant l'exploitation durable du crabe bleu en mer Méditerranée, programme (ci-après «programme de recherche régional») dans le but d'assurer la viabilité socioéconomique.
2. La présente recommandation s'applique à toutes les activités de pêche commerciale exploitant le crabe bleu en mer Méditerranée.
3. Le programme de recherche régional établi par la présente recommandation appuie les travaux du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC).
4. Les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) qui pêchent activement en mer Méditerranée conviennent de mettre en œuvre le programme de recherche régional conformément aux objectifs de la présente recommandation.

Champ d'application géographique

5. Le programme de recherche régional établi par la présente recommandation s'applique à la mer Méditerranée.

Définitions

6. Aux fins de la présente recommandation, «crabe bleu» désigne les espèces *Portunus segnis* et *Callinectes sapidus*.

PARTIE II

Objectifs opérationnels et spécifiques

7. La présente recommandation a pour objectif opérationnel d'améliorer les connaissances scientifiques, techniques et socioéconomiques sur les pêches exploitant le crabe bleu en établissant un programme de recherche régional sur le crabe bleu.
8. La présente recommandation a pour objectif spécifique de collecter des données sur les activités de pêche afin d'améliorer la recherche et les connaissances scientifiques pour assurer l'exploitation durable du stock, en vue de maintenir le stock à des niveaux compatibles avec le rendement maximal durable et de préserver la viabilité socioéconomique des pêches exploitant le crabe bleu.
9. Le CSC, lors de sa vingt-troisième session en 2021, évalue les résultats du programme de recherche régional établi par la présente recommandation. Le CSC fait rapport à la CGPM, à sa quarante-cinquième session en 2021, et présente, si nécessaire, des propositions d'adaptation des mesures établies par la présente recommandation ainsi que des propositions de mesures de gestion et de contrôle complémentaires.
10. Sur la base des recommandations et des avis visés au paragraphe 9, la CGPM, à sa quarante-cinquième session, peut adapter ces mesures conformément aux objectifs énoncés dans les Parties I et II de la présente recommandation.

PARTIE III

Programme de recherche régional et suivi scientifique

11. Les PCC dont les activités de pêche ciblent le crabe bleu veillent à ce qu'un mécanisme de suivi scientifique adéquat des captures de crabe bleu en mer Méditerranée soit dûment mis en place, en vue de faciliter la mise en œuvre du programme de recherche régional et de permettre au CSC de fournir des informations descriptives et des avis au moins sur les points suivants:

- a) effort de pêche déployé (par exemple, nombre de jours de pêche/semaine) et niveaux de captures globaux à l'échelon national ou supranational, indiquant les engins de pêche utilisés; et
- b) effets biologiques et socioéconomiques d'autres scénarios de gestion proposés, y compris les mesures des intrants/extrants et/ou les mesures techniques telles que les engins de pêche/impacts environnementaux, tel que proposé par les PCC.

12. Le Secrétariat de la CGPM fournit un mandat, y compris les coûts, services et autres prescriptions visant à soutenir la mise en œuvre d'un programme de recherche sur le crabe bleu en mer Méditerranée, tel que décrit à l'Annexe de la présente recommandation. Le programme de recherche régional est lancé en 2019.

PARTIE IV

Dispositions finales

13. Lesdites mesures sont évaluées par le CSC et, si nécessaire, examinées par la CGPM lors de sa quarante-cinquième session en 2021.

14. En fonction des résultats du programme de recherche régional visé à la Partie III de la présente recommandation, la CGPM peut proposer et adopter de nouvelles mesures de gestion et de contrôle appropriées, y compris le suivi des activités de pêche et des captures.

Éléments clés du programme de recherche régional sur le crabe bleu en mer Méditerranée

Introduction

Il existe un besoin important de projets scientifiques et de recherche visant à combler les lacunes dans les connaissances sur le crabe bleu en tant que ressource halieutique.

Principales caractéristiques du programme de recherche régional sur le crabe bleu en mer Méditerranée

- Objectifs clairs définis à l’avance (par exemple, biomasse en tonnes, nombre de km², modèles de répartition spatio-temporelle);
- Priorité à la collecte de données utiles pour la formulation d’avis scientifiques à l’appui de la gestion (longueur, âge, cycle de vie);
- Combinaison de sources d’information dépendantes et indépendantes des pêches pour assurer un suivi régulier;
- Toutes les PCC de la mer Méditerranée devraient être impliquées;
- Le programme de recherche régional devrait également fournir des lignes directrices et faciliter l’harmonisation, la normalisation des protocoles, la coordination et la comparaison des résultats obtenus par les programmes de recherche actuels et futurs, nationaux, régionaux et internationaux sur le crabe bleu.

Modules de travail (MT)

Les modules de travail sont conçus pour aborder les principaux aspects mentionnés ci-dessus et pour répondre au besoin d’évaluer les aspects sociaux et économiques de la pêche au crabe bleu, dans le contexte de la gestion et de l’exploitation durables du stock.

Module de travail 1 – Biologie et écologie

Module de travail 2 – Collecte de données indépendantes des pêches – Campagnes en mer

Module de travail 3 – Collecte de données dépendantes des pêches

Module de travail 4 – Évaluation des stocks

Module de travail 5 – Éléments socioéconomiques

Module de travail 6 – Propositions de gestion

Principaux objectifs de chaque module de travail

MT 1 – Biologie et écologie du crabe bleu, y compris la démographie. Biologie: études sur la taille, la densité, l’abondance, la biomasse, les recrutements, la croissance, la reproduction, la physiologie, les paramètres environnementaux, l’habitat et l’alimentation, et enquêtes sur les captures accessoires. Écologie: génétique, interactions avec d’autres espèces, impacts des engins de pêche sur l’environnement marin.

MT 2 – Collecte de données indépendantes des pêches dans le cadre de campagnes en mer pluriannuelles sur les chaluts de fond à perche et les dragues, par exemple indices de biomasse et d'abondance, distribution taille/âge, captures accessoires.

MT 3 – Collecte de données dépendantes des pêches au moyen d'échantillonnage portuaire (par exemple débarquements, longueur/distribution, techniques de pêche utilisées et navires pratiquant l'activité de pêche, valeur) et d'observateurs à bord (par exemple, captures accessoires, jours en mer).

MT 4 – Évaluation des stocks: enquête sur les méthodes d'évaluation de l'état du crabe bleu, y compris en compilant des données historiques.

MT 5 – Éléments socioéconomiques: enquête socioéconomique sur le secteur, le commerce et les marchés, et élaboration d'indicateurs économiques, aspects externes affectant la pêche, durabilité économique des engins de pêche associés.

MT 6 – Propositions de gestion: identification de mesures supplémentaires éventuelles au moyen d'une évaluation de la stratégie de gestion pour la durabilité de la pêche au crabe bleu.

Mise en œuvre du programme de recherche régional

La CGPM:

- évalue les progrès au sein des différents modules de travail;
- définit des méthodes normalisées (par exemple, pour l'âge) et des protocoles de recherche; et
- mène des activités de renforcement des capacités.

Recommandation CGPM/42/2018/8 relative à de nouvelles mesures d'urgence en 2019–2021 pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique (sous-régions géographiques 17 et 18)

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité des activités de pêche sur le long terme, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM doit favoriser, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM doit adopter des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique de la pêche pour garantir le maintien des stocks au-dessus des niveaux permettant d'obtenir le rendement maximal durable (RMD);

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM sont fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, en tenant compte de facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

CONSIDÉRANT que la CGPM doit appliquer l'approche de précaution conformément au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures visant à conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, et les espèces non visées, ainsi que leur environnement»;

NOTANT que le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) a estimé que les stocks d'anchois et de sardines sont répartis dans les sous-régions géographiques 17 et 18 et a effectué les premières évaluations conjointes lors de sa dix-huitième session;

NOTANT que la révision des données de base et l'évaluation de référence concernant la sardine et l'anchois dans les sous-régions géographiques 17 et 18 ont été effectuées en 2015-2016 et que les modèles finaux d'évaluation des stocks fondés sur les données révisées ont été fournis par le Groupe de travail sur l'évaluation des stocks de petits pélagiques en novembre 2017;

CONSIDÉRANT que le CSC, à sa vingtième session (Maroc, juin 2018), a conclu que les stocks d'anchois et de sardines dans les sous-régions géographiques 17 et 18 étaient surexploités et en état de

surexploitation, avec respectivement F/F_{RMD} à 2,23 et de 2,77 et a conseillé une nouvelle fois de réduire la mortalité par pêche;

CONSIDÉRANT que la mortalité par pêche est un système de mesure global qui peut être ajusté en appliquant des réductions en termes de capacité de pêche et/ou d'effort de pêche;

CONSIDÉRANT que les mesures d'urgence pour 2017 et 2018 (Recommandation CGPM/40/2016/3 établissant des mesures d'urgence supplémentaires en 2017 et 2018 pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique [sous-régions géographiques 17 et 18]) ont expiré, que la Commission doit actualiser le plan de gestion actuel (Recommandation CGPM/37/2013/1 relative à un plan de gestion pluriannuel des pêcheries exploitant les stocks de petits pélagiques dans la sous-région géographique 17 [mer Adriatique septentrionale] et à des mesures de conservation transitoires pour les pêcheries exploitant les stocks de petits pélagiques dans la sous-région géographique 18 [mer Adriatique méridionale]) avec les derniers avis scientifiques afin d'en assurer la mise en œuvre au plus tard en 2022, et que, compte tenu de l'état particulièrement mauvais des stocks d'anchois, il est nécessaire d'adopter de nouvelles mesures d'urgence pour réduire la mortalité par pêche des stocks de petits pélagiques en 2019, 2020 et 2021.

CONSIDÉRANT que, conformément au paragraphe 18 de la Recommandation CGPM/40/2016/3, si le CSC conclut que l'anchois et la sardine sont encore surexploités, la Commission peut adopter des mesures plus rigoureuses visant à assurer que les niveaux d'exploitation des stocks de petits pélagiques dans la mer Adriatique atteignent le RMD d'ici à 2020.

NOTANT que les données des études acoustiques sur les deux espèces de petits pélagiques, à savoir la sardine et l'anchois, indiquent une évolution décroissante de la biomasse totale;

NOTANT que la dernière évaluation de l'état des stocks effectuée par le CSC en 2018 indique également une nouvelle évolution décroissante de la biomasse du stock reproducteur d'anchois depuis 2005 et une diminution de la biomasse du stock reproducteur de la sardine par rapport à l'évaluation de 2017;

NOTANT que, puisqu'il est considéré que les restrictions temporelles ont un effet bénéfique sur les pêches, une période de fermeture durant la saison de reproduction de l'anchois et de la sardine en mer Adriatique doit être appliquée;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de la dynamique des stocks, plusieurs années pourraient être nécessaires pour observer les effets sur l'état du stock des petits pélagiques en mer Adriatique des mesures de gestion adoptées et appliquées à ce jour, mais que ce délai ne saurait servir de justification pour retarder les actions visant à améliorer l'état de ces stocks;

CONSIDÉRANT que la CGPM pourrait envisager l'adoption de mesures supplémentaires, y compris des limitations sur les captures;

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique des pêches exploitant la sardine et l'anchois en mer Adriatique et la nécessité d'assurer leur durabilité;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/27/2002/1 relative à la gestion de certains stocks d'espèces démersales et de petits pélagiques et, notamment, son paragraphe 2;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/30/2006/1 relative à la gestion de certaines pêcheries exploitant des espèces démersales et de petits pélagiques et, notamment, ses paragraphes 2 et 3;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/37/2013/1 relative à un plan de gestion pluriannuel des pêcheries exploitant les stocks de petits pélagiques dans la sous-région géographique 17 (mer Adriatique septentrionale) et à des mesures de conservation transitoires pour les pêcheries exploitant les stocks de petits pélagiques dans la sous-région géographique 18 (mer Adriatique méridionale);

RAPPELANT la Recommandation CGPM/38/2014/1 relative à des mesures de précaution et d'urgence en 2015 pour les stocks de petits pélagiques dans la sous-région géographique 17, modifiant la Recommandation CGPM/37/2013/1;

NOTANT qu'en vertu de la Recommandation CGPM/38/2014/1, une réduction de l'effort de pêche ainsi que des fermetures spatio-temporelles ont été mises en œuvre en 2015 pour les navires pêchant les stocks de petits pélagiques dans la sous-région géographique 17;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/39/2015/1 relative à l'établissement de mesures de précaution et d'urgence supplémentaires en 2016 pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique (sous-régions géographiques 17 et 18);

NOTANT qu'en vertu de la Recommandation CGPM/39/2015/1, une réduction de l'effort de pêche a été appliquée en 2016 pour les navires de pêche ciblant l'anchois dans la sous-région géographique 17 et des fermetures spatio-temporelles ont été appliquées en 2016 pour les navires pêchant les stocks de petits pélagiques dans les sous-régions géographiques 17 et 18;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectif général, champ d'application géographique et définitions

1. L'objectif général de la présente recommandation est de faire en sorte que les niveaux d'exploitation des stocks des petits pélagiques en mer Adriatique diminuent afin d'atteindre le RMD d'ici à 2020 et d'assurer la stabilité socioéconomique des flottes de pêche ciblant les petits pélagiques.
2. La présente recommandation s'applique aux sous-régions géographiques 17 et 18 (mer Adriatique) jusqu'en 2021.
3. Aux fins de la présente recommandation,
 - a) «anchois» désigne les poissons appartenant à l'espèce *Engraulis encrasicolus* ;
 - b) «sardine» désigne les poissons appartenant à l'espèce *Sardina pilchardus* ;
 - c) «petits pélagiques» désigne les stocks d'anchois et de sardines;
 - d) «chalutier pélagique» désigne un navire de pêche opérant séparément ou en couple équipé de filets de chaluts pélagiques; et
 - e) «senneur à senne coulissante» désigne un navire de pêche opérant avec une senne coulissante pour pêcher les petits pélagiques.

PARTIE II

Mesures de gestion d'urgence

4. En 2019, 2020 et 2021, les parties contractantes et parties non-contractantes coopérantes (PCC) ne dépassent pas le niveau de captures de petits pélagiques appliqué en 2014, tel que communiqué conformément à la Recommandation CGPM/33/2009/3 relative à la mise en œuvre de la matrice statistique Tâche 1 de la CGPM, abrogeant la Résolution CGPM/31/2007/1.
5. Les dispositions du paragraphe 4 ne s'appliquent pas aux PCC dont les captures étaient inférieures à 2 500 tonnes en 2014; ces PCC ne dépassent pas 2 500 tonnes de captures au cours de l'une des trois années couvertes par la présente recommandation.

6. En 2019, 2020 et 2021, les PCC dont les captures déclarées dépassaient 2 500 tonnes en 2014 appliquent en outre une réduction progressive de 5 pour cent chaque année, à partir du niveau des captures de petits pélagiques en 2014, tel que visé dans la Recommandation CGPM/33/2009/3.

7. Si la limite des captures fixée en vertu du paragraphe 4 est dépassée au cours d'une année donnée, la CGPM préconise des mesures de gestion appropriées pour compenser la surpêche.

Effort de pêche

8. Nonobstant l'effort de pêche établi en vertu du paragraphe 27 de la Recommandation CGPM/37/2013/1 et de la Recommandation CGPM/38/2014/1, les PCC veillent à ce que leurs navires de pêche ciblant les petits pélagiques ne dépassent pas 180 jours de pêche par an, avec un maximum de 144 jours de pêche ciblant la sardine et un maximum de 144 jours de pêche ciblant l'anchois.

Fermetures

9. En 2019, 2020 et 2021, les PCC appliquent des fermetures spatio-temporelles spécifiques au niveau de la flotte (même si celles-ci ne s'appliquent pas simultanément aux senneurs à senne coulissante et aux chalutiers pélagiques) en vue de protéger les stocks durant les saisons de reproduction. Ces fermetures couvrent l'ensemble des stocks de petits pélagiques répartis en mer Adriatique et touchent toutes les flottes ciblant les petits pélagiques, pour des périodes d'au moins 30 jours consécutifs par segment de flotte. Il est interdit aux navires appartenant à des flottes concernées par ces fermetures de changer d'engin pour cibler des petits pélagiques (senne coulissante vers/à partir de chaluts pélagiques) pendant la période de fermeture. Ces fermetures sont mises en place selon le calendrier suivant:

- pour la sardine, du 1^{er} octobre au 31 mars;
- pour l'anchois, du 1^{er} avril au 30 septembre.

10. Par dérogation au paragraphe 9, ces fermetures temporaires peuvent être appliquées pendant des périodes d'au moins 15 jours consécutifs pour les flottes nationales comprenant moins de 15 senneurs à senne coulissante et/ou chalutiers pélagiques pêchant activement des stocks de petits pélagiques.

11. Les PCC appliquent des fermetures spatiales pour les navires de plus de 12 mètres de longueur hors-tout, pendant une durée minimale de 7 mois en 2019, de 8 mois en 2020 et de 9 mois en 2021. Ces fermetures couvrent 30 pour cent des eaux territoriales ou intérieures identifiées comme étant des zones importantes pour la protection des catégories de jeunes poissons.

12. Afin de protéger les petits pélagiques, en 2019, 2020 et 2021, les activités de pêche menées par des senneurs à senne coulissante et des chalutiers pélagiques ciblant l'anchois ou la sardine sont interdites dans la zone indiquée sur la carte à l'Annexe 1.

13. Les PCC notifient au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 31 décembre 2018, l'ensemble des périodes de fermeture et des zones d'application énumérées aux paragraphes 9, 10 et 11.

Capacité de la flotte et registre des flottilles de pêche

14. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 novembre 2018, la liste de tous les chalutiers pélagiques (opérant seuls ou en paire) et senneurs à senne coulissante qui pêchaient activement les stocks de petits pélagiques en 2014.

15. Les PCC s'assurent que la capacité de pêche globale des chalutiers et senneurs à senne coulissante pêchant activement les stocks de petits pélagiques ne dépasse pas la capacité de la flotte relative aux petits pélagiques en 2014, aussi bien en termes de jauge brute (JB) et/ou tonneaux de jauge brute (TJB) qu'en termes de puissance (kW) et de nombre de navires, telle qu'elle figure dans les registres nationaux et de la CGPM.

16. Les dispositions du paragraphe 15 ne s'appliquent pas aux PCC dont la flotte comprend moins de dix senneurs à senne coulissante et/ou chalutiers pélagiques pêchant activement les stocks de petits pélagiques. Dans ce cas, la capacité des flottes actives peut augmenter de 50 pour cent au maximum en nombre de navires et JB et/ou TJB ainsi qu'en kW.

PARTIE III Suivi scientifique

17. Le CSC propose des solutions de remplacement pour assurer que les résultats des études hydroacoustiques de l'année précédente soient disponibles au plus tard le 31 janvier d'une année donnée, y compris les études supplémentaires menées en hiver.

18. Le CSC évalue chaque année l'efficacité des mesures d'urgence établies en vertu de la présente recommandation par rapport à la réalisation des objectifs énoncés au paragraphe 1.

19. Le CSC, à sa vingt-deuxième session en 2020, donne mandat à l'Atelier sur l'évaluation des mesures de gestion pour procéder à une évaluation des stratégies de gestion afin de tester des approches de gestion possibles à mettre en œuvre à partir de 2022, conformément aux mandats fournis à l'Annexe 2.

20. Sur la base des résultats des travaux mentionnés au paragraphe 19 et de l'avis du CSC, la CGPM révisé, en 2021, la Recommandation CGPM/37/2013/1 et met en œuvre un plan de gestion, en 2022 au plus tard.

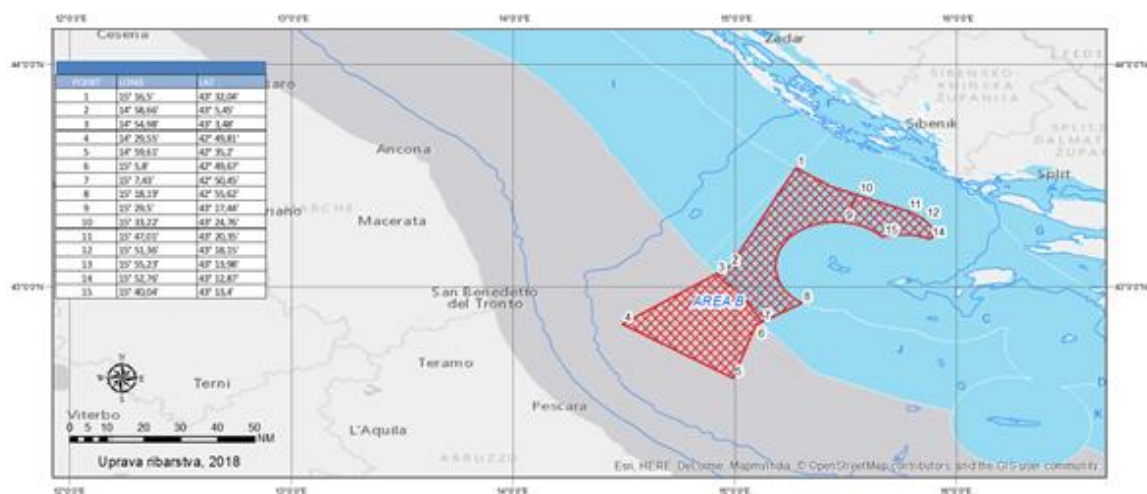
PARTIE IV Programme en matière de de suivi, contrôle et surveillance

21. Afin de faciliter le suivi des captures, toutes les captures sont débarquées, à l'exception des captures pouvant être rejetées conformément aux législations nationales en vigueur.

22. À la demande des PCC et avec l'aide du Secrétariat de la CGPM, un projet pilote est établi en 2019 en vue de mettre en place un programme d'observation et d'inspection volontaire afin de garantir l'application des mesures de conservation et de gestion prévues par la présente recommandation.

23. Ledit programme d'observation et d'inspection volontaire, à mettre en œuvre en 2019, 2020 et 2021, comprend notamment les éléments suivants:

- a) inspections en mer;
- b) procédures pour mener des enquêtes effectives en cas d'infraction présumée aux mesures de conservation et de gestion au titre de la présente recommandation et pour communiquer à la CGPM les mesures prises, y compris les procédures en matière d'échange d'informations;
- c) dispositions concernant des mesures adaptées à prendre lorsque les inspections mettent en évidence des infractions graves et prévoyant un suivi efficace et transparent de ces actions, afin de faire respecter à l'État du pavillon la responsabilité qui lui incombe dans le cadre du programme prévu;
- d) inspections au port;
- e) suivi des débarquements et des captures, y compris le suivi statistique à des fins de gestion; et
- f) programmes de suivi spécifiques, y compris l'arraisonnement et l'inspection.



Fosse de Pomo/Jabuka		
Point	Latitude	Longitude
1	43°32,044' N	15°16,501' E
2	43°05,452' N	14°58,658' E
3	43°03,477' N	14°54,982' E
4	42°49,811' N	14°29,550' E
5	42°35,205' N	14°59,611' E
6	42°49,668' N	15°05,802' E
7	42°50,450' N	15°07,431' E
8	42°55,618' N	15°18,194' E
9	43°17,436' N	15°29,496' E
10	43°24,758' N	15°33,215' E
11	43°20,345' N	15°47,012' E
12	43°18,150' N	15°51,362' E
13	43°13,984' N	15°55,232' E
14	43°12,873' N	15°52,761' E
15	43°13,494' N	15°40,040' E

Mandat du Groupe de travail sur les stratégies de gestion pour les petits pélagiques en mer Adriatique

Le groupe de travail testera, à partir de 2022, des approches de gestion possibles (règles d'exploitation) concernant l'anchois et la sardine en mer Adriatique, en utilisant différentes stratégies de gestion fondées sur l'effort et/ou les captures ainsi que des points de référence basés sur des valeurs fixes de la mortalité par pêche et de la biomasse.

Décisions de gestion

- a. Tester des règles d'exploitation avec F_{RMD} fixe associées à une gestion basée sur l'effort et les captures qui garantiront une faible probabilité de chute de la biomasse du stock reproducteur en dessous de la B_{lim} (5 pour cent de probabilité), y compris les scénarios convenus au sein de l'Atelier sur l'évaluation des mesures de gestion 2017.
- b. Tester des règles d'exploitation avec un échappement de la biomasse qui garantiront une faible probabilité de chute de la biomasse du stock reproducteur en dessous de la B_{lim} (5 pour cent de probabilité) associées à une gestion basée sur l'effort et les captures. Pour ces règles d'exploitation, définir:
 1. un niveau optimal d'échappement de la biomasse ($B_{escapement}$)
 2. la nécessité d'un plafond de la mortalité par pêche (F_{cap})
- c. L'Atelier sur l'évaluation des mesures de gestion peut proposer et tester d'autres scénarios appropriés pour la gestion des pêches de petits pélagiques en mer Adriatique sur la base d'une approche écosystémique.

Performance économique

Évaluer l'impact des différentes règles d'exploitation sur les aspects socioéconomiques des flottes concernées et des industries connexes (transformation et élevage du thon).

Statistiques de performance

Évaluer la performance de scénarios possibles sur une échelle de 5-10-20 ans, en utilisant des outils diagnostics standard d'évaluation des stratégies de gestion, en se concentrant notamment sur les éléments suivants en ce qui concerne le taux d'exploitation:

- Probabilité de chute de la biomasse du stock reproducteur en dessous de B_{lim}
- Risque par rapport au niveau des captures
- Variabilité des captures
- Captures moyennes
- Niveau de la biomasse du stock reproducteur
- Probabilités de fermeture de la pêche

Recommandation CGPM/42/2018/9 relative à un programme de recherche régional pour les pêches exploitant le rapana veiné en mer Noire (sous-région géographique 29)

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité à long terme des activités de pêche, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM favorise, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM adopte des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches afin de garantir le maintien des stocks à des niveaux pouvant produire un rendement maximal durable;

RAPPELANT que la Déclaration de Bucarest de 2016 en faveur d'une coopération renforcée en matière de pêche et d'aquaculture en mer Noire, en particulier les conclusions techniques des réunions d'experts (Panel 1) en annexe, préconise une coopération avec la CGPM en vue de promouvoir une approche écosystémique de la gestion des pêches y compris la collecte d'informations sur des questions liées aux pêches telles que les données socioéconomiques pertinentes, les rejets, les captures accidentelles d'espèces vulnérables, les espèces envahissantes et d'autres aspects liés aux écosystèmes marins;

RAPPELANT que la Déclaration ministérielle de Sofia de 2018 sur la pêche et l'aquaculture en mer Noire invite les pays riverains de la mer Noire à renforcer la coopération multilatérale et à mettre en œuvre des actions pour améliorer la durabilité des ressources, en particulier en ce qui concerne la collecte de données, l'évaluation scientifique et la mise en œuvre d'un cadre de gestion des pêches dans la mer Noire fondé sur les écosystèmes;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 août 1995 et du Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures visant à conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, et les espèces non visées, ainsi que leur environnement»;

CONSIDÉRANT que les mesures formulées par la CGPM doivent être fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles et sur les travaux du projet BlackSea4Fish à l'appui des avis fournis par le Groupe de travail sur la mer Noire, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

NOTANT que les conclusions de la cinquième réunion du Groupe sous-régional sur l'évaluation des stocks en mer Noire (Géorgie, décembre 2017) indiquent que les pêches exploitant le rapana veiné atteignent déjà les niveaux de rendement maximal durable et qu'il convient d'être vigilant en développant davantage cette pêche;

CONSIDÉRANT que la mortalité par pêche doit être maintenue en deçà des seuils de sécurité afin d'assurer des rendements élevés à long terme tout en limitant le risque d'effondrement des stocks et en garantissant la stabilité et une viabilité accrue des pêches;

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique des pêches exploitant le rapana veiné en mer Noire et la nécessité d'assurer leur viabilité économique à long terme;

CONSIDÉRANT que certaines mesures de gestion des pêches doivent être révisées et adaptées en fonction de l'évolution de l'état des stocks exploités et des connaissances scientifiques et qu'une méthode appropriée doit être établie à cette fin;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b), et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectifs, champ d'application et définitions

Objectifs du programme de recherche

1. La présente recommandation établit un programme de recherche régional visant l'exploitation durable du rapana veiné en mer Noire (sous-région géographique 29) (ci-après le «programme de recherche régional»).
2. La présente recommandation s'applique à toutes les activités de pêche commerciale exploitant le rapana veiné en mer Noire (sous-région géographique 29).
3. Le programme de recherche régional établi par la présente recommandation soutient le Groupe de travail sur la mer Noire; il est évalué scientifiquement et coordonné dans le cadre du projet BlackSea4Fish.
4. Les parties contractantes et les parties non-contractantes coopérantes (PCC) dont les navires pêchent activement dans la sous-région géographique 29 conviennent de mettre en œuvre le programme de recherche régional conformément aux objectifs de la présente recommandation.

Champ d'application géographique

5. Le programme de recherche régional et les mesures de transition établis par la présente recommandation s'appliquent à la sous-région géographique 29.

Définitions

6. Aux fins de la présente recommandation:
 - a) «mer Noire» désigne la sous-région géographique 29 telle que définie dans la Résolution

CGPM/33/2009/2 relative à la création de sous-régions géographiques dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Résolution CGPM/31/2007/2;

- b) «rapana veiné» désigne les gastéropodes appartenant à l'espèce *Rapana venosa*;
- c) «navire pêchant activement le rapana veiné» désigne tout navire équipé d'engins destinés à la pêche du rapana veiné ou utilisé pour la pêche sous-marine du rapana veiné et en possession d'une autorisation valable pour pêcher le rapana veiné;

PARTIE II

Objectifs opérationnels et spécifiques

7. La présente recommandation a pour objectif opérationnel d'améliorer les connaissances scientifiques, techniques et socioéconomiques sur les pêches exploitant le rapana veiné en établissant un programme de recherche régional sur le rapana veiné.

8. La présente recommandation a pour objectifs spécifiques de collecter des données sur les activités de pêche afin d'améliorer la recherche et les connaissances scientifiques pour assurer l'exploitation durable du stock, en vue de maintenir le stock à des niveaux compatibles avec le rendement maximal durable et de préserver la viabilité socioéconomique des pêches exploitant le rapana veiné.

9. Le Groupe de travail sur la mer Noire, lors de sa réunion annuelle en 2021, évalue les résultats du programme de recherche régional établi par la présente recommandation en tenant compte des efforts nationaux déployés par les PCC pour gérer les pêches exploitant le rapana veiné. Le groupe de travail sur la mer Noire fait rapport à la CGPM, à sa quarante-cinquième session en 2021, et présente, si nécessaire, des propositions d'adaptation des mesures établies par la présente recommandation ainsi que des propositions de mesures de gestion et de contrôle complémentaires.

PARTIE III

Programme de recherche régional et suivi scientifique

10. Les PCC dont les flottes de pêche ciblent le rapana veiné veillent à ce qu'un mécanisme de suivi scientifique adéquat des captures de rapana veiné en mer Noire soit dûment en place, en vue de faciliter la mise en œuvre du programme de recherche régional et de permettre au Groupe de travail sur la mer Noire de fournir des informations descriptives et des avis au moins sur les points suivants:

- a) effort de pêche déployé (par exemple nombre de jours de pêche/semaine) et niveaux de captures globaux à l'échelon national ou supranational indiquant les engins de pêche utilisés;
- b) données sur les quantités totales de captures par engin de pêche et par espèce, à l'exclusion de la pêche sous-marine;
- c) effets biologiques et socioéconomiques d'autres scénarios de gestion proposés par les PCC, y compris les mesures des intrants/extrants et/ou les mesures techniques telles que les engins de pêche/impacts environnementaux; et
- d) éventuelles fermetures spatio-temporelles visant à préserver la durabilité des pêches.

11. Le projet BlackSea4Fish facilite et coordonne l'évaluation des données pertinentes au niveau régional dans le cadre du programme de recherche régional.

12. Le Secrétariat de la CGPM, avec l'appui du Groupe de travail sur la mer Noire, fournit un

mandat, y compris les coûts, services et autres prescriptions visant à soutenir la mise en œuvre d'un programme de recherche sur le rapana veiné en mer Noire, tel que décrit à l'Annexe1 de la présente recommandation. Le programme de recherche régional est lancé en 2019.

PARTIE IV

Dispositions finales

13. En fonction des résultats du programme de recherche régional visé à la Partie III de la présente recommandation, la CGPM peut proposer et adopter de nouvelles mesures de gestion et de contrôle appropriées, y compris le suivi des activités de pêche et des captures.

Éléments clés du programme de recherche régional sur le rapana veiné en mer Noire

Introduction

Il existe un besoin important de projets scientifiques et de recherche en mer Noire visant à combler les lacunes dans les connaissances sur le rapana veiné, espèce à forte valeur commerciale en mer Noire. La couverture et la qualité des données sur l'abondance du rapana veiné se sont améliorées et on dispose de données sur la composition par taille et par âge. Sur la base de ces données, une première évaluation scientifique du rapana veiné a été réalisée en 2017 par le Groupe sous-régional d'évaluation des stocks en mer Noire de la CGPM. Cependant, le manque généralisé d'enquêtes indépendantes des pêches en Mer Noire couvrant de manière exhaustive la répartition régionale des principales espèces commerciales persiste.

Principales caractéristiques du programme de recherche régional sur le rapana veiné en mer Noire

- Objectifs clairs définis à l'avance (par exemple biomasse en tonnes, abondance en nombre de km², modèles de répartition spatio-temporelle);
- Priorité à la collecte de données utiles pour la formulation d'avis scientifiques à l'appui de la gestion (longueur, âge, cycle de vie);
- Combinaison de sources d'information dépendantes et indépendantes des pêches pour assurer un suivi régulier;
- Toutes les PCC de la mer Noire devraient être impliquées;
- Le programme de recherche régional devrait également fournir des lignes directrices et faciliter l'harmonisation, la normalisation des protocoles, la coordination et la comparaison des résultats obtenus par les programmes de recherche actuels et futurs, nationaux, régionaux et internationaux portant sur le rapana veiné, tels que le projet BlackSea4Fish.

Modules de travail

Les modules de travail sont conçus pour aborder les principaux aspects mentionnés ci-dessus et pour répondre au besoin d'évaluer les aspects sociaux et économiques de la pêche au rapana veiné dans le contexte de la gestion et de l'exploitation durables du stock.

Module de travail 1 – Biologie et écologie

Module de travail 2 – Collecte de données indépendantes des pêches – campagnes en mer

Module de travail 3 – Collecte de données dépendantes des pêches

Module de travail 4 – Évaluation des stocks

Module de travail 5 – Éléments socioéconomiques

Module de travail 6 – Propositions de gestion

Principaux objectifs de chaque module de travail

MT 1 – Biologie et écologie du rapana veiné, y compris la démographie. Biologie: études sur la taille, la densité, l'abondance, la biomasse, le recrutement, la croissance, la reproduction, la physiologie, les paramètres environnementaux, l'habitat et l'alimentation, et enquêtes sur les captures accessoires.

Écologie: génétique, interactions avec d'autres espèces, impacts des engins de pêche sur l'environnement marin.

MT 2 – Collecte de données indépendantes des pêches dans le cadre de campagnes en mer pluriannuelles sur les chaluts de fond à perche et les dragues, par exemple indices de biomasse et d'abondance, distribution taille/âge, captures accessoires.

MT 3 – Collecte de données dépendantes des pêches au moyen d'échantillonnage portuaire (par exemple débarquements, longueur/distribution, techniques de pêche utilisées et navires pratiquant l'activité de pêche, valeur) et d'observateurs à bord (par exemple, captures accessoires, jours en mer).

MT 4 – Évaluation des stocks: enquête sur les méthodes d'évaluation de l'état du rapana veiné, y compris en compilant des données historiques.

MT 5 – Éléments socioéconomiques: enquête socioéconomique sur le secteur, le commerce et les marchés, et élaboration d'indicateurs économiques, aspects externes affectant la pêche, durabilité économique des engins de pêche associés.

MT 6 – Propositions de gestion: identification de mesures supplémentaires éventuelles au moyen d'une évaluation de la stratégie de gestion pour la durabilité de la pêche au rapana veiné.

Mise en œuvre du programme de recherche régional

La CGPM:

- évalue les progrès au sein des différents modules de travail;
- définit des méthodes normalisées (par exemple pour l'âge) et des protocoles de recherche; et
- mène des activités de renforcement des capacités.

Recommandation CGPM/42/2018/10 relative à l'accès aux informations et aux données liées au suivi, au contrôle et à la surveillance dans le cadre de programmes conjoints d'inspection et de surveillance

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT la Résolution CGPM/35/2011/2 relative aux règles et procédures en matière de confidentialité des données, modifiant la Résolution CGPM/30/2006/1;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que ledit plan stipule que les parties contractantes, les parties non contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) doivent coopérer entre elles et avec le Secrétariat de la CGPM afin d'identifier et de décourager les ressortissants qui sont les exploitants et/ou les propriétaires effectifs de navires se livrant à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR);

RAPPELANT la Recommandation CGPM/40/2016/1 concernant un mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

PRÉOCCUPÉE par le fait que les activités de pêche INDNR dans la zone d'application de la CGPM se poursuivent et réduisent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CGPM;

RECONNAISSANT que l'identification d'un navire facilite considérablement les activités de suivi, contrôle et surveillance dans la lutte contre les activités de pêche INDNR et qu'il est nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre de telles mesures de manière équitable, transparente et non discriminatoire;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I
Objectif général et champ d'application

1. L'objet de la présente recommandation est de renforcer l'échange d'informations et l'accès à celles-ci en tant que composantes essentielles d'un système de suivi, contrôle et surveillance efficace et, par conséquent, d'une bonne gestion des pêches.
2. La présente recommandation s'applique à toutes les PCC participant à des projets pilotes ou à des programmes internationaux conjoints d'inspection et de surveillance dans la zone d'application de la CGPM.

PARTIE II

Accès aux données et aux informations

3. À la demande des PCC participant à des activités d'inspection et de contrôle dans la zone d'application et la CGPM et avec l'accord de l'État du pavillon de la PCC concernée, le Secrétariat de la CGPM met à disposition toutes les informations qu'il garde conformément aux mesures de conservation et de gestion de la CGPM, y compris, mais pas exclusivement, les listes actualisées des navires autorisés et des ports de débarquement désignés.
4. Les PCC et le Secrétariat de la CGPM assurent le traitement sécurisé des informations visées au paragraphe 3 ainsi que des données, rapports et messages connexes, en particulier lorsque le traitement implique la transmission électronique de données.
5. Les PCC et le Secrétariat de la CGPM mettent en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données, rapports et messages contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte accidentelle, altération, toute divulgation ou tout accès non autorisés ainsi que toute forme de traitement inappropriée.
6. La présente recommandation est sans préjudice du niveau de protection des personnes s'agissant du traitement des données à caractère personnel en vertu des dispositions du droit national.

PARTIE III

Entrée en vigueur

7. Les PCC transposent la présente recommandation dans leur législation nationale, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM. Le cas échéant, elles sollicitent l'appui du Secrétariat de la CGPM afin de faciliter la transposition de la présente recommandation dans leur législation nationale.

Recommandation CGPM/42/2018/11 relative au marquage régional des engins de pêche

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord de création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

PRENANT EN COMPTE les Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon, adoptées par le Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à sa trente et unième session (siège de la FAO, juin 2014);

RAPPELANT l'Accord des Nations Unies aux fins de l'application des dispositions de la Convention sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants du 4 août 1995, le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable et l'Accord visant à favoriser le respect des mesures internationales de conservation et de gestion par les navires de pêche en haute mer;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/40/2016/1 concernant un mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

PRÉOCCUPÉE par le fait que les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) dans la zone d'application de la CGPM se poursuivent et réduisent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CGPM;

NOTANT que les mesures qui doivent être prises concernant le marquage des engins de pêche ont une portée mondiale et s'appliquent également aux organisations sous-régionales, régionales et mondiales intéressées par la conservation des ressources halieutiques ainsi que par la gestion et le développement des pêches;

RECONNAISSANT que l'identification d'un engin de pêche facilite considérablement les activités de suivi, contrôle et surveillance dans la lutte contre les activités de pêche INDNR et qu'il est nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre de telles mesures de manière équitable, transparente et non discriminatoire;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I **Marquage des engins de pêche**

1. Chaque PCC du pavillon veille à ce que les engins de pêche dormants, tels que les filets calés, les casiers, les lignes et les palangres, utilisés par les navires de pêche de plus de 15 mètres de longueur hors tout autorisés à pêcher des espèces gérées par la CGPM dans sa zone d'application soient marqués, de façon à ce qu'ils puissent être facilement identifiés, conformément au droit national et aux normes

généralement admises telles que les Directives volontaires de la FAO sur le marquage des engins de pêche.

2. Le Groupe de travail sur la technologie de pêche (WGFiT) est invité à incorporer parmi ses activités la possibilité de faciliter l'échange d'expériences entre pays en matière de marquage des engins de pêche.

3. Chaque PCC attire l'attention des navires et des pêcheurs sur l'importance du marquage des engins de pêches pour lutter contre la pêche INDNR et les engins de pêche abandonnés, perdus et jetés.

PARTIE II

Besoins particuliers des PCC qui sont des États en développement

4. Les PCC sont conscientes du fait que la pleine application de la présente recommandation requiert une compétence technique de l'ensemble des PCC et du Secrétariat de la CGPM. À cette fin, la capacité des PCC qui sont des États en développement à mettre en œuvre les dispositions de la présente recommandation est prise en compte, conformément à l'article 17 de l'accord de la CGPM, notamment par le biais d'une assistance technique.

PARTIE III

Dispositions finales

5. L'application de la présente recommandation est sans préjudice de l'adoption par les PCC de toute autre disposition ou réglementation comportant des conditions et des obligations plus strictes en matière de marquage des engins de pêche.

6. La présente recommandation entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 au plus tard.

Proposition en attente relative à l'établissement d'une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en mer Méditerranée

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

CONSIDÉRANT que la CGPM adopte des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches afin de garantir le maintien des stocks au-dessus des niveaux permettant de produire le rendement maximal durable;

RAPPELANT que Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 (Déclaration MedFish4Ever) prévoit que, dans le contexte de l'établissement d'un cadre de gestion des pêches fondé sur les écosystèmes, toutes les principales pêches soient gérées au moyen de plans de gestion;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 août 1995 et au Code de Conduite pour une Pêche Responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que la dorade rose, espèce hermaphrodite successive, présente un cycle de vie biologique particulier avec un pourcentage important d'individus mâle devenant femelles lorsqu'ils atteignent environ 33 cm de longueur totale, tandis que la taille de première maturité (L 50 pour cent) est de l'ordre de 30 cm pour les mâles et de 36 cm pour les femelles, et que de telles caractéristiques biologiques sont semblables à celles d'autres stocks répartis dans différentes zones géographiques;

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique des pêches, en particulier les pêches locales, exploitant la dorade rose et la nécessité d'assurer leur durabilité;

CONSIDÉRANT que la dorade rose est également visée par la pêche récréative;

NOTANT que la dorade rose figure sur la liste de la CGPM des espèces prioritaires en Méditerranée occidentale;

NOTANT qu'il existe un niveau important de captures illicites, non déclarées et non réglementées (INDNR) de dorade rose dans l'ensemble de la Méditerranée et qu'un suivi adéquat des flottes de pêche concernées, y compris la pêche récréative, est nécessaire;

NOTANT que le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) est convenu de la nécessité, soulignée par le Comité sous-régional pour la Méditerranée occidentale, de fournir des avis concernant la mise en place éventuelle de mesures de gestion, notamment l'amélioration du suivi bioéconomique et la normalisation de l'effort de pêche;

ADOpte, conformément aux Articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Dispositions objectif, champ d'application et définitions

1. L'objectif général de la présente recommandation est de protéger les juvéniles de dorade rose dans la mer Méditerranée.
2. Aux fins de la présente recommandation, on entend par «dorade rose» les poissons appartenant à l'espèce *Pagellus bogaraveo*.

PARTIE II

Taille minimale de référence de conservation

3. La taille minimale de référence de conservation de la dorade rose dans l'ensemble de la zone couverte par la présente recommandation est fixée à XX¹ cm de longueur totale.
4. Les spécimens de dorade rose doivent être mesurés de la pointe du museau à l'extrémité de la nageoire caudale.
5. Les spécimens de dorade rose dont la longueur totale, mesurée au centimètre inférieur tel qu'indiqué ci-dessus, est inférieure à la taille minimale de référence de conservation définie au paragraphe 3 ne peuvent être capturés, conservés à bord, transbordés, transférés, débarqués, transportés, stockés, vendus, exposés ou mis en vente.
6. Nonobstant le paragraphe 5, lorsque, du fait de circonstances imprévisibles et inévitables, des spécimens de dorade rose de taille inférieure à la taille minimale ont été capturés, le capitaine du navire de pêche est tenu d'enregistrer ces captures (poids estimé) de spécimens sous-dimensionnés.
7. Les parties contractantes et parties non contractantes coopérantes (PCC) établissent un mécanisme adéquat permettant d'enregistrer les captures de spécimens de dorade rose sous-dimensionnés.
8. Sans préjudice des dispositions prévues au paragraphe 5 et lorsqu'une PCC dispose d'un système permettant d'éviter les rejets et obligeant le débarquement de toutes les captures, sauf dans les cas justifiés où il existe une dérogation concernant l'obligation de débarquement, le capitaine du navire de pêche n'est pas autorisé à rejeter ces captures et doit par conséquent débarquer tous les poissons capturés, quelle que soit leur taille. Toutes les quantités de poissons sous-dimensionnés doivent être enregistrées et ne peuvent être présentées, mises en vente ou directement utilisées pour la consommation humaine.

¹ À définir selon les recommandations du CSC à sa vingt-et-unième session (Égypte, juin 2019).

Protocoles pour la protection des écosystèmes marins vulnérables dans la zone d'application de la CGPM

A –VME encounter reporting protocol in the GFCM area of application

1. Introduction

Resolutions of the United Nations General Assembly on sustainable fisheries of 2004², 2006³ and 2009⁴ call upon regional fisheries management organizations (RFMOs) to take urgent action to protect vulnerable marine ecosystems (VMEs) from significant adverse impact in areas beyond national jurisdiction.

2. Objective

Further implement the precautionary approach for managing deep-sea fisheries (DSF) with respect to VMEs, due to the difficulty in acquiring data on VMEs location and extent and with a view to avoiding the risk of significant adverse impacts (SAIs) by fisheries, GFCM should adopt a VME Encounter Protocol for the DSF operating in its area of application.

GFCM Contracting Party or Cooperating non-Contracting Party (CPCs) should consider, as necessary, applying additional management measures to their flagged vessels undertaking DSF to avoid overexploitation of resources and to avoid SAIs on VMEs.

3. Definitions

The list of VME Indicator Features, Habitats and Taxa for the Mediterranean Sea is given in Annex 1.

4. Scope

- *Geographical coverage:* Mediterranean Sea (GSAs 01 to 28)
- *Fisheries*

The following fisheries shall be considered:

- i. all fishing vessels above 15 m (LOA) operating with bottom contact fishing gear fishing for *Aristaeomorpha foliacea*, *Aristeus antennatus*, or *Plesionika martia*
- ii. all fishing vessels above 15 m (LOA) operating with bottom contact gears (bottom trawls, longlines, gillnets and pots and traps) at depths deeper than 300 m and all offshore seamounts;

For the purposes of these technical elements, the fisheries described above shall be referred to as “deep-sea fisheries” (DSFs).

5. Encounter protocol

- *Encounter:* an encounter with VME Indicator Taxa is defined as any catch of VME Indicator Taxa obtained by any DSF.

Encounter rule: following an encounter with VME Indicator Taxa during DSF, the vessel captain shall immediately report the encounter to the flag State, on the form provided in Annex 2, including the following information:

- i. the position of the vessel, either by the start and end point of the tow or set, or by another position that is closest to the exact encounter location;
- ii. the fishing characteristics of the vessel;

² A/RES/59/25

³ A/RES/61/105

⁴ A/RES/64/72

- iii. the groups of the VME Indicator Taxa encountered and the best estimates of their live weight (kg).

6. Reporting to GFCM Secretariat

Upon notification by the vessel captain, as described above, relevant CPCs shall forward, within 30 days, the encounter information reported by the vessel captain, to the GFCM Secretariat, including by electronic means.

7. Review of the information gathered by mean of the VME Encounter Protocol

The GFCM Secretariat shall compile the data received with the encounter protocols and set up maps of the distribution of encounters with VME Indicator Taxa, including their abundance by group. The GFCM Secretariat shall regularly inform the SAC about the reported catches of VME Indicator Taxa in Mediterranean fisheries. The SAC shall review this information and, based upon the best scientific evidence available, evaluate the occurrence of VMEs and propose to the Commission, as appropriate, the establishment of new management measures, including FRAs, to ensure the protection of these ecosystems.

8. Observers

The use of scientific observers to assist the crew in data collection is encouraged in order to allow the identification of the VME Indicator Taxa to the lowest taxonomic level and to obtain information on bycatch composition.

9. CPCs responsibilities

CPCs should consider adopting temporary closures and apply these to their flagged vessels if they consider that the encounter has identified a VME. Any measure adopted in this sense should be reported to the GFCM Secretariat for further notification to the SAC.

Mediterranean VME indicator features, habitats and taxa

(a) Mediterranean VME indicator features

The following features potentially support VMEs:

Seamounts and volcanic ridges
 Canyons and trenches
 Steep slopes
 Submarine reliefs (*slumped blocks, ridges, cobble fields, etc.*)
 Cold seeps (*pockmarks, mud volcanoes, reducing sediment, anoxic pools, methanogenetic hard bottoms*)
 Hydrothermal vents

(b) Mediterranean VME indicator habitats

The following habitats potentially support VMEs:

Cold-water coral reefs
 Coral gardens
 - Hard-bottom coral garden
 - Soft-bottom coral gardens
 Sea pen fields
 Deep-sea sponge aggregations
 - “Ostur” sponge aggregations
 - Hard-bottom sponge gardens
 - Glass sponge communities
 - Soft-bottom sponge gardens
 Tube-dwelling anemone patches
 Crinoid fields
 Oyster reefs and other giant bivalves
 Seep and vent communities
 Other dense emergent fauna

(c) Mediterranean VME indicator taxa

Phylum	Class	Subclass (Order)
Cnidaria	Anthozoa	Hexacorallia (Antipatharia, Scleractinia)
		Octocorallia (Alcyonacea, Pennatulacea)
		Ceriantharia
	Hydrozoa	Hydroidolina
Porifera (sponges)	Demospongiae	
	Hexactinellida	Amphidiscophora Hexasterophora
Bryozoa	Gymnolaemata	
	Stenolaemata	
Echinodermata	Crinoidea	Articulata
Mollusca	Bivalvia	Gryphaeidae (<i>Neopycnodonte cochlear</i> , <i>N. zibrowii</i>)
		Heterodonta* (Lucinoida) (e.g. <i>Lucinoma kazani</i>)
		Pteriomorpha* (Mytiloida) (e.g. <i>Idas modiolaeformis</i>)
Annelida*	Polychaeta	Sedentaria (Canalipalpata) (e.g. <i>Lamellibrachia anaximandri</i> , <i>Siboglinum</i> spp.)
Arthropoda*	Malacostraca	Eumalacostraca (Amphipoda) (e.g. <i>Haploops</i> spp.)

*only chemosynthetic species that indicate the presence of a cold seep or hydrothermal vent are considered

VME encounter reporting in the GFCM area of application

Separate forms to be completed for each deployment of the fishing gear (haul/set) in which VME Indicator Taxa are caught.

A. Fishing Trip Information	
Country:	
Vessel name:	
Captain (name and last name):	
Date of encounter (dd/mm/yyyy):	
B. Fleet and gear information⁵	
Fleet segment:	
Fishing gear:	
C. VME Encounter coordinates	
GSA:	Statistical grid:
Point 1 (Start)	Point 2 (End)
Latitude:	Longitude:
Latitude:	Longitude:
Fishing depth (average or range, m):	
VME Feature and/or Habitat (Annex 1 a and b)	
D. VME Indicator Taxa catch information (Annex 1 c)	
Total live weight of corals in the haul/set (kg):	
Total live weight of sponges in the haul/set (kg):	
Total live weight of other vulnerable benthic taxa in the haul/set (kg):	
E. VME Indicator Taxa (by trained observers on board)	
<i>Identify VME Taxa to lowest taxonomic level (species if possible) and provide comments.</i>	
F. Pictures of VME Indicator Taxa (by fishers and/or observers on board)	
<i>Take pictures of the different VME Indicator Taxa and submit them as an attachment to the current form.</i>	

⁵ Refer to: GFCM, 2018. GFCM Data Collection Reference Framework (DCRF) (<http://www.fao.org/gfcm/data/dcrf/en/>)

B - Mapping existing deep-sea fishing areas in the GFCM area of application

1. Introduction

Resolutions of the United Nations General Assembly on sustainable fisheries of 2004⁶, 2006⁷ and 2009⁸ call upon regional fisheries management organizations (RFMOs) to take urgent action to protect vulnerable marine ecosystems (VMEs) from significant adverse impact in areas beyond national jurisdiction.

2. Objectives

The deep-sea bottom fisheries of the Mediterranean target only a few species that are fished on specific habitats. In order to manage these fisheries sustainably, and prohibit any significant adverse impacts they may cause on non-target species and VMEs, it is necessary to map the distribution of the existing deep-sea bottom fishing areas.

3. Definitions

“Existing deep-sea bottom fishing areas”, means that portion of the GFCM area of application where deep-sea bottom fishing has occurred according to the map adopted under Section B Paragraph 5.

“Exploratory (or new) deep-sea bottom fishing” occurs during the initial development phase of a DSF when the DSF operates in areas that have not been previously fished or in fished areas following significant changes in the gear or effort, as described in paragraphs 23, 55, 61 and 65 of the *FAO International Guidelines for the Management of Deep Sea Fisheries in the High Seas*.

4. Scope

- *Geographical coverage*: Mediterranean Sea (GSAs 01 to 28)
- *Fisheries*

The following fisheries shall be considered:

- i. bottom trawlers above 15 m (LOA) fishing for *Aristaeomorpha foliacea*, *Aristeus antennatus*, or *Plesionika martia*;
- ii. all fishing vessels above 15 m (LOA) operating with bottom contact gears (bottom trawls, longlines, gillnets and pots and traps) at depths deeper than 300 m and all offshore seamounts;

For the purposes of these technical elements, the fisheries described above shall be referred to as “deep-sea fisheries” (DSFs).

5. Management measure

GFCM Contracting Party or Cooperating non-Contracting Party (CPCs) with vessels involved in “deep-sea bottom fisheries” shall submit to the extent possible and no later than 31 December 20[20] comprehensive maps of existing deep-sea bottom fishing areas [during the five-year period of 2012-2016] to the GFCM Secretariat. Maps shall be based on VMS/AIS data and/or other available geo-reference data and be expressed in as precise spatial and temporal resolution as possible. The submission of the detailed gear deployment position information will facilitate the mapping process. Priorities should be given to bottom trawling below 300 m, but it is highly desirable to map other types of fishing gears that contact the seafloor during normal use, e.g. bottom set longlines, gillnets, trammel nets, and pots. Contracting Parties may, in the future, consider the possibility of refining these maps on the basis of haul-by-haul information, if available. GFCM Secretariat shall compile a composite map, preferably by gear type, of the existing deep-sea bottom fishing areas within the GFCM area of application. The SAC shall review this information and based upon the scientific evidence available,

⁶ A/RES/59/25

⁷ A/RES/61/105

⁸ A/RES/64/72

adopt the map defining the existing bottom fishing areas in the GFCM area of application. The map shall be revised regularly to incorporate any new relevant information.

C - Exploratory deep-sea bottom fishing reporting protocol in the GFCM area of application

1. Introduction

Resolutions of the United Nations General Assembly on sustainable fisheries of 2004⁹, 2006¹⁰ and 2009¹¹ call upon regional fisheries management organizations (RFMOs) to take urgent action to protect vulnerable marine ecosystems (VMEs) from significant adverse impact in areas beyond national jurisdiction.

2. Objectives

To ensure that exploratory or new deep-sea fishing activities are only allowed to expand at a rate consistent with the knowledge and management of that fishery. This will avoid overexploitation of targeted deep-sea fish stocks. Further, great care needs to be taken to ensure that VMEs are mapped and known, and suitable mitigation measures applied to ensure their protection from significant adverse impacts resulting from any new fishery.

3. Definitions

“Existing deep-sea bottom fishing areas”, means that portion of the GFCM area of application where deep-sea bottom fishing has occurred according to the map adopted under Section B Paragraph 5.

“Exploratory (or new) deep-sea bottom fishing” occurs during the initial development phase of a DSF when the DSF operates in areas that have not been previously fished or in fished areas following significant changes in the gear or effort, as described in paragraphs 23, 55, 61 and 65 of the *FAO International Guidelines for the Management of Deep Sea Fisheries in the High Seas*.

4. Scope

- *Geographical coverage:* Mediterranean Sea (GSAs 01 to 28)
- *Fisheries:* All fishing vessels above 15 m (LOA) operating with bottom contact gears (bottom trawls, longlines, gillnets and pots and traps) are considered undertaking Exploratory (or new) deep-sea bottom fishing when operating:
 - i. On VME Indicator Features (see Annex 1 a)
 - ii. Outside of the existing bottom deep-sea fishing areas
 - iii. Inside of existing bottom fishing areas with bottom-contact fishing gears not previously used or when significant increases of effort are planned or when a new fishery is developing

5. Management measure

GFCM Contracting Party or Cooperating non-Contracting Party (CPCs) of flagged fishing vessels undertaking exploratory (or new) deep-sea bottom fishing shall be required to complete the Exploratory deep-sea bottom fishing protocol provided in Annex 1, including the following information:

- i. the start and end point of each tow or set;
- ii. the fishing characteristics of the vessel including the gear used;
- iii. the GSA area and the Statistical Grid where the exploratory deep-sea fishing occurred;
- iv. the catch, the bycatch, the discards, and fishing effort;

⁹A/RES/59/25

¹⁰A/RES/61/105

¹¹A/RES/64/72

- v. VME Indicator Taxa (if any) through the VME Encounter Protocol.

6. Reporting to GFCM Secretariat

Upon notification by the vessel captain, as described above, relevant CPCs shall forward, within 30 days, the exploratory deep-sea bottom protocol form reported by the vessel captain, to the GFCM Secretariat, including by electronic means.

7. Review of the information gathered through the exploratory deep-sea bottom protocol

The GFCM Secretariat shall compile the data received with the exploratory deep-sea bottom protocol and shall regularly inform the SAC. The SAC shall review this information.

8. Observers

The use of scientific observers to assist in data collection and reporting is highly desirable according to the GFCM DCRF¹².

¹²Refer to: GFCM, 2018. GFCM Data Collection Reference Framework (DCRF) (<http://www.fao.org/gfcm/data/dcrf/en/>).

Exploratory deep-sea fishing reporting in the GFCM area of application (Mediterranean Sea)

Separate forms must be completed for each new exploratory deep-sea fishing trip

A. Fishing Trip Information	
Country:	
Vessel name:	
Captain (name and last name):	
Dates of exploratory fishing trip (dd/mm/yyyy format):	
B. Fleet and gear information ¹³	
Fleet segment:	
Fishing gear:	
Area information	
GSA:	Statistical grid ¹⁴ :
Area fished (coordinates-attach map):	
VME Indicator Feature (if any):	
Depth range fished (m):	
Fishing effort:	
C. Catch summary	
<i>List main commercial species and quantities caught during the exploratory deep-sea bottom fishing</i>	
D. Bycatch summary	
<i>Provide details of bycatch species</i>	
D. VME Indicator Taxa	
<i>Use the provided VME Encounter Protocol for any catch of VME Indicator Taxa</i>	
E. Comments (by fishing crew)	

¹³ Refer to: GFCM, 2018. GFCM Data Collection Reference Framework (DCRF) (<http://www.fao.org/gfcm/data/dcrf/en>)¹⁴ Refer to: Appendix M - Geographic statistical grid for red coral, DCRF. GFCM, 2018. GFCM Data Collection Reference Framework (DCRF)

Tableau des espèces prioritaires (nouvelles espèces en gras)

	Western Mediterranean	Central Mediterranean	Adriatic Sea	Eastern Mediterranean	Black Sea
Pelagic species	<i>Engraulis encrasicolus</i>	<i>Engraulis encrasicolus</i>	<i>Engraulis encrasicolus</i>	<i>Engraulis encrasicolus</i>	<i>Engraulis encrasicolus</i>
	<i>Sardina pilchardus</i>	<i>Sardina pilchardus</i>	<i>Sardina pilchardus</i>	<i>Sardinella aurita</i>	<i>Trachurus mediterraneus</i>
				<i>Sardina pilchardus</i>	<i>Sprattus sprattus</i>
Demersal species	<i>Parapenaeus longirostris</i>	<i>Parapenaeus longirostris</i>	<i>Mullus barbatus</i>	<i>Mullus barbatus</i>	<i>Merlangius merlangus</i>
	<i>Merluccius merluccius</i>	<i>Merluccius merluccius</i>	<i>Merluccius merluccius</i>	<i>Saurida lessepsianus</i>	<i>Scophthalmus maximus</i>
	<i>Pagellus bogaraveo</i>	<i>Aristeus antennatus</i>	<i>Nephrops norvegicus</i>	<i>Merluccius merluccius</i>	<i>Merlangius merlangus</i>
		<i>Aristaeomorpha foliacea</i>	<i>Parapenaeus longirostris</i> (GSA 18)	<i>Aristeus antennatus</i>	<i>Rapana venosa</i>
		<i>Mullus barbatus</i>	<i>Solea solea</i> (GSA 17)	<i>Aristaeomorpha foliacea</i>	
			<i>Sepia officinalis</i>		
			<i>Squilla mantis</i>		
Species of regional importance		<i>Coryphaena hippurus</i>			
Species of conservation concern	<i>Anguilla Anguilla</i>				
	<i>Corallium rubrum</i>				<i>Squalus acanthias</i>
Non-indigenous species	<i>Pterois miles</i>				
	<i>Lagocephalus sceleratus</i>				

Mandats relatifs à certaines activités

Mandat du Groupe de travail sur les aires marines protégées (WGMPA)

- Examiner la situation des zones de pêche réglementées en Méditerranée et en mer Noire, y compris une évaluation de l'état de l'écosystème et de la dimension humaine et évaluer les bénéfices des zones de pêche réglementées pour la protection et le rétablissement des stocks en danger/surexploités dans la zone d'application de la CGPM.
- Identifier de nouvelles zones de pêche réglementées potentielles, y compris des analyses socioéconomiques et relatives aux écosystèmes et l'identification des besoins pour une proposition de protection formelle.
- Examiner l'état de la mise en oeuvre de la Résolution CGPM/41/2017/5 relative à l'établissement d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels dans la zone d'application de la CGPM, y compris la progression sur la mise en œuvre de la feuille de route proposée par le CSC.
- Fournir des avis au CSC sur des questions liées aux habitats halieutiques essentiels/écosystèmes marins vulnérables et coordonner l'élaboration des outils de gestion (y compris de futurs protocoles).

Mandat du/des consultant(s) en sélectivité et technologie des pêches dans le cadre du Groupe de travail sur la technologie des pêches (WGFiT)

En collaboration avec le président du Groupe de travail sur la technologie des pêches, ainsi qu'avec le réseau d'experts associé avec le groupe de travail, le(s) consultant(s):

1. examine(nt) et évalue(nt) les informations déjà disponibles sur la technologie des pêches par pays, y compris les résultats des projets précédents;
2. analyse(nt) les décisions de la CGPM en lien avec la sélectivité et la technologie des pêches;
3. développe(nt) un programme de travail à moyen terme (3–4 ans) visant à définir un programme de recherche clair pour traiter les priorités de la CGPM en lien avec la technologie des pêches et la sélectivité;
4. développe(nt) et progresse(nt) dans le projet pilote sur l'étude de la sélectivité en Méditerranée centrale (Golfe de Gabès), d'après le mandat fourni par la quarante-deuxième session de la CGPM.

Mandat relatif à un projet pilote sur la pêche au chalut sélective dans le Golfe de Gabès

- A. La quarante et unième session de la Commission est convenue d'établir un Groupe de travail sur la technologie des pêches (WGFiT) permanent. La quarante-deuxième session de la Commission a fait observer que la sélectivité des pêches pouvait être améliorée en rendant les engins de pêches plus sélectifs, en particuliers les chaluts.
- B. Outre les objectifs à long terme et du mandat convenu pour le WGFiT, la quarante-deuxième session de la Commission est convenue d'établir un projet pilote ayant pour objectif de proposer des recommandations concrètes afin d'augmenter la sélectivité de la pêche au chalut ciblant le merlu européen et la crevette rose du large dans le Golfe de Gabès.

- C. Il convient de noter que les informations et les résultats opérationnels suivants sont déjà disponibles pour contribuer à fournir de tels avis:
- des essais techniques et des études sur la sélectivité des engins;
 - des études sur les effets socioéconomiques de l'utilisation de ces engins de pêche sélectifs.
- D. L'Union européenne est convenue de fournir les résultats des études menées dans le cadre de Minouw, DiscardLess et d'autres études conduites dans le cadre des fonds structurels et de recherche de l'UE pour la pêche. Les autres PCC concernées sont également convenues de fournir les résultats d'études pertinentes.
- E. La quarante-deuxième session de la Commission s'est accordée sur la nécessité d'impliquer toutes les PCC concernées par les activités de chalutage qui ont lieu dans le Golfe de Gabès et de façon plus générale, d'impliquer l'ensemble des PCC qui souhaitent coopérer sur ce projet pilote. La quarante-deuxième session a également fait part de son souhait de dupliquer ce projet pilote dans d'autres zones de la Méditerranée, en temps voulu et le cas échéant.

Le projet pilote se déroule comme suit:

1. Un expert qualifié en technologies des pêches avec une expérience pertinente en matière de pêche en Méditerranée est recruté le plus rapidement possible en 2019 pour mener le projet pilote.
2. La première tâche de l'expert est de rassembler les informations et les résultats opérationnels mentionnés aux points C et D.
3. Avec l'assistance du Secrétariat de la CGPM, l'expert prépare un rapport qui se concentre sur des recommandations concrètes afin d'améliorer la sélectivité de la pêche au chalut dans le Golfe de Gabès, en prenant en compte les spécificités et la structure socioéconomique de telles flottes.
4. L'expert présente son rapport et ses recommandations lors de la session annuelle du CSC en 2019.
5. Suite à l'évaluation du rapport, le CSC peut émettre des recommandations pour la quarante-troisième session de la Commission.

Budget autonome de la CGPM et contributions pour 2019

		USD	Part du total %
PERSONNEL	Personnel du cadre organique (10)	1 371 000	54,04%
	Personnel administratif (7)	454 000	17,89%
	TOTAL STAFF	1 825 000	71,93%
FONCTIONNEMENT	Personnel temporaire (agents de sécurité, soutien admin., heures supplémentaires)	40 000	1,58 %
	Consultants (y compris les traducteurs de publications scientifiques)	40 000	1,58 %
	Voyages (membres du personnel, membres du Bureau, coordonnateurs, interprètes, indemnités journalières de subsistance des experts et billets)	95 000	3,74 %
	Formation	8 000	0,32 %
	Matériel de consommation courante (y compris l'impression de publications)	12 000	0,47 %
	Achat de matériel durable	6 000	0,24 %
	Dépenses générales de fonctionnement	15 000	0,59 %
	Services internes/externes (facturation à l'utilisateur)	165 000	6,50 %
	TOTAL FONCTIONNEMENT	441 000	2,36 %
SOUS-TOTAL 1 (personnel + fonctionnement)		2 266 000	
COÛTS ANNEXES	Représentation et dépenses diverses (1 %)	22 660	
	Fonds d'aide à la participation (2,5 %)	57 217	
	SOUS-TOTAL 2	2 345 877	
	Dépenses d'appui de la FAO (4,5 % du sous-total 2)	105 564	
	SOUS-TOTAL 3	2 451 441	
	Fonds de roulement de la CGPM (3,5 % du sous-total 3)	85 800	
BUDGET AUTONOME (USD)		2 537 241	

Contributions au budget de la CGPM pour 2019
(sur la base des moyennes 2014-2016)

Parties contractantes	USD	%	USD	Coefficient	USD	Total pondéré	USD
Albanie	25 813	1,02	11 031	1	6 343	25 598	8 439
Algérie	79 944	3,15	11 031	1	6 343	189 800	62 569
Bulgarie	17 375	0,68	11 031	1	6 343		
Croatie	74 463	2,93	11 031	10	63 431		
Chypre	74 463	2,93	11 031	10	63 431		
Égypte	78 811	3,11	11 031	1	6 343	186 365	61 437
France	137 893	5,43	11 031	20	126 862		
Grèce	74 463	2,93	11 031	10	63 431		
Israël							
Italie	137 893	5,43	11 031	20	126 862		
Japon	137 893	5,43	11 031	20	126 862		
Liban	20 902	0,82	11 031	1	6 343	10 700	3 527
Libye	45 665	1,80	11 031	1	6 343	85 817	28 290
Malte	74 463	2,93	11 031	10	63 431		
Monaco	11 031	0,43	11 031				
Monténégro	12 343	0,49	11 031			3 980	1 312
Maroc	37 466	1,48	11 031	1	6 343	60 946	20 091
Roumanie	17 375	0,68	11 031	1	6 343		
Slovénie	74 463	2,93	11 031	10	63 431		
Espagne	74 463	2,93	11 031	10	63 431		
Syrie	19 284	0,76	11 031	1	6 343	5 793	1 910
Tunisie	139 188	5,49	11 031	1	6 343	369 514	121 813
Turquie	402 477	15,86	11 031	10	63 431	995 014	328 015
Union européenne	769 110	30,31	11 031			2 299 589	758 079
		100		140		4 233 117	
	2 537 241		253 724		888 034		1 395 483

Budget total	2 537 241	USD
Contribution de base	10%	du budget total
	253 724	USD
Nombre de Parties contractantes*	23	
Budget total moins contribution de base	2 283 517	USD
Composante PIB	35%	du budget total
	888 034	USD
Composante captures	55%	du budget total
	1 395 483	USD

* Parties contractantes payant leur contribution au budget autonome

La quarante-deuxième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée ainsi que la neuvième session du Comité de l'administration et des finances ont réuni les délégués de 22 parties contractantes, ainsi que les délégués de quatre parties non contractantes coopérantes et de deux parties non contractantes. Les représentants de 15 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ses projets régionaux ainsi que des bureaux de la Commission et de ses organes subsidiaires étaient également présents.

Au cours de la session, les progrès accomplis dans les activités liées à la pêche, l'aquaculture, la conformité et dans d'autres domaines stratégiques ont été examinés. Par ailleurs, les activités de coopération menées dans le cadre d'accords avec des parties contractantes, des parties non contractantes coopérantes et des organisations partenaires ont été examinées. Au vu de sa coopération croissante avec la CGPM, la Commission a accordé à la Jordanie le statut de partie non contractante coopérante.

S'agissant de la gestion des pêches et de l'aquaculture dans la zone d'application de la CGPM, la Commission a adopté onze recommandations contraignantes au total et portant sur les aspects suivants: mise en place de plans de gestion pluriannuels de l'anguille, des crevettes rouges dans la mer du Levant et la mer Ionienne ainsi que des pêcheries exploitant les stocks démersaux dans le canal de Sicile; conservation des requins et des raies; programme international conjoint d'inspection et de surveillance dans le canal de Sicile; programmes de recherche régionaux sur le crabe bleu en mer Méditerranée et sur les pêcheries exploitant le rapana veiné en mer Noire; mesures d'urgences supplémentaires pour les stocks de petits pélagiques en mer Adriatique; accès aux informations et aux données en matière d'inspection et de surveillance; et marquage régional des engins de pêche. En outre, la Commission a décidé de lancer une deuxième évaluation de ses performances en 2019 et a approuvé la mise en place de cinq nouvelles unités techniques sous-régionales en Bulgarie, en Croatie, au Liban, en Espagne et en Tunisie.

Enfin, la Commission est convenue de son programme de travail pour la prochaine période intersessions et a adopté son budget, s'élevant à 2 537 241 USD pour l'année 2019, ainsi qu'une série d'actions stratégiques qui seront financées au moyen de ressources extrabudgétaires. Elle a également approuvé à l'unanimité la nouvelle composition des bureaux du Comité scientifique consultatif de la pêche, du Groupe de travail sur la mer Noire et du Comité de l'administration et des finances. À l'occasion de la reprise de sa session, tenue en décembre 2018, la Commission a élu à l'unanimité son nouveau président et ses vice-présidents.

ISBN 978-92-5-131533-0 ISSN 1020-7244



9 789251 315330

CA4047FR/1/06.19